

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2012

CE QU'IL FAUT
SAVOIR

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
UNION EUROPÉENNE.....	6
L'EURO ET LA POLITIQUE SOCIALE EUROPÉENNE.....	15
FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE.....	27
POLITIQUE ÉTRANGÈRE EURO-AMÉRICAINNE.....	35
INDÉPENDANCE DE LA PRESSE.....	50
IMMIGRATION.....	58
LA RÉPUBLIQUE ASSASSINÉE.....	66
GAUCHE DE DROITE (ET DROITE D'ARGENT).....	69
LA DÉMONDIALISATION ET LE RETOUR DES NATIONS ?.....	76
ANNEXE.....	85
DISCOURS DE MARINE LE PEN À WASHINGTON DC.....	86
LISTE NON EXHAUSTIVE DES MEMBRES ET INVITÉS DU SIÈCLE.....	91
QUELQUES COMMISSAIRES EUROPÉENS DE 2004 À 2014.....	95
SARKHOLLANDE.....	98

INTRODUCTION

"Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs."

(Article 35 de la *Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen*, et préambule de la Constitution du 24 juin 1793).

« ... les hommes simples, libres, et vos égaux, auxquels vous ne déléguez que momentanément une portion de la souveraineté, qui n'appartient qu'à vous, ne peuvent, sous aucun rapport, posséder cette souveraineté dans un plus haut degré que le vôtre. **La souveraineté est une, indivisible, inaliénable [...]** Les hommes éclairés que vous avez appelés à l'honneur de vous faire une nouvelle Constitution, n'ont donc point d'autres droits que celui de vous soumettre des idées ; à vous seul appartient le refus ou l'acceptation de ces idées [...]

Peuple, vous pouvez tout sans eux, eux seuls ne peuvent rien sans vous.
(Donatien de Sade, *Idée sur le mode de sanction des lois*, 1792)

L'article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen résonne encore d'une charge profondément révolutionnaire. Né d'une époque trouble, où la joie s'est mêlée à la terreur, il s'arrache à son temps et nous paraît aujourd'hui aussi brûlant qu'il put l'être pour ceux qui, la nuit du 4 août 1789, abolirent les privilèges et commencèrent sa rédaction. Il grave dans la légalité et dans l'obligation l'insurrection sacrée du peuple ; il fonde l'unité d'un peuple qui n'accepte aucune transgression de ses droits, pour aucune de ses portions, dès qu'il s'affirme en tant que nation ; il refuse, prophétiquement, la division du peuple au nom de ses intérêts particuliers, qui nous semble aujourd'hui si achevée. L'abbé Siéyès, l'auteur du célèbre *Qu'est-ce que le tiers Etat*, prévenait déjà les générations d'après : « Nos actes instruiront ceux qui auront la curiosité de connaître nos pensées ; et tous nos avertissements seraient inutiles pour mettre en garde contre nos fautes les hommes qui, venus après nous, n'acquiescent qu'au prix des mêmes malheurs ».

Dans un contexte de crise économique et financière, de crise morale et humaine, de crise politique et de crise républicaine, nous devons garder à l'esprit ces phrases et considérer désormais que nous avons vécu, comme nos aïeux, les mêmes malheurs, mais que n'avons pas pu encore, comme eux, acquiescer la sagesse. L'époque est différente, et nos malheurs différents : aujourd'hui les acquis démocratiques sont ébranlés par des commissaires de l'Europe et des techniciens obscurs, au nom du despotisme éclairé ; aujourd'hui, l'oppression bancaire décrète que le chômage est nécessaire, et qu'il empêche l'inflation ; aujourd'hui une oligarchie feint de s'entredéchirer en public, dans les journaux et les émissions télévisées, mais se rassemble dans les dîners du Siècle, à la manière de la Chauve-souris dans la Fable de la Fontaine, aussi bien oiseau que souris, fluctuant

selon son public. La République est le théâtre de connivences scandaleuses entre des décideurs politiques issus des partis traditionnels (droite, gauche et centre).

C'en est assez, mais le peuple français n'a pas encore la voix assez forte, semble-t-il, pour se faire entendre. Quel niveau de spoliation sociale et de recul démocratique faudra-t-il encore tolérer ? Combien de temps encore une élite dédaigneuse pourra-t-elle décréter, avec suffisance, que le protectionnisme est un « repli sur soi », alors même qu'il est un ajustement humain au dérèglement de l'économie, que la maîtrise des frontières est une régression, alors même qu'elle ne signifie pas la fermeture, que le contrôle de l'immigration est un racisme, alors même qu'il est une lutte contre le cynisme des grands patrons ; combien de temps encore pourra-t-elle nous imposer son jugement sur qui sont les vrais républicains et qui sont les méchants fascistes, sur qui est digne d'accéder à la Présidence de la République, et qui ne l'est pas, employant volontiers l'anathème et l'incantation au détriment du fond. La laissera-t-on encore longtemps nous imposer des débats parasites, sur des sujets sociétaux mineurs, pour éviter d'aborder les vrais sujets ? Dans l'esprit de ces gens-là, la Charte de la Havane, produit lumineux d'un monde qui voulait institutionnaliser la paix, ne serait qu'un texte régressif, xénophobe, fasciste, alors même qu'il représente, pour le monde actuel, le modèle d'une vision juste et globale des rapports entre les nations et les peuples, et leur coopération heureuse.

À l'approche d'une échéance électorale d'importance capitale, l'élection du Président de la République française au printemps 2012, j'ai voulu informer les Français des menaces qui pèsent sur le pays, des trahisons de l'intérieur et du mépris extérieur. J'ai cherché à aborder des sujets de fond : la dérive de l'Union européenne (et de ses commissaires européens, que l'abbès Siéyès appellerait « les mandataires de la féodalité »), la financiarisation de l'économie, la monnaie unique, la République bafouée, l'indépendance fictive de la presse, la politique étrangère, l'immigration, etc.. Par un travail long et patient, j'ai voulu montrer que les ennemis de la légalité républicaine et de l'unité nationale n'étaient pas ceux que l'on nous présente, avec une pointe de dégoût bon ton et de facilité, particulièrement si l'on disséquait le parcours des partis au pouvoir, des vrais responsables. Porté par cette croyance, j'ai voulu cependant produire un constat objectif de la situation actuelle, fondé sur des sources, des citations empruntées à des hommes et des oeuvres de toute idéologie, appuyé par des rappels historiques et des raisonnements logiques.

La démocratie n'est pas seulement l'élection présidentielle : elle est aussi cet équilibre complexe d'indépendance de la presse, d'accès égal à une information de qualité, d'école forte, de protection sociale, d'accès à l'emploi, de facilité à débattre pour tous les acteurs politiques, de tous les bords. La démocratie, ce n'est pas uniquement le fruit d'institutions justes, et d'une juste constitution ; ce n'est pas simplement la transparence et la morale publique. C'est aussi, au niveau du peuple et des individualités qui le composent, l'idée que chacun peut prendre la parole, et discuter d'une proposition : si les élites ont abandonné sa pratique, c'est à chacun d'entre nous de renouer avec. Ainsi, pour que chacun puisse apporter ses objections et ses réflexions, je laisse en fin de page mes coordonnées. J'espère

que mes lecteurs, aussi nombreux que possible, auront la patience de lire un dossier que j'ai confectionné pour eux, et qui n'a d'intérêt que s'ils le lisent, le discutent, peut-être le contestent, ou peut-être y adhèrent.

Donatien VÉRET
donatien.veret@gmail.com

UNION EUROPÉENNE

« A quelle profondeur d'illusion ou de parti pris faudrait-il plonger, en effet, pour croire que des nations européennes, forgées au long des siècles par des efforts et des douleurs sans nombre, ayant chacune sa géographie, son histoire, sa langue, ses traditions, ses institutions, pourraient cesser d'être elles-mêmes et n'en plus former qu'une seule ? » (Charles de Gaulle, *Mémoire d'Espoir – Tome 1*, 1970)

«Avec Maastricht, on rira beaucoup plus»
(Bernard Kouchner, Tours, 09/09/92)

Le référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen et la crise de 2008 ont agi comme de formidables révélateurs des problèmes inhérents à l'Union européenne, et qui demeuraient jusqu'ici dissimulés à la majorité des électeurs. Aborder la question de l'Union européenne revient à défricher un vaste champ de problématiques, aussi bien juridique, politique, culturelle, qu'économique, financière et sociale. L'Union européenne apparaît de plus en plus dans *sa brutalité totalitaire et technocratique*, favorisant une construction qui n'a plus d'autre but que sa propre extension, et *qui ne se soucie plus des intérêts directs des peuples européens*.

Les apparences trompeuses de la démocratie

« “L’aventure européenne a également fait émerger, tout en montrant leur efficacité, des modes d’action politique bien différents de ceux qui caractérisent les démocraties contemporaines, fondées sur les partis, les élections, des procédures et structures préétablies, le cadre national [...]. L’Europe ne procède pas d’un mouvement démocratique [...]. Elle s’est faite en suivant une méthode que l’on pourrait définir du terme de despotisme éclairé »
(Tommaso PADO-SCHIOPPA, le « père de la monnaie unique » selon le Financial Times, "Les enseignements de l’aventure européenne"- Revue Commentaire – No. 87. 1999. p. 575-584)

« ... les mêmes créateurs de mythes veulent faire voir dans l'Assemblée réunissant à Strasbourg des députés et des sénateurs délégués par les Chambres des pays membres, un « Parlement européen » lequel n'a, sans doute, aucun pouvoir effectif mais donne à l'« exécutif » de Bruxelles une apparence de responsabilité démocratique »
(Charles de Gaulle, *Mémoire d'Espoir - Tome 1*, 1970)

Les partisans de l'UE n'ont de cesse d'évoquer le progrès démocratique, avec une insistance qu'ils voudraient auto-réalisatrice. Pourtant, la construction européenne s'est faite dans la plus parfaite *négligence de la démocratie*, par une intense propagande médiatique et par le financement illégal de campagnes pro-euro et pro-UE (utilisation de l'argent public pour vanter les mérites de la construction européenne, notamment en Suède, en [Irlande](#) ou en France, à travers la Fondation Robert Schumann). Ainsi, lors de l'adoption de la monnaie unique, les peuples ne furent quasiment pas consultés : en France, les médias martelèrent des formules toutes faites sur les bienfaits de la monnaie unique, sans jamais exposer une argumentation de fond.

La France rejeta en 2005 le référendum sur la « constitution » européenne (qui se rapproche en réalité d'une anti-constitution) : *le Parlement français imposa finalement le même traité, avec le soutien inconditionnel de l'UMP et l'abstention bienveillante du PS* (ou même l'approbation enthousiaste de François Hollande), ce qui constitue un viol de la volonté populaire. L'Irlande fut invitée à voter une deuxième fois, pour donner « la bonne réponse ». Le 19 janvier 2006, le Parlement européen a adopté une résolution afin de relancer le processus de ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, peu de temps après les refus français et hollandais. Cette résolution demande « qu'en tout état de cause, tous les efforts soient accomplis pour garantir que la Constitution entrera en vigueur en 2009 » ([résolution A6-0414/2005](#), point 35, et point 34 sur le rôle des associations et organisations civiles dans la pression européenne sur le débat). Le texte, cosigné par la Droite européenne et les Verts, sera largement adopté, notamment grâce aux votes de députés comme Cohn-Bendit, et grâce à l'absence lâche des députés du PS. Le parlement slovaque, en 2011, dû se plier aux exigences de la « démocratie européenne » et [revoter](#), pour que son vote soit conforme aux volontés d'oligarques non-élus.

L'apparence de la démocratie est soigneusement entretenue par la tenue d'élections européennes, qui servent à élire le Parlement. En réalité, le Parlement européen est un appendice sans réel pouvoir. Il convient de revenir sur les institutions mêmes de l'Union européenne, qui bafouent les principes les plus élémentaires d'une authentique démocratie. Le Parlement européen vide les parlements nationaux de leur substance, en imposant les directives européennes, mais n'est lui-même pas souverain : les parlementaires européens, que les peuples choisissent, *n'ont pas l'initiative des lois* et apparaissent de plus en plus soumis à la codécision avec le Conseil des ministres. Ils n'ont aucun moyen de peser sur les législations européennes en fixant l'ordre du jour, et cela même sous la pression de leurs électeurs. *La Commission européenne et ses personnalités non-élues*, immunisés du vote populaire et donc de toute sanction de leur action politique, *possède seule l'initiative des lois*.

Une série de « procédures législatives spéciales », qui concernent notamment la sécurité sociale et la protection des travailleurs, cantonnent les élus européens à un rôle de simple observateur. Selon l'article 3 du [Traité sur le fonctionnement européen](#) (TFUE), l'UE dispose d'une « compétence exclusive » dans les domaines suivants : « l'union douanière, l'établissement des règles de

concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro, la politique commerciale commune », ce qui équivaut dans les faits à *une mise sous tutelle, une spoliation de la souveraineté nationale* et, par voie de conséquence, à *la caducité des élections nationales et locales dans les pays de l'UE*, au profit de la seule Commission européenne (voir aussi les articles 4, 5 et 6). La sanction populaire ne s'abat plus que sur des fantoches et ne menace pas la continuité d'une politique ouvertement contraire aux intérêts des peuples (voir *Euro*).

L'Union européenne offre un cas aberrant de législateurs qui sont les exécutifs des lois qu'ils ont promulguées, à travers la Commission européenne et le Conseil des ministres : cela contrevient totalement à l'héritage des Lumières et notamment de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs (« Pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut, par la disposition des choses, que le pouvoir arrête le pouvoir ») ; cela contrevient aux aspirations prétendument démocratiques de l'Union européenne. Faut-il rappeler l'article XVI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen déclare que « toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, *ni la séparation des Pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution* » ?

Le Traité de Lisbonne, qui a valeur de constitution, n'a pas été écrit par une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct par tous les peuples européens, comme cela devrait être la norme dans une démocratie digne de ce nom.

Nous assistons également à une captation des pouvoirs publics de plus en plus évidente par d'importants groupes privés, notamment du secteur bancaire et du complexe industriel. L'European Round Table, groupe de pression qui regroupe les plus grosses multinationales de l'Europe, est régulièrement consultée par la Commission européenne : l'ERT produit des rapports hautement considérés par la Commission, avec des titres aussi évocateurs que « Une gouvernance européenne favorable à une plus grande compétitivité ». L'exemple le plus récent de cette intrusion du privé dans les domaines de l'exécutif européen reste le *putsch opéré par Goldman Sachs* : le nouveau dirigeant italien, Mario Monti, élu hors de tout processus électoral, et le nouveau directeur de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, ont tous deux appartenu à la banque Goldman Sachs, responsable du trucage des comptes en Grèce et de manipulations financières basées sur la création de « produits financiers toxiques ». Mario Draghi a récemment autorisé la BCE à un prêt approchant les 500 milliards d'euros à 1,5% en faveur des banques, qui prêtent à leur tour aux Etats à des taux supérieurs (7% pour l'Italie, 3,5% pour la France, près de 30% pour la Grèce) : *cette politique scandaleuse, institutionnalisée par l'Union européenne, permet à un cartel bancaire un enrichissement massif grâce à la crise.*

La question de petits clubs extrêmement sélectifs et puissants doit être posée. L'Union européenne est ainsi très à l'écoute d'entités réduites, réunissant de grands décideurs du milieu bancaire ou commercial, des universitaires ou des journalistes influents, le secrétaire général de l'OTAN ou le directeur général de l'OMC : notamment la Commission trilatérale ou le Groupe de Bilderberg. Leur

fondateur, David Rockefeller, déclare ainsi : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire » ou encore « *La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle ou de banquiers est sûrement préférable au principe d'autodétermination des peuples* ». Dans un rapport de la Commission trilatérale sur l'Etat minimum, intitulé « The Crisis of Democracy » (Task Force Report #8. Trilateral Commission, 1975), on peut lire :

- « plus un système est démocratique, plus il est exposé à des menaces intrinsèques », et l'on y constate "qu'au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique et une surcharge d'exigences adressées au gouvernement qui excèdent sa capacité de les satisfaire » (p88)
- que les Etats doivent se ménager "le droit et la possibilité pratique de retenir l'information à la source » (p182)
- qu'il y a « des limites désirables à l'extension de la démocratie politique ».

Quand au groupe de Bilderberg, opaque structure réunissant de façon ponctuelle de grands décideurs politiques, économiques, militaires et médiatiques, Romano Prodi, ex-président de la Commission européenne, en fut un membre ; l'actuel président, José Manuel Barroso, agent le plus brutal de l'Europe déconnectée des aspirations populaires, était un invité du Groupe en 2003. Le 10 novembre 2009, Herman Van Rompuy se rendait au Château de Val Duchesse pour une réunion du Groupe : il est nommé le 19 novembre 2009 « premier président de l'Union européenne ». De plus en plus, c'est l'idée de « gouvernance », de gestion technocratique, qui remplace dans le vocabulaire européen le concept de souveraineté populaire et de démocratie politique.

Fausse indépendance, vraie soumission

« Nous, dirigeants de l'Union européenne et des Etats-Unis d'Amérique, sommes réunis aujourd'hui à Brdo, en Slovénie, afin de continuer à renforcer notre partenariat stratégique. Nous considérons que ce sommet organisé en Slovénie, dans le cadre de la présidence du Conseil de l'UE de ce pays, témoigne de nos efforts à mettre sur pied une Europe unie et démocratique. Le processus d'intégration de l'Europe représente un des héritages historiques exceptionnels du partenariat qui nous lie depuis un demi-siècle. »
(Déclaration du sommet UE-Etats-Unis en 2008)

« La décision de faire entrer la Turquie dans l'Union Européenne échappe totalement à la volonté des peuples. La décision a été prise non pas même en Europe, mais à Washington plusieurs années auparavant. Elle a été annoncée par le président Clinton en visite à Istanbul en 1997. »
(Paul-Marie Coûteaux, 29.12.2004)

Les partisans de l'Union européenne font l'éloge permanent de l'unité, de la solidarité et de l'indépendance de leur création. Sans l'Union européenne, les nations de l'Europe seraient isolées, leur voix affaiblie dans un contexte mondialisé. Ces affirmations trahissent chez les européistes une *haine viscérale des pays européens*, considérés comme de « petits pays ». Elles témoignent d'une *véritable méconnaissance des différences culturelles de l'Europe* et supposent l'uniformité historique et politique de chaque pays européen : ce n'est rien de plus que la négation des processus complexes, séculaires, qui ont accouché, souvent au prix de luttes sociales longues et violentes, de pays très divers, de traditions politiques uniques et d'héritages précieux. *Le traité de Maastricht est la remise en cause et, à terme, l'extinction de cette diversité originelle de l'Europe* : « L'Europe des citoyens ne peut naître d'une unité naturelle qui n'existe pas. Elle doit, pour se définir, accepter et surmonter des différences bien réelles, ancrées dans les moeurs, dans l'inconscient des peuples » (Emmanuel Todd, *L'invention de l'Europe*, p18).

Une double entreprise d'uniformisation des Etats de l'Union européenne et d'éclatement de ces derniers en entités locales est à l'oeuvre. Deux soumissions consacrent ces deux visages de la technocratie européenne : l'une au corpus juridique anglo-saxon au détriment du droit romain, et l'autre à la régionalisation allemande.

Cette double stratégie vise à enchaîner les Etats-nations traditionnels aux pressions ethno-régionalistes, au nom d'une vision dévoyée du principe d'auto-détermination, *et à organiser la mainmise de la Commission européenne sur une Europe morcelée* : les identités locales sont encouragées, et la nation présentée comme une odieuse oppression administrative ; la Commission européenne assurerait seule l'intégrité de ces territoires et de ces traditions, au nom de sa neutralité transnationale et alors même qu'elle étouffe les histoires nationales. « *On retombe dans l'âge barbare du morcellement des provinces et des ethnies.* [...] derrière le morcellement territorial des Etats, on ne trouve pas seulement des organisations héritières du national-socialisme et des mouvement ethno-racistes [...] : on recense en fait de multiples courants qui, de la droite à la gauche, militent pour la destruction des nations et, quelquefois consciemment, font le jeu de la mondialisation économique et politique, [...] produit du basculement des Etats-Unis d'Amérique dans l'impérialisme » (XXVIII, préface à *La décomposition des nations européennes* de Pierre Hillard, Edouard Husson).

La politique menée en ex-Yougoslavie en 1999 est à ce titre emblématique : *elle consacre l'impuissance de l'Union européenne en matière de politique étrangère, ou du moins sa soumission aux visions américaines (voir Politique étrangère euro-française).* L'ARFE (Association des Régions Frontalières Européennes) et l'UCFE (Union Fédéraliste des Communautés Ethniques), deux organes en parfaite symbiose, et tous deux dirigés par un organigramme allemand, ont promu activement l'éclatement de la Yougoslavie en entités régionales, au nom de différentes ethno-religieuses. Dans le même temps, les Etats-Unis développaient la double stratégie cynique de soutien à Milosevic (nationaliste serbe) et de financement des fractions les plus extrémistes de l'UÇK (indépendantistes kosovars), et Kouchner caricaturait, par des affiches de propagande, les Serbes en néo-nazis (voir les pages 107-115 du *Nouveau XXIème*

siècle, de Jacques Sapir).

Ces manoeuvres désastreuses eurent pour résultat de légitimer la démarche ethno-confessionnelle du Kosovo, de lui permettre d'accéder à une existence en tant que nation, d'aboutir par vengeance à des démarches de purification ethnique, et donc de légitimer, rétrospectivement, l'attitude serbe contre laquelle l'Union européenne et les Etats-Unis avaient déclaré la guerre. *Elles assombrissent l'idée d'une Europe de la paix et de l'indépendance*, tant il est évident que l'Europe a embrasé les différends ethniques et religieux, jeté les contingents militaires locaux les uns contre les autres, et s'est montrée particulièrement soumise à la vision américaine. *Ce conflit révèle, sur un mode pessimiste, la régionalisation de l'Europe* et la volonté, pour des officines actives et pourtant discrètes, d'un éclatement des nations en une fédération de Länder sous l'égide de la Commission. La décentralisation, qui émane des directives européennes, est la première étape de ce qui pourrait menacer à terme l'unité de la France, et la remise en cause d'un processus historique allant de François 1er (instauration d'une langue commune, le français) à la centralisation jacobine.

Le grand projet phare de la domination communautaire, le *Code civil européen*, illustre la lâcheté des liens qui unissent la légitimité démocratique et juridique et les méthodes de la Commission : sans reposer sur aucun traité, la Commission européenne projette une grande réforme du droit civil européen. À cet effet, elle laisse à disposition du groupe Von Bar des montants non-négligeables pour plancher à l'uniformisation des législations nationales, *en se basant sur la pensée anglo-saxonne uniquement et sur l'usage exclusif de la langue anglaise*, au détriment des droits germano-latins qui régissent l'Espagne, la France, l'Italie ou l'Allemagne, et de leurs langues respectives.

Le but poursuivi par la Commission européenne, au-delà de toute protection réelle des citoyens, est l'intensification du Marché commun : la convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux relations contractuelles constitue pourtant le texte de référence en matière de droit des contrats, permettant la co-existence des Codes existants. Au-delà de cette réforme, c'est à un vrai Code civil européen que le groupe Von Bar travaille, comme en témoignent les titres évocateurs de son site : « Study Group on a European Civil Code ».

Par ailleurs, le fantasme de l'indépendance vole en éclats au regard de la construction européenne, dès ses prémises. Un Daily Telegraph du 19/09/2000, sur des documents officiels du gouvernement américain qui venaient d'être déclassifiés, rapporte : « Les dirigeants du mouvement européen (Rétinger, le « visionnaire » Robert Schuman, l'ancien Premier ministre Paul-Henri Spaak), *étaient tous traités comme des employés par leurs parrains américains*. Le rôle des États-Unis fut camouflé comme pour une opération secrète. L'argent provenait des Fondations Ford et Rockefeller ainsi que de milieux d'affaires ayant des liens étroits avec le gouvernement américain [...] Une note émanant de la « Direction Europe » (du Ministère des Affaires Étrangères américain ndlr) datée du 11 juin 1965 conseille au vice-président de la CEE de l'époque, Robert Marjolin, de poursuivre de façon subreptice l'objectif d'une Union Monétaire. Cette note recommande d'empêcher tout débat jusqu'au moment où l'adoption de telles propositions deviendraient virtuellement inévitables. »

L'obligation d'adhérer à l'OTAN pour entrer dans l'Union européenne ne fait qu'officialiser la relation charnelle entretenue par la Commission et les Etats-Unis : compréhensible dans un contexte de guerre froide, mêlé d'agitation interne aux Etats européens, de peur post-1945, de reconstruction, de tiraillement entre le communisme, le libéralisme et une possible « troisième voie », de luttes d'influence entre les deux grands « blocs » et dont le plan Marshall est une illustration (argent contre adhésion à la politique américaine), ce rapprochement est plus que jamais discutable au moment où l'Amérique bascule dans une phase de raidissement et de prédation mondiale sans précédent (voir *Politique étrangère euro-américaine*). Les citoyens européens n'ont d'ailleurs jamais été consultés sur le fait que *l'Europe collabore au [Patriot Act américain](#) (réaffirmé* par le président Barack Obama) et puisse délivrer sur simple injonction des Etats-Unis le parcours de ses ressortissants à l'étranger ou nombre de leurs données personnelles sur Internet. Cela pose une série de problèmes majeurs dont notamment :

- Le question de la préservation des libertés individuelles face à l'espionnage généralisé et légitimité au nom de la lutte anti-terroriste.
- La légitimité d'actions guerrières entreprises au nom des droits de l'homme par des pays décrétant des mesures exceptionnelles de contournement du droit sur leurs propres territoires (voir *Politique étrangère euro-américaine*).
- La capacité qu'a l'Union européenne de faire appliquer ses propres lois sur son territoire, ou la prévalence des lois et décrets d'un pays comme les Etats-Unis d'Amérique.

Conclusion

L'Union européenne est ainsi une véritable usine à gaz. Elle produit des institutions anti-démocratiques sans rencontrer la moindre résistance des partis de gouvernement, en France ou ailleurs. *L'Union européenne n'est pas le seul avenir de la France et des pays européens, ni leur avenir souhaitable* : promouvant les luttes régionales par des procédés pervers et souvent inavoués, elle menace l'intégrité territoriale des nations et encourage les conflits larvés. En France, elle détruit l'équilibre hérité de la Révolution française, fruit d'un accouchement long et douloureux, et apparaît désormais comme un mouvement réactionnaire : *les cadres nationaux sont pourtant les seuls garants historiques d'une démocratie réellement effective*.

L'Union européenne est de plus en plus *une prison politique et une succursale des Etats-Unis*, ainsi que le confirme le *projet de Marché transatlantique* initié par l'UE en 2005 et dont la matérialisation s'échelonne sur 10 ans. Prenant acte d'une supposée communauté d'intérêts et de vues, allant du même « libéralisme économique » à la « lutte contre le terrorisme », les députés européens souhaiteraient une alliance de plus en plus étroite entre les Etats-Unis et l'Union européenne, concluant que « seule la participation plus large à tous les niveaux du Congrès des États-Unis, du Parlement européen et des parlements nationaux permettra réellement de renforcer l'ensemble du processus et que les échanges interparlementaires existants devraient être progressivement transformés *en une Assemblée transatlantique de fait* ». ([Résolution du 5 juin 2008 sur le](#)

[sommet UE/Etats-Unis](#)).

L'uniformité ne se décrète pas. Au prix de manoeuvres délétères, l'Union européenne menace l'existence des Etats-nations et de leur liberté. Un jour, l'Ode à la joie cèdera la place au *Va pensiero*, et les Européens se rappelleront au souvenir douloureux du pays disparu, comme les Hébreux prisonniers de Babylone :

*Oh mia patria si bella e perduta!
O membranza sì cara e fatal!*

Filmographie

Conférences d'Etienne Chouard :

- [L'Union européenne : et si c'était à refaire ?](#)
- [Les 10 raisons de sortir de l'Union européenne](#)

Bibliographie

- **ALLIÈS, Paul, *Une Constitution contre la démocratie ?*, Climats, 2005**
- BALANYA, Belén, DOHERTY, Ann, HOEDEMAN, Oliver, MA'ANIT, Adam, *Europe Inc. : Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale*, Adone, 2005
- BIGO, Didier, BONELLI, Laurent, DELTOMBE, Thomas, *Au nom du 11 septembre... : Les démocraties à l'épreuve du terrorisme*, La Découverte, 2008
- CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre, *La faute de M. Monnet : La République et l'Europe*, Fayard, 2006
- **CHOUARD, Étienne, [Une mauvaise constitution](#), 2005**
- HARVEY, Robert, VOLAT, Hélène, *USA Patriot Act : De l'exception à la règle*, Lignes, 2006
- **HILLARD, Pierre, *La décomposition des nations européennes*, François-Xavier de Guibert, 2010**
- **HUREAUX, Roland, *Les hauteurs béantes de l'Europe : La dérive idéologique de la construction européenne*, François-Xavier de Guibert, 2008**
- **JENNAR, Raoul Marc, *Europe, la trahison des élites*, Fayard, 2004**
- SAPIR, Jacques, *Le nouveau XXIème siècle*, Seuil, 2008
- SHAMIR, Israël Adam, *La bataille du discours*, BookSurge, 2008
- SORAL, Alain, *Comprendre l'Empire*, Blanche, 2011
- TODD, Emmanuel, *Après l'empire*, Gallimard, 2004
- TODD, Emmanuel, *L'invention de l'Europe*, Seuil, 1996

L'EURO ET LA POLITIQUE SOCIALE EUROPÉENNE

« L'euro est une autoroute sans sortie »

(Yves Thibault de Silguy, ex-commissaire européen, président du groupe Vinci, membre du conseil d'administration de M6, président du conseil d'administration de l'AgroParisTech Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement)

« On a soigneusement oublié d'écrire

l'article qui permet de sortir [de l'euro] ; c'était peut-être pas très démocratique évidemment...mais c'était une garantie »

(Jacques Attali (PS), 24/01/2011)

« L'histoire mesurera la responsabilité de nos gouvernements qui, par idéologie, par conformisme et parfois par lâcheté ont laissé la situation se dégrader jusqu'à l'irréparable. Elle dira aussi l'immense culpabilité de ceux qui, dans les capitales nationales comme à Bruxelles ou à Francfort, ont cherché à imposer en contrebande une Europe fédérale par le biais de la monnaie unique à des peuples qui n'en voulaient pas. »

(Jacques Sapir, 09/2011)

La question de l'Union européenne est majeure dans le contexte actuel de crise et de reprise en main de leur souveraineté par les peuples. La construction européenne se pare d'idées nobles : les discours officiels débordent de notions humanistes répétées à l'envie, comme la démocratie, la protection, la solidarité, le poids d'une union sur les questions internationales. Depuis sa conception jusqu'à sa mise en circulation, l'euro, la monnaie unique européenne, ne déroge pas à ce martèlement quasi-mystique de slogans en sa faveur : l'euro serait « bien plus qu'une monnaie » (François Hollande, PS), « Le traité d'union européenne se traduira par plus de croissance, plus d'emplois, plus de solidarité » (Michel Sapin, ex-ministre socialiste des finances et actuel conseiller de François Hollande, Le Figaro, 20.8.92) ; Bayrou (ex-UDF, Modem), Mélenchon (ex-PS, Front de Gauche), la majorité des élus PS et UMP (RPR) de l'époque ont voté pour l'Acte unique européen et/ou Maastricht.

Les pays européens ne pourraient assurer le progrès social qu'en adhérant à l'Union européenne, qui apparaîtrait *comme* la garantie absolue du bien-être matériel et de la prospérité économique et sociale. Derrière ces « évangiles européens », la réalité est tout autre : l'euro apparaît de plus en plus comme une prison économique et un carcan monétaire, et ses convulsions récentes annoncent une chute imminente. La prolifération et l'intrusion des milieux d'affaires privés dans la conception de la monnaie unique annonçaient, dès l'origine, les prémices de dysfonctionnements socio-économiques majeurs. *L'euro est devenu l'arme monétaire du totalitarisme européen.*

L'Union européenne et le dogme du libre-échange

« Incontestablement l'évolution très différente de l'économie française à partir de 1974 résulte de la disparition progressive de toute protection du Marché Communautaire Européen, de l'instauration continue d'un libre-échange mondialiste, de la délocalisation des activités industrielles, et de la délocalisation des investissements financiers. »

(Maurice Allais, Prix Nobel d'Économie, *L'Europe en crise : Que faire ?*, Clément Juglar, 2005)

Pour comprendre la genèse de la monnaie unique, il convient de revenir sur les esquisses de la construction européenne, et sur le dogme qui sous-tend son idéologie : le libre-échange. L'Union européenne se construit ainsi en conformité avec l'idéologie marchande la plus poussée : les mesures de libéralisation totale vont croissantes, et se sont accentuées dans les années 70/80. Mais le dogme vient déjà de l'application aveugle de l'article 110 du Traité de Rome du 25 mars 1957, dont l'Acte unique, inauguré par Jacques Delors (PS) en 1986, est la consécration. C'est l'amorce d'une conception ultralibérale de l'économie européenne, basée sur la compétitivité à tout prix et la dérégulation au profit d'un marché prétendument parfait et « auto-régulateur ». Le vocabulaire employé par la Commission européenne pour qualifier les droits de douane, les mesures protectionnistes ou les législations est d'ailleurs éloquent : toute tentative de protection devient une « barrière » et sa seule évocation provoque le dégoût de l'assemblée, alors même que le protectionnisme n'est pas la négation absolue des échanges (voir *Discours de Marine Le Pen sur la Charte de la Havane*). Les articles 32 et 63 du [Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) (TFUE) institutionnalisent la politique économique de l'UE : *ils interdisent tout protectionnisme, organisent la fuite des capitaux vers les pays à bas coûts de production et obligent les entreprises à commercer en concurrence avec ces pays.*

Derrière le dogme de la « concurrence libre et non faussée » se dissimule en réalité la concurrence déloyale : l'UE va devenir progressivement le seul espace économique totalement ouvert à la concurrence des pays à très bas coûts comme l'Inde, la Chine ou le Bangladesh, dans le plus parfait mépris des travailleurs européens. Cette logique se perpétue au sein même de l'UE : la concurrence déloyale est organisée de façon interne, comme l'illustre la tentative avortée de la directive Bolkenstein : cette directive consistait, pour un travailleur européen sous contrat dans un autre pays que le sien, à choisir les minima sociaux les plus faibles entre son pays de nationalité et son pays de travail. Cela signifie par exemple qu'un travailleur hongrois présent sur le sol français sera soumis à la législation sociale la moins favorable pour lui, à savoir la législation sociale hongroise, permettant à son employeur de lui verser un salaire moindre et, par conséquent, de mettre en concurrence les travailleurs nationaux moins « compétitifs » (car mieux payés). Cette directive, bien qu'elle ait été rejetée en 2005, s'applique déjà au milieu du transport routier. *Elle consacre le nivellement social par le bas de l'Union*

européenne.

D'une façon générale, « La mondialisation est une réalité parce qu'il existe bien une logique économique planétaire, associant la liberté de circulation des marchandises, du capital et des hommes, une baisse des revenus du travail non qualifié puis qualifié, une montée des inégalités, une chute du taux de croissance et, ultimement, une tendance à la stagnation. *Le théorème dit de Heckscher-Ohlin, qui associe à l'ouverture internationale une inégalisation interne des économies est, à vrai dire, l'un des rares véritables acquis de la science économique.* » (Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, p16). Ainsi, l'ouverture maximale de l'Union européenne s'accompagne d'une répartition de plus en plus inégale des richesses, et par la concentration des richesses dans les mains d'un groupe de plus en plus réduit : l'extrémité la plus riche de la population devient extrêmement riche, l'extrémité la plus pauvre extrêmement pauvre, et la paupérisation atteint désormais les classes moyennes.

Le libre-échange européen permet donc aux grandes entreprises de pratiquer un véritable *chantage à l'emploi*, en menaçant de délocaliser si elles n'obtiennent pas des dérogations ou des arrangements pour faire pression sur les acquis sociaux et les salaires des travailleurs européens. Dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), conçu par dans les couloirs de l'OMC, ce sont désormais les secteurs clés de l'Etat qui s'ouvrent à la concurrence la plus féroce : *l'Éducation nationale, l'hôpital ou les transports deviennent les enjeux de multinationales au sein d'une économie de plus en plus carnacière*. Le modèle européen pourrait facilement dériver vers la fin de la gratuité dans les écoles publiques et l'augmentation des frais universitaires (voir *Ecole*), et il conduit déjà à des disparités insupportables en matière d'accès aux soins. En France, la récente privatisation de la Poste ou d'EDF/GDF a été imposée par l'Union européenne au nom de la concurrence : elle aboutit déjà une hausse des prix du gaz et de l'électricité dans l'Hexagone. Dans les années 90, sous le gouvernement de Jospin dont Mélenchon faisait partie, la privatisation des autoroutes a conduit elle aussi à une hausse des prix des péages.

Euro, banques et multinationales

« Ce soir, je me sens vraiment comme chez moi parmi mes amis. Quand je suis devenu président de la Commission en 1995, l'Association était quasiment le seul organisme à nous soutenir dans notre ferme conviction que la monnaie unique devient une réalité. C'est donc comme jouer sur son propre terrain »
(Jacques Santer, ex-président de la Commission européenne, le 26 février 1998, discours devant le conseil des directeurs de l'Union monétaire européenne, fondée par cinq grandes firmes membres de l'ERT)

L'European Round Table (ERT), groupe de pression composée de 45

grandes multinationales européennes (voir *Union européenne*), *s'immisce dans les rouages de la construction européenne et demeure l'un des interlocuteurs privilégiés de la Commission européenne*. Chargée de discuter de l'établissement d'une monnaie unique, l'Association pour l'Union monétaire européenne (AUME) se composait exclusivement des représentants des secteurs industriel et financier, excluant tout syndicat ou association de consommateurs. Elle fut à l'origine d'une accélération dans la mise en place de l'euro et le président de la Commission européenne, Jacques Santer, ne manque pas de les remercier en 1998 : « Les membres de l'Association ont constitué une force d'impulsion majeure derrière le projet de l'Union monétaire. Nombre de vos entreprises ont joué un rôle décisif en exposant clairement les avantages de la monnaie unique pour le secteur privé comme pour la société dans son ensemble ».

Le président de la Commission européenne reconnaît donc lui-même le rôle prépondérant du secteur industriel et bancaire dans le projet de monnaie unique, sans paraître préoccupé par le conflit d'intérêts. Un économiste de la banque Morgan Stanley, Ravi Bulchadani, affirme quant à lui : « Si l'on supprime la devise nationale comme soupape de sécurité, les gouvernements devront se concentrer sur les changements concrets à effectuer pour devenir plus compétitifs : impôts plus bas, flexibilité du marché du travail et cadres réglementaires plus favorables à l'industrie ».

Ainsi, après l'adoption de l'euro, les secteurs de l'assurance et de la banque ont été touchés de plein fouet par les fusions-acquisitions au profit des plus grands groupes bancaires : 166 000 agences bancaires ont été contraintes de fermer, condamnant des dizaines de milliers d'emplois, pour arriver à une concentration de la puissance financière dans les mains d'un nombre réduit d'établissements. Dans l'Europe élargie à 25, un tissu de 23 millions de PME, qui fournissent environ 75 millions d'emplois et représentent 99 % des entreprises, se trouve menacé par des multinationales qui peuvent délocaliser facilement pour échapper au carcan de l'euro et procèdent à l'acquisition des concurrents plus petits. La situation de la France est la suivante :

- Le secteur industriel perd entre 800 et 1000 emplois par jour ouvrable : la richesse de la France disparaît en même temps que son savoir-faire, alors même qu'elle fut en pointe dans de nombreux domaines avant la mise en place de l'euro.
- Aux 3 millions de voitures produites en France en 2004, il n'y en a plus qu'un 1,5 million, la moitié, en 2009.
- La croissance annuelle de la France était de 3,9% dans les années 70 (malgré le choc pétrolier), de 2,3% dans les années 80 (malgré la politique désastreuse de Delors et de son « franc fort », ébauche de l'euro) : elle atteint, dans les années 2000, 1,5% et *devrait être négative au premier semestre 2012*.

"Entre le fort et le faible c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui libère"
(Henri Lacordaire).

Non contente d'imposer le démantèlement progressif des services publics par la mise en concurrence généralisée, l'Union européenne pratique, en matière monétaire, *l'autoritarisme le plus absurde*. La politique de l'accompagnement social est impossible dans un contexte d'ouverture commerciale et de contrainte monétaire comme celui de l'Europe : la BCE, calquée sur la vision allemande de la gestion monétaire, maintient des taux de change extrêmement élevés. La monnaie européenne, qui officie dans une zone économique hétérogène, est inadaptée aux rythmes nationaux des pays européens, du fait de sa surévaluation : dans le cadre de la France, l'euro est surévalué de 30%. Cette monnaie trop forte menace de plein fouet les petites industries françaises et, alliée au fantasme de la « société de services » et au « laisser-faire », elle a fait perdre à la France un million d'emplois industriels depuis 2000. Au lieu d'utiliser la monnaie comme un outil souple pour préserver la compétitivité des entreprises européennes, l'UE préfère opter pour la délocalisation et la compression salariale. La France est passée d'un excédent commercial à un déficit commercial de 5 milliards avec les Etats-Unis, à cause de la politique de hausse des taux directeurs menée par Jean-Claude Trichet (membre du Parti socialiste proposé à la tête de la BCE par Jacques Chirac).

La France a beaucoup contribué à « l'erreur de stratégie économique et historique que constitue le traité de Maastricht. *Ses responsables politiques, qu'ils soient de droite ou socialistes, ont allègrement mélangé des concepts économiques libéraux et autoritaires, pour n'aboutir qu'à maximiser les souffrances sociales de leur pays* ». (Emmanuel Todd, *L'illusion économique*). Ce que Jacques Sapir confirme : « [...] le ralliement à une mise en place de l'euro dans les pires conditions possibles, dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences néfastes sur notre outil industriel, notre emploi et nos structures sociales, est *une décision prise en cohabitation* ». (*Le nouveau XXIème siècle*, p233).

Cette absurde rigidité à l'égard des producteurs (agricoles ou industriels) ou des particuliers est criante dans le cadre des marges dégagés par les grandes surfaces : le secteur alimentaire vit un double mouvement de baisse du coût d'achat des denrées alimentaires au producteur, et d'augmentation ou de stagnation des prix pour le consommateur, au seul bénéfice des grandes surfaces. La situation des agriculteurs n'est jamais été aussi précaire, la législation en matière d'agriculture n'a jamais été aussi drastique : elle s'est intensifiée au moment même où les régulations et les protections douanières, elles, disparaissaient. L'entrepreneuriat est soumis à des conditions complexes, et rend le parcours des jeunes entrepreneurs particulièrement difficile. Le libre-échange avantage les entreprises de grande taille et ne permet pas les conditions réelles d'une saine émulation, et l'émergence de jeunes sociétés.

Au même moment, l'Union européenne, plutôt que d'aider les PME, se perd en un gâchis de dépenses publiques futiles et de décisions douteuses (cf [l'Observatoire des subventions](#)) : 67 millions d'euros de subventions irrégulières

pour l'industrie du sucre, 44 millions d'euros pour des faux contrats de nettoyage, 106,7 milliards d'euros de fraude à la TVA, corruption et fraude de députés européens, conflits d'intérêts dans la nomination à des postes importants, 50 millions d'euros publics pour délocaliser Dell, 40 millions d'euros pour Europarl TV, 564 millions d'euros par an pour l'adhésion de la Turquie, 289 millions d'euros par an au bénéfice des dix plus gros groupes de l'agro-alimentaire, 1,8 million d'euros pour la campagne en faveur du « oui » au référendum en Irlande...

Austérité : Grèce, Portugal, Espagne, Italie... France ?

« La légitimité démocratique ? Ce n'est pas nécessaire. [...] On ne peut simplement plus se permettre d'attendre. » « Le plan d'austérité à négocier avec Bruxelles sera contraignant pour le futur gouvernement, qui ne pourra pas en changer les termes. Ce n'est plus leur programme, c'est le nôtre »
(Amadeu Altafaj, porte-parole de la Commission européenne, à propos des élections au Portugal, 29/04/2011).

« L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes. Soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique. Au nom d'une économie saine, on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une 'politique', au sens le plus large du mot, nationale et internationale »
(Pierre Mendès France, 1957)

Le double visage du Janus européen apparaît dans toute sa brutalité depuis la crise de 2008. Tout en maintenant l'incroyable gâchis de l'argent public dénoncé ci-dessus, l'Union européenne prône *des mesures d'austérité dramatiques* pour les pays visés et dévoile *sa haine fasciste de la démocratie parlementaire*. En Grèce, la Commission européenne, main dans la main avec la BCE et le FMI, a procédé à la mise sous tutelle du pays : les Grecs assistent, impuissants, au démantèlement de leur service public, à la vente des aéroports, des plages, des îles, des monuments (le Parthénon), aux licenciements et aux délocalisations, à la baisse des salaires, à l'augmentation de leur accès aux soins. A travers la marchandisation de la Grèce, de ses îles, de ses monuments, c'est, symboliquement, *la braderie de toute l'histoire de l'Europe et de son héritage reçu de l'Antiquité*.

Ces politiques d'austérité, en plus d'être inefficaces (elles encouragent au contraire la contraction de l'économie grecque, et provoquent encore plus d'endettements), se révèlent dans toute leur violence absurde lorsqu'on apprend, en mai 2010, que le budget de la défense grecque (l'un des plus importants proportionnellement au budget grec) ne changera pas : selon le ministère français

de la défense interrogé par le député François Cornut-Gentile, « aucune des mesures de restriction budgétaire supplémentaires décidées au mois de mars 2010, à la suite des interventions de l'Union européenne, ne devrait affecter, cette année, le budget d'acquisition du ministère de la défense grec. (...) les démarches d'acquisition des frégates de type FREMM (frégates multimissions) et des hélicoptères SAR (search and rescue) restent en conséquence d'actualité. ». *Menacée d'une récession de 5,5%, la Grèce a désormais le [taux de suicide le plus élevé d'Europe](#).*

Alors que Bruxelles prépare la « saignée de Lisbonne », l'Italie court elle aussi le risque d'être bradée à vil prix : la mise au pas du gouvernement par Goldman Sachs, à travers la nomination Mario Monti comme chef de l'Etat, est une première alerte. En France, les premières mesures « anti-crise » ont été promulguées par le gouvernement : elles précarisent la situation des Français, à travers par exemple le déremboursement de certains médicaments, au lieu de s'attaquer à la politique d'immigration, à la niche Copé, aux taxes sur les transactions pétrolières ou à l'imposition des grands groupes français. Depuis 2007, la France compte 100 000 fonctionnaires en moins depuis 2007, dont 30 000 professeurs et 10 000 policiers, alors même que sa démographie est l'une des plus dynamiques d'Europe. La gauche et la droite valident par ailleurs des plans de renflouement aux banques grecques fautives, sans aucune contrepartie : les efforts ainsi concédés par les Français sont en réalité, la semaine d'après, déjà caduques. François Hollande, pour marquer sa différence avec Sarkozy, a ainsi déclaré qu'il allait « donner du sens à la rigueur » (Libération, 06/11/2011). Nous sommes donc déjà dans la situation décrite par M. Altafaj : *le programme de l'UMP et du PS est celui de l'Union européenne*.

Inflation, désindexation et Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment (NAIRU)

« Si les salaires n'augmentent pas, les prix eux, ont connu une nette envolée, notamment depuis la naissance de l'euro. C'est presque un miracle que la consommation des ménages, cette donnée que les économistes surveillent en permanence, se soit pas tout à fait stoppée. »

(Philippe Alexandre, *Le Bien public*, p14)

« L'Union monétaire constitue au niveau national une menace à l'encontre de la démocratie qui fut précisément dénoncée : la politique monétaire étant désormais du ressort de la Banque centrale européenne, les gouvernements des Etats membres perdent un des instruments politiques les plus cruciaux dont ils disposaient jusqu'alors pour réagir aux crises économiques. Il ne leur appartient plus désormais de dévaluer leur monnaie, de modifier leur taux d'intérêt [...]. *La monnaie est régie par un organisme non élu, n'ayant de comptes à rendre à personne*, et qui se conforme au type de mesures rigides que notamment la

Bundesbank édictait pour lutter contre l'inflation » (l'ouvrage collectif *Europe Inc.*, p122).

La lutte contre l'inflation est devenue l'unique préoccupation de la BCE : *immunisée contre la pratique de la démocratie*, elle maintient comme seul objectif la « maîtrise des prix ». Une maîtrise des prix qui semble étonnamment efficace en matière de modération salariale, mais étonnamment souple en matière d'augmentation du prix des denrées alimentaires : avec le passage à la monnaie unique, les prix ont augmenté de 49% pour le beurre, 85% pour la baguette de pain, 150% pour la laitue, 182% pour le litre de lait. Cette politique de lutte contre l'inflation atteint frontalement les peuples européens, particulièrement en l'absence de toute protection tarifaire ou de quotas d'importation.

Le NAIRU, « Taux de chômage n'accéléral pas l'inflation », inventé par James Tobin sur la base des recherches menées par Franco Modigliani et Lucas Papademos (nouveau chef d'Etat grec), est l'un des concepts majeurs de lutte contre l'inflation : *le NAIRU, « conseillé » par l'OCDE, maintient artificiellement le taux de chômage dans le but de ne pas créer d'inflation*. Le taux actuel de « chômage n'accéléral pas l'inflation » est fixé par l'OCDE à 9,5% pour la France, ce qui correspond peu ou prou à son niveau de chômage actuel. Les institutions européennes consolident donc un taux de chômage volontairement élevé, avec une lutte contre l'inflation « chomagène ». Disposer d'un nombre important de chômeurs offre deux avantages à l'Union européenne :

- Cette politique permet au grand patronat de disposer d'une « réserve » d'hommes : par la mise en concurrence de ces hommes, les entreprises maintiennent des salaires bas et n'améliorent pas les conditions de travail, car la simple menace de licenciement et de remplacement suffit à éteindre toute revendication sociale.
- Cette politique *favorise les possédants*, ceux qui disposent d'une épargne très importante (grandes entreprises, banques importantes, particuliers extrêmement riches), au détriment de la faction la plus importante des peuples européens. Les contribuables européens sont doublement lésés : par le biais des dépenses d'Etat, ils prennent en charge les frais sociaux du chômage ainsi créé.

Pour définitivement enterrer le citoyen européen, l'Union européenne part désormais en guerre contre l'une des dernières protections du travailleur : l'indexation des salaires sur l'inflation, qui rend celle-ci indolore. Dans d'une conférence de presse, Jean-Claude Trichet, le directeur de la BCE, indiquait la marche à suivre à son successeur : « De ce point de vue, la réforme des marchés du travail est décisive. Il faut en particulier supprimer les rigidités et prendre des mesures qui augmentent la flexibilité des salaires. *Il conviendrait de supprimer les clauses d'indexation automatique des salaires et renforcer les accords collectifs au niveau des entreprises, afin que les salaires et les conditions de travail correspondent précisément à leurs besoins*. Il faut accompagner ces mesures de réformes structurelles *qui favorisent la concurrence sur les marchés, notamment*

les marchés de service, en incluant la libéralisation des professions contingentées, et là où c'est utile, privatiser les services habituellement assurés par le secteur public, ce qui facilitera la croissance de la productivité et de la compétitivité. » (08/09/2011). En France, c'est le Parti socialiste qui abolit l'indexation des salaires sur l'inflation, lors du règne de Mitterrand et Delors.

Dettes, intérêts et marchés

« Aujourd'hui les Grecs sont sous la férule européenne, demain, les autres peuples la subiront avec les résultats que l'on connaît. Votre Europe s'inspire de plus en plus de l'ex-Union soviétique, avec sa petite oligarchie de fonctionnaires non-élus : vous ne pourrez imposer vos politiques aux peuples européens que par une mise en parenthèse de la démocratie. C'est pécore de le constater lorsque l'on sait que la démocratie est née à Athènes avec l'abolition par Solon de l'esclavage pour dettes, que 2600 ans après, vous rétablissez !
(Marine Le Pen au Parlement européen, 06/07/2011)

« Donnez-moi le contrôle de la monnaie, et je me moque de qui fait ses lois. »
(Mayer Amschel Rothschild)

« Je suis un banquier qui accomplit le projet de Dieu. »
(Lloyd Blankfein, patron de Goldman Sachs, The Times, 07/11/2009)

La privatisation de la création monétaire est peut-être le plus grand scandale bancaire de l'Occident. Aux Etats-Unis, l'Acte de Jekyll Island, en 1913, crée la Réserve fédérale américaine, conglomérat de banques privées devenu le seul maître de la création monétaire. En France, il faut attendre le 2 janvier 1973 pour que soit promulguée la loi dite Giscard-Pompidou. Elle sera abrogée en 1994 pour être [institutionnalisée à l'échelle européenne](#) par l'article 104 du Traité de Maastricht, puis par l'article 123 du Traité de Lisbonne : « Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes et entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite ».

Cette loi scélérate donne par conséquent le monopole du financement public aux marchés et aux banques et organismes privés. Dans le cadre d'une politique d'investissement à long terme, l'Etat est contraint d'emprunter à des taux d'intérêts usuriers auprès de banques privées, qui peuvent se refinancer quant à elles à des taux d'intérêts préférentiels auprès de la Banque centrale européenne en cas de

difficultés financières : ainsi, *les Etats s'endettent au profit d'un nombre restreint d'investisseurs privés*. Depuis sa promulgation, l'Etat français, jusque là jaloux de son équilibre financier, n'a cessé de voter des budgets en déséquilibre : l'incompétence de la classe politique plonge ainsi la France dans une situation de dettes inextinguibles et la rend vulnérable au racket bancaire, d'autant que la droite et la gauche n'ont jamais remis en cause cette loi.

Le seul prix Nobel d'économie français, Maurice Allais, alertait l'opinion publique sur les dangers induits par la création de monnaie des banques privées : « Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière à ce que disparaissent les faux droits, résultant actuellement de la création de monnaie bancaire ». Il qualifie ainsi ouvertement le processus actuel de création monétaire par les banques privées de « faux monnayage » : les banques peuvent prêter de l'argent à des tiers ou des états en ne garantissant qu'à un seuil de 8% de leurs fonds propres la provenance de l'argent, le reste n'étant que de la « monnaie scripturale », c'est-à-dire des lignes de crédit sans existence réelle. Il est dangereux *que ces faux monnayeurs soient maintenant les seuls créateurs de monnaie pour le compte des Etats*, dans une situation de monopole.

La politique monétaire est à la source de toutes les orientations en matière économique, financière et sociale de long terme : elle soumet entièrement l'avenir d'un Etat aux volontés d'acteurs privés et à leurs intérêts contradictoires. Le mécanisme de la dette apparaît d'autant plus pervers que l'euro a créé des dysfonctionnements structurels, qui se surajoutent aux difficultés conjoncturelles de l'économie. Les négligences de l'Union européenne font apparaître des problèmes sociaux de masse et aggravent les coûts du chômage : *l'Etat doit s'endetter auprès d'acteurs privés par la contrainte de l'Union européenne, pour faire face à une situation qu'elle a elle-même engendrée*. De plus, la financiarisation de la dette rend les Etats vulnérables à de potentiels « raids » spéculatifs et les expose à la pratique du délit d'initié par les détenteurs de la dette (c'est exactement le rôle qu'a eu Goldman Sachs dans le déclenchement de la crise grecque).

La situation peut se résumer de la manière suivante : l'Union européenne contraint les Etats à se financer sur les marchés, auprès d'acteurs privés qui empruntent à des taux préférentiels à la BCE (1,5%) ou prêtent à partir de leurs (supposés) fonds propres ; ces mêmes acteurs proposent aux Etats des prêts à 3,5% minimum, et bien plus actuellement, notamment dans les pays du Sud de l'Europe (8%) ; l'échec monétaire de l'Union européenne conduit à un dramatique appauvrissement des citoyens européens, et aggrave le coût d'un chômage devenu massif ; pour lutter contre la paupérisation générale de la société et assurer des conditions décentes de vie à ses concitoyens, l'Etat se condamne au surendettement, et ne peut pas espérer de création de richesses du fait de l'étranglement de la croissance ; le cycle de l'endettement est infini et soumet les Etats aux volontés privées. *Aujourd'hui, le remboursement de des intérêts de la dette française équivaut environ à la totalité de l'impôt sur le revenu que les Français consentent à payer en tant que collectivité nationale*.

Conclusion

« Ultralibéralisme et européisme, apparus dans les années 1980 pour dominer l'imagination des strates supérieures des sociétés occidentales, ont en commun de nier l'existence des nations et de ne plus définir des entités collectives vraisemblables ». L'individu devient un « nain apeuré et transi, cherchant la sécurité dans la déification de l'argent sa thésaurisation ». « En l'absence de groupes actifs, définis par des croyances collectives fortes [...], les hommes politiques de monde occidental sont réduits à leur taille sociale réelle, par nature insignifiante » (Emmanuel Todd, *L'illusion économique*). « [...] poussé jusqu'à un certain point, le libre-échange enlève toute autonomie au choix politique, et nous condamne en fait toujours à être tiré vers le bas » (Jacques Sapir).

L'Union européenne porte dans son « génome » les principes du malaise sociale du continent : elle a sciemment organisé la délocalisation, l'ouverture maximale et l'inégalisation interne de nos sociétés par l'adoption de l'AGCS dans le cadre de l'OMC, par l'élaboration des articles 32 et 63 du Traité du fonctionnement de l'Union européenne, par l'application du concept de NAIRU. C'est l'Union européenne qui a créé elle-même des pôles de concurrence déloyale : c'est hautement contradictoire de se réclamer de l'Europe pour assurer une meilleure protection sociale des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de vie. Il est temps pour la France de s'opposer à la construction européenne, de renégocier les traités un à un, de rompre avec l'oppression bancaire et, si la situation l'exigeait, d'envisager la sortie de l'Union européenne. *Il est temps de rompre avec l'isolement dogmatique de l'Union européenne.*

Filmographie

Conférences d'[Etienne Chouard](#) :

- [L'Union européenne : Et si c'était à refaire ?](#)
- [La création de la monnaie](#)
- [L'Etat et les banques, les dessous d'un hold up historique](#)

Bibliographie

- **BALANYA, Belén, DOHERTY, Ann, HOEDEMAN, Oliver, MA'ANIT, Adam, WESSELIUS, Erik, *Europe Inc. : Comment les multinationales***

construisent l'Europe et l'économie mondiale, Adone, 2005

- BONELLI, Laurent, *L'État démentelé, Enquête sur une révolution silencieuse*, La Découverte, 2011
- CHESNAIS, Les dettes illégitimes : Quand les banques font main basse sur les politiques publiques, Liber, 2011
- DRAC, Michel, *Crise ou coup d'État ?*, Le retour aux sources, 2009
- DUPONT-AIGNAN, Nicolas, *L'euro, les banquiers et la mondialisation : L'arnaque du siècle*, Editions du Rocher, 2011
- FITOUSSI, Jean-Paul, *La politique de l'impuissance*, Arléa, 2004
- GRÉAU, Jean-Luc, *Le capitalisme malade de sa finance*, Gallimard, 1998
- HOANG-NGOC, Liêm, *Le fabuleux destin de la courbe de Philips : Les théories de l'inflation et du chômage après Keynes*, Presses universitaires du Septentrion, 2007
- **HOLBECQ, André-Jacques, *La dette publique, une affaire rentable*, Seuil, 2011**
- JENNAR, Marc Raoul, KALAFATIDES, Laurence, *L'AGCS : Quand les Etats abdiquent face aux multinationales*, Liber, 2007
- MAILLARD, Jean (de), *L'arnaque : La finance au dessus des lois et des règles*, Gallimard, 2011
- MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve fédérale*, Le retour aux sources, 2010
- NIKONOFF, Jacques, *Sortons de l'euro : Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Fayard, 2011
- ROSA, Jean-Jacques, *L'Euro : comment s'en débarrasser ?*, Grasset, 2011
- SAINT-ETIENNE, Christian, *La fin de l'euro*, Bourin, 2011
- **SAPIR, Jacques, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012**
- **SAPIR, Jacques, *La démondialisation*, Seuil, 2011**
- TODD, Emmanuel, *L'illusion économique*, Gallimard, 1999

FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE

« Quand l'argent des gouvernements dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation ; la main qui donne étant toujours au dessus de la main qui reçoit ».
(Napoléon Bonaparte, 1800)

« L'histoire relate que les banquiers ont utilisé toute sorte d'abus, intrigues, supercheries et violences possibles pour obtenir le contrôle des gouvernements en contrôlant l'argent et son émission ».
(James Madison, quatrième président des États-Unis)

« Découvrir aujourd'hui la réalité et la menace que constitue la criminalité financière ou, de façon plus générale, la fraude financière, est l'enjeu du XXIème siècle ».
(Jean de Maillard, *L'arnaque*, p278)

La financiarisation de l'économie est un phénomène à l'oeuvre dans le monde entier, particulièrement depuis les années 1970 et 1980 (pour l'Europe, après la mise en place réelle du Traité de Rome signé en 1957, puis l'Acte unique). Elle consiste en une dérégulation des systèmes financiers du monde, permettant une circulation massive des capitaux, sans aucun contrôle. Elle consacre la main-mise de la sphère financière sur l'édiction des choix politiques et économiques qui sont normalement le fait des Etats, à travers la prédominance d'institutions comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Aujourd'hui critiquée par la majorité de partis résignés et co-responsables, elle est, en France, le fruit de choix volontaires, qui vont de la loi du 2 janvier 1973, promulguée par le Ministre de l'Économie Valéry Giscard d'Estaing, à la libre circulation des capitaux décidée par le socialiste Pierre Bérégovoy en 1986, en passant par l'indépendance de la Banque de France par Balladur en août 1993. La vision de la monnaie partagée par l'UMP et le Parti socialiste est un révélateur de la financiarisation de l'économie : d'outil malléable au service des hommes et contrôlable par eux, elle est devenue un dogme intouchable, embuée par les conceptions froides et techniques de lutte contre l'inflation au détriment de l'emploi. *La terrible lutte au corps à corps entre la Banque et l'Etat est aujourd'hui à son paroxysme.*

Dès 1999, le prix Nobel d'économie français dressait un implacable constat, dans [*La crise mondiale d'aujourd'hui*](#) : « Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les actions, ou de la spéculation sur les produits dérivés, le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes. Le jeu et les enchères [...] ne s'arrêtent jamais. Aux cotations américaines se succèdent les cotations à Tokyo et à Hongkong, puis à Londres, Francfort et Paris. *Partout, la spéculation est*

favorisée par le crédit puisqu'on peut acheter sans payer et vendre sans détenir. On constate le plus souvent une dissociation entre les données de l'économie réelle et les cours nominaux déterminés par la spéculation. Sur toutes les places, cette spéculation, frénétique et fébrile, est permise, alimentée et amplifiée par le crédit. Jamais dans le passé elle n'avait atteint une telle ampleur. »

OMC contre la Havane et Fin de la convertibilité du dollar en or

« La mondialisation que nous avons connue depuis près de quarante ans a résulté de *la combinaison de la globalisation financière*, qui s'est mise en place avec le détricotage du système hérité des accords de Bretton Woods en 1973, et de *la globalisation marchande*, qui s'est incarnée dans le libre-échange ». (Jacques Sapir, *La démondialisation*, p10)

Rien ne résume mieux la fin de la convertibilité du dollar en or et ses conséquences que ce passage du chapitre 6 de *La démondialisation*, « De la décomposition du cadre de Bretton Woods à la marche au désordre monétaire » : « Utilisant le dollar pour financer leurs énormes dépenses liées à la guerre du Vietnam et à la course aux armements contre l'URSS, les Etats-Unis ne pouvaient plus garantir le lien entre le dollar et l'or. La convertibilité-or du dollar dut être limitée en mars 1968. Les autorités américaines suspendirent unilatéralement cette convertibilité le 15 août 1971, ce qui représentait de fait un défaut de la part des Etats-Unis dans la mesure où la monnaie est une dette et que la contrepartie du dollar était supposée être de l'or. *Cette décision transformait le système monétaire international en pur « système dollar » sans qu'aucun contrôle ne s'exerce plus sur les Etats-Unis.*

Les taux de change, qui étaient normalement fixés – mais révisables -, furent progressivement abandonnés au marché lors de la conférence de la Jamaïque en 1973. Le passage aux taux de change flottants, qui est cohérent avec les progrès de l'idéologie monétariste et néolibérale, a induit les très brutales fluctuations que l'on a connues depuis la fin des années 1970 et la nature de plus en plus spéculative du système, et ce jusqu'à la crise actuelle. »

Le deuxième volet de la financiarisation de l'économie n'est pas directement financier, mais il concerne l'extension brutale du principe de marchandise. La Charte de la Havane, rédigée en 1948, est rejetée en 1951 par les États-Unis. Lumineuse conception de l'économie dans un contexte d'après-guerre, elle plaçait l'homme au centre du débat, instituait comme objectifs principaux le plein-emploi, la maîtrise des balances commerciales, l'édiction de règles protectionnistes dans l'intérêt des nations. C'est une autre vision de l'économie mondiale qui s'impose : celle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) (dont le directeur général est, depuis 2005, le « socialiste » Pascal Lamy). Plusieurs accords caractérisent l'OMC :

- L'accord général établissant l'OMC ne fait plus aucune mention du chômage mais stipule que le libre-échange est un objectif commun des Etats

membres. Il s'agit de la première étape de la globalisation marchande.

- Les accords du GATT en 1994 et les mesures concernant les investissements liés au commerce ou Trade Related Investment Measures, soit les investissements étrangers directs. Par ces accords, l'OMC s'immisce directement dans les mesures monétaires que peut prendre un pays.
- Les mesures liées au commerce des services ou General Agreement on Trade in Service. Ici, la globalisation marchande tend à déborder du cadre des seuls produits pour s'attaquer à des domaines comme l'éducation ou la médecine, et les rend à terme vulnérables à la financiarisation.

La tenaille de la dette

Le 2 janvier 1973, date de la loi Giscard-Pompidou, est une date funeste pour la France : « il sera désormais *interdit à l'Etat de créer de la monnaie* pour financer ses dettes ou ses investissements » (Nicolas Dupont-Aignan, *L'euro, les banquiers et la mondialisation : L'arnaque du siècle*, p71). Cette loi deviendra l'article 123 du traité de Lisbonne, anciennement 104 du Traité de Maastricht, qui interdit à la Banque centrale européenne comme à ses succursales nationales de prêter directement aux Etats et à leurs émanations. « Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes et entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la Banque centrale européenne ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite ».

La France est obligée de se financer sur les marchés financiers et par les banques privées, avec des intérêts, pour les besoins qu'elle ne peut couvrir par ses recettes budgétaires, y compris pour les investissements qui profiteront aux générations futures. Toute la politique de Charles de Gaulle, basée sur les grands programmes d'investissement financés grâce à la politique monétaire volontariste de la création de monnaie sans excès, n'aurait jamais été possible avec cette loi. Dès 1974, nous assistons par ailleurs, volontairement ou involontairement, *au vote de budgets systématiquement en déficit*, quelque soit le bord politique du gouvernement, allourdissant la dette publique de la nation à un niveau jamais atteint. Dès 1998, le gouvernement français de Jacques Chirac procède à des réductions d'impôts, principalement à destination des plus riches, et qui connaîtront leur apogée sous Nicolas Sarkozy : selon le *rapport Carrez, les cadeaux fiscaux pèsent environ 100 milliards d'euros par an* et alourdissent la dette publique.

Maurice Allais condamnait déjà cette pratique : « Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la banque centrale doit être rendue impossible,

de manière que disparaissent les faux droits, résultant actuellement de la création de monnaie bancaire ». Malgré ces précautions préalables, l'Europe est devenue progressivement un système scandaleux : les banques privées empruntent auprès de la Banque centrale européenne à des taux dérisoires et prêtent cet argent aux Etats à des taux prohibitifs, tout en les appelant au secours dès que leurs erreurs en bourse les conduisent à la faillite. Et Jacques Sapir de formuler la question suivante : « *Pourquoi la Banque centrale européenne prête-t-elle à 1% aux banques, alors que le gouvernement doit emprunter à 3,50% ?* » ? Pour 100 milliards empruntés sur 20 ans à 3%, le pays doit rembourser 180 milliards. Les banques privées qui détiennent le gros des dettes souveraines des Etats européens en difficulté font pression pour qu'il n'y ait pas de restriction de dettes, car elles y perdraient. Au final, à raison 1 milliard d'euros d'intérêts par semaine et 50 milliards d'euros par an, la dette par foyer fiscal imposable est estimée à 2600 euros : *c'est plus que l'impôt sur le revenu.*

La dérégulation

Dès 1957, l'article 63 stipule que « dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États Membres et les pays tiers sont interdites » : c'est l'organisation d'un espace continental de dérégulation et d'absence de contrôle, *c'est l'organisation du vide organisationnel*. Implicitement, l'absence de contrôle à court et très court terme encourage un espace optimal pour la spéculation. En France, l'Europe de l'Acte unique signé en février 1986, conçu principalement par le socialiste Jacques Delors, organise l'ouverture des marchés publics, la suppression des écluses douanières, la possibilité pour une entreprise de s'installer dans le pays de son choix (souvent en fonction de la législation la plus laxiste), l'abandon des formalités sanitaires aux frontières, la libre circulation des capitaux et des personnes. Cette libre circulation, présentée comme inéluctable et moderne, a *permis les délocalisations, les pertes massives d'emploi et l'augmentation des coûts sociaux pour les collectivités.*

De 1984 à 1986, la loi bancaire 84-46 du 24 janvier 1984 dite de « modernisation », conçue par les socialistes Jacques Delors et Pierre Bérégovoy, abroge la loi du 2 décembre 1945. Concrètement, cette loi abolit la séparation des activités bancaires : il s'agit de la distinction fondamentale des activités bancaires, entre les banques d'affaires, les banques d'investissement et les banques de dépôt. Cette loi, édictée par le Conseil national de la Résistance de Charles de Gaulle, *permettait de protéger l'argent des épargnants français* et l'argent nécessaire à la politique de construction française, et interdisait à ces banques de participer à la bourse. Avec Delors et Bérégovoy, les banques deviennent, sans distinction, des « établissements de crédit », sans contrainte sur l'origine de leurs ressources et sur leur usage. Lors des délibérations à l'Assemblée nationale, Delors déclarait fièrement que l'environnement international dictait ce choix, *qui permettrait la création d'une véritable « communauté bancaire » au nom de la « liberté d'association »*. L'abolition du Glass-Steagall Act (nom américain de la loi)

encourage ainsi *les monopoles bancaires et la spéculation et le jeu boursier avec l'argent des Français*. Elle place la finance au centre de l'économie.

Le règne de la fraude

« Il faut admettre que la libéralisation financière globale est une source globale d'insécurité en ce qu'elle organise l'instabilité financière de manière chronique, mais aussi ouvre des espaces au déploiement de la criminalité internationale. Une réglementation contrôlant les mouvements de capitaux à court et très court terme s'impose, non seulement pour des raisons d'efficacité économique, mais aussi de sécurité nationale. »
(Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p235)

Les barrières douanières défaites, la séparation des activités bancaires abolie, le système financier, qui doit être adossé à l'économie réelle pour les besoins humains, devient un système en soi, autonome et incontrôlable. « Dorénavant, les pratiques transgressives de l'ordre social et juridique ne se diffusent plus seulement dans des secteurs circonscrits, même vastes, elles sont logées au coeur de la matrice financière » (Jean de Maillard, *L'arnaque*, p22). La criminalité devient ainsi au centre même de la finance, elle « imprègne une société au point de se substituer aux institutions légales défailtantes » (Jean de Maillard, *L'arnaque*), elle prospère à cause de l'abolition des règles et des lois, et de l'anonymat généralisé.

Il est fréquent d'entendre les injonctions des partis politiques à l'égard des paradis fiscaux, souvent lointains et petits : mais les entend-on sur les pratiques douteuses et dangereuses devenues le coeur de la City londonienne, de certains Etats américains (New Jersey, Nevada...), de l'Autriche ? Sur la directive MIF de 2007, qui a entraîné la fin du monopole des opérateurs nationaux et permis l'ouverture de plates-formes alternatives de marché en Europe ? Certaines clauses de la MIF permettent *la création de « plate-formes opaques » (blackpools)*, que même la très consensuelle et discrète Christine Lagarde a vertement critiquées. De même l'UMP et le PS font preuve d'une certaine discrétion concernant le truquage des comptes opéré par Goldman Sachs en Grèce, *plongeant un pays entier dans la fraude*.

Timides tentatives de contrôle

Face à la montée des indignations populaires, dont les plus radicales sont les mouvements Occupy aux Etats-Unis, plusieurs tentatives de réguler la finance ont été proposées. Outre la « moralisation du capitalisme » demandée par Sarkozy à grand renfort de communication, et restée sans effets (sinon de faire rire les

banquiers), les Etats-Unis ont mis au point le très timide Dodd Frank Act, dont on peut se demander s'il n'est pas contre-productif : le Dodd Frank Act supprime un organisme fédéral de régulation bancaire, mais multiplie les nouvelles agences (une dizaine !), notamment le Bureau fédéral des assurances (FIO) et le Bureau de protection des consommateurs de produits financiers (CFPB). Il maintient d'anciens régulateurs fédéraux bancaires ou de marchés comme le Fonds de garantie des dépôts (FIDC). On peut se demander si l'éclatement des compétences et le manque de coordination entre les organismes ne produiront pas l'effet inverse que celui recherché : comme par le passé, cette organisation trop éparpillée ne sera qu'une source de dysfonctionnements.

En Europe, les normes Bâle II (ou Nouvel Accord de Bâle) proposent une faible exigence de fonds propres (12%) dans les opérations de crédit bancaire, alors même que cette exigence est absolument fondamentale : cela signifie concrètement que les banques peuvent accorder des crédits à des particuliers ou des entreprises, en ne prouvant qu'à seulement 12% ces fonds proviennent de ses ressources propres. Les 88% restants ne sont soumis à aucune vérification. Par ailleurs, « certains experts tels que les économistes du World Pensions Council considèrent que les recommandations de Bâle II, transposées en droit européen par la directive dite “ fonds propres réglementaires ” entrée en application en 2008, ont obligé les banques européennes et la Banque centrale européenne à recourir plus que jamais aux estimations standardisées du “risque crédit” commercialisées par deux agences de notation américaines. Ils estiment qu'à de nombreux égards, Moody's et S&P forment *un duopole privé dérégulé particulièrement opaque*, institutionnalisé et entretenu par des pouvoirs publics passifs qui lui ont donné en fermage des pans entiers de leur pouvoir de régulation » (Wikipedia.org).

Conclusion

Le vide organisationnel de la finance a permis l'éclosion de toute sorte d'abus et de fraudes : ces pratiques, autrefois à la marge du système, *sont devenues progressivement le système lui-même*. Les banques peuvent prendre tous les risques au-dessus des Etats, et demander l'aide de ces mêmes Etats en cas de défaillance de leur appareil : le « too big to fail », résultat de l'accumulation du capital dans les mains d'un groupe bancaire restreint, conduit les banques à l'impunité. L'Union européenne est répressive avec les petites et très petites entreprises, avec les crédits mutualistes, mais elle favorise l'émergence de grands groupes bancaires prédateurs et irresponsables.

L'arrivée au pouvoir du Parti socialiste dans les années 1980, avec l'élection à la présidentielle de François Mitterrand que François Hollande vénère publiquement, aurait dû permettre la réalisation du grand projet gaullien : l'actionariat salarié aurait pu connaître un développement prodigieux. Les socialistes ont au contraire rompu avec une conception humaine de l'économie : *la dérégulation, la politique de la rigueur et du franc fort, l'abolition de l'échelle mobile des salaires qui favorisait les salariés, l'abolition du Glass Steagall Act à la*

française, l'émergence de produits financiers complexes ont été autant de mesures brutales pour le milieu ouvrier et salarié français, et qui produisent maintenant leurs effets les plus destructeurs. Les socialistes ont aggravé l'esclavage pour dette, l'UMP a favorisé, dès 1998, les cadeaux fiscaux aux plus riches. Aucune discussion n'a été engagée sur la taxation des transactions pétrolières : elle permettraient de simplifier et de limiter les transactions financières qui, en l'absence de tout contrôle, prolifèrent et encouragent la spéculation.

Les dirigeants français depuis 40 ans pourraient reprendre, mot pour mot, le terrible aveu du président américain Wilson Woodrow à propos de la Réserve fédérale américaine, au soir de sa vie : « J'ai vendu mon pays. Il est désormais contrôlé par leur système de crédit. Notre système de crédit est privatisé, c'est pourquoi la croissance du pays ainsi que toutes nos activités sont entre les mains d'une poignée d'hommes qui, si nécessaire, pour des raisons qui leur incombent, peuvent geler et détruire l'authenticité de la liberté économique. Ainsi sommes-nous devenus un des plus mal gouvernés, des plus contrôlés et des plus soumis des gouvernements du monde civilisé. Il ne s'agit pas d'un gouvernement de conviction élu à la majorité, mais d'un gouvernement soumis à la volonté et à la fermeté d'un petit groupes d'hommes dominants ».

Filmographie

Conférence de presse de Marine LE PEN :

- [Plan de désendettement de la France](#)

Bibliographie

- **CHOUARD, Étienne, DERRUDER, Philippe, HOLBECQ, André-Jacques, *La dette publique, une affaire rentable : À qui profite le système ?*, Yves Michel, 2011**
- DRAC, Michel, *Crise ou coup d'État ?*, Le Retour aux sources, 2009
- FEKETE, Antal, *Le retour au standard Or*, Le Jardin des Livres, 2011
- GRÉAU, Jean-Luc, *Le capitalisme malade de sa finance*, Gallimard, 1998
- **MAILLARD, Jean (de), *L'arnaque : La finance au-dessus des lois et des règles*, Gallimard, 2011**
- MAILLARD, Jean (de), *Un monde sans loi*, Stock, 1998
- MULLINS, Eustace, *Les secrets de la Réserve fédérale*, Le retour aux sources, 2010
- **SAPIR, Jacques, *La démondialisation*, Seuil, 2011**
- SORAL, Alain, *Comprendre l'Empire*, Blanche, 2011
- **STIGLITZ, Joseph E., *La Grande Désillusion*, Le Livre de Poche, 2003**
- STIGLITZ, Joseph E., *Un autre monde : Contre le fanatisme de marché*, Le Livre de Poche, 2008
- TODD, Emmanuel, *L'illusion économique*, Gallimard, 1999

POLITIQUE ÉTRANGÈRE EURO-AMÉRICAINNE

« L'émergence de puissances concurrentes aux États-Unis, et ce au moment historique où ces derniers ont conduit les valeurs universelles issues de la pensée occidentale à leur faillite la plus grave, signe probablement l'émergence du véritable XXIème siècle ». (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p132)

Au sortir de la guerre froide, alors que le bloc soviétique se parcellise, et que la Chine n'émerge pas encore, les États-Unis apparaissent comme la seule grande puissance capable de réguler le monde et d'y imprimer son mouvement de pensée : Francis Fukuyama (signataire du [Project for the New American Century](#)) peut écrire *La fin de l'histoire et le dernier homme*, théorisant la suprématie du modèle libéral et l'avènement de la démocratie de marché. Près de vingt ans plus tard, la situation géopolitique mondiale apparaît pourtant beaucoup plus complexe que la vision de Fukuyama : le monde arabe est en pleine mutation politique et démographique, l'Iran achève une révolution que la presse occidentale a trop souvent méprisée sans la comprendre, la Russie se réaffirme dans le concert des nations à travers une prospérité retrouvée, une vision différente du modèle économique et une théorie des rapports entre souveraineté et démocratie, la Chine apparaît comme le futur leader mondial de l'économie, l'Inde et le Brésil émergent.

La transition entre un monde unipolaire axé sur les États-Unis et un monde multipolaire plus régionalisé est un facteur de violences nouvelles. Jamais les États-Unis n'ont été aussi déficitaires dans leur balance commerciale extérieure, nécessitant plus que jamais les ressources et le travail du monde pour maintenir une consommation supérieure à leur production : leur hégémonie est ainsi nécessaire à la préservation de leur niveau de vie. L'extension du libre-échange à l'Union européenne, oeuvre promue dès les prémises par les Américains (voir *Union européenne*), et à l'Asie (soumission du Japon) ne suffit plus à la puissance états-unienne : l'émergence ou la réémergence de pôles régionaux (Iran, Chine, Russie, la Banque du sud, initiative vénézuélo-argentine qui s'étend à toute l'Amérique du Sud, et qui est ouverte aux zones asiatique et africaine) menace une hégémonie politique de plus en plus contestée et provoque un raidissement militaire et diplomatique des États-Unis (et qui peut expliquer l'émergence de théories comme *Le choc des civilisations*, de Samuel Huntington). Le problème peut se résumer à travers la question centrale énoncée par Emmanuel Todd : « Comment gérer une superpuissance économiquement dépendante mais politiquement inutile ? » (*Après l'empire : Essai sur la décomposition du système américaine*, p32).

L'Union européenne, de par son processus de construction, est forcée d'accompagner les États-Unis dans leurs convulsions (voir *Union européenne*) : pour les pays membres et candidats, l'adhésion à l'Union européenne va de paire avec une intégration dans l'OTAN. Même la tentative franco-allemande de l'Eurocorps, initiée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, s'est

progressivement muée en annexe de l'OTAN, particulièrement dans les années 1990 et 2000, au point de devenir « [A Force for the European Union and Atlantic Alliance](#) ». Toute vision spécifiquement européenne, qui puiserait dans la connaissance historique multiséculaire du continent, dans un vivier de pensées géopolitiques vaste et profond, n'est plus possible. Toute tentative du Vieux Continent d'analyser le monde en fonction de ses intérêts économiques est devenue utopique. L'épisode de l'opposition à la guerre en Irak, portée par l'Allemagne et la France, et soutenue par la Russie et la Chine, ne doit pas faire oublier l'approbation générale des autres pays européens et les récentes situations internationales (guerre en Libye, intervention en Côte d'Ivoire, Syrie, attitude face à la Russie et face à l'Iran). La politique étrangère française témoigne de cette soumission aux volontés américaines, particulièrement depuis l'élection de Nicolas Sarkozy et la mise au pas du Quai d'Orsay.

L'Union européenne et l'OTAN

« Déséquilibré par la chute du mur de Berlin et la crise de l'Union soviétique, deux événements qu'il avait refusé de voir venir, François Mitterrand s'était précipité dans la fuite en avant européiste. Le traité de Maastricht (1992) et l'idée d'un élargissement de l'Union réalisé au détriment de la substance de la politique européenne ont été les conséquences directes de cette perte d'équilibre. »
(Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p233)

Les partisans de l'Union européenne avancent comme un argument fort que la France ne peut, seule, influencer sur les événements géopolitiques mondiaux et qu'il est nécessaire, pour l'indépendance des vues géostratégiques et l'unité de l'Europe, d'être un conglomérat de pays : face à la Chine (1,3 milliard d'habitants), face à la puissance militaire américaine, à côté de la richesse énergétique de la Russie, la France ne pourrait faire entendre sa voix et sa spécificité. Ce fantasme de l'unité et de l'indépendance vole en éclats au regard de conflits militaires récents, qui ont montré à la fois *l'incompétence* de l'Union européenne en matière de diplomatie, et sa *profonde désunion*, qu'elle soit le fruit d'une vision politique différente ou d'une plus étroite soumission à la volonté américaine. Deux exemples viennent confirmer cette dispersion : la guerre en ex-Yougoslavie et la guerre en Irak. L'Union européenne a été incapable de réagir aux problèmes soulevés par ces deux guerres, se perdant dans la cacophonie la plus déplorable.

En 1999, en ex-Yougoslavie, dans un pays fortement lié à l'histoire européenne, elle a laissé les Etats-Unis intervenir et créer de nouveaux problèmes, aussi bien moraux que politiques. L'UE a été incapable de dénoncer le *double visage américain*, de soutien à Milosevic et d'embrasement volontaire de la région par le financement des fractions les plus extrémistes de l'UÇK. L'UE a été incapable de mettre fin à l'ingérence américaine au nom du refus de la ségrégation ethnique que les Etats-Unis ont pourtant imposée, a posteriori, au Kosovo (avec le

scandale de la purification ethnique). « Les exactions les plus dramatiques perpétrées contre la population albanophone du Kosovo *n'ont réellement commencé qu'avec les bombardements de l'OTAN* » (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p108). Par ailleurs, l'UE a été incapable de signifier aux Etats-Unis *sa transgression du droit international*, quand l'OTAN a attaqué frontalement non plus les moyens militaires serbes, mais l'infrastructure économique de la Serbie ou l'ambassade de Chine à Belgrade, insupportable provocation. À l'époque, le Parti socialiste, par la voix de Bernard Kouchner, encensait l'ingérence « humanitaire » des Etats-Unis.

En 2003, lorsque les Etats-Unis décident d'attaquer l'Irak pour des motifs aujourd'hui reconnus comme fallacieux (possession d'armes de destruction massives dont la preuve n'a jamais été fournie, et improbable soutien à Oussama Ben Laden qui n'a pourtant jamais été un ami de Saddam Hussein), la France et l'Allemagne ont opposé leur refus catégorique, mais on oublie souvent que de nombreux autres pays européens avaient donné leur aval : la République tchèque, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Portugal (par la voix de l'actuel président de la Commission européenne, José Manuel Barroso), la Hongrie, la Pologne et le Danemark. Cette désunion européenne amène à s'interroger sur *le réel niveau d'indépendance de l'Europe face à la politique atlantiste*. La totale soumission à l'OTAN, que l'Union européenne n'a cessé de renforcer, pose la question d'un réel point de vue européen. L'intégration du commandement intégré de l'OTAN, consécutive à l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, condamne toute tentative de *troisième voie, héritage du gaullisme*. Ce choix du président français n'est guère étonnant quand on sait qu'en 2003, il faisait partie d'une délégation venue présenter ses excuses à l'ambassade américaine pour le « non » de la France à la guerre en Irak et qu'il a pu déclarer son admiration pour George W. Bush à de multiples reprises.

Le conflit israélo-palestinien

Dans ce cadre d'obéissance quasi-mécanique aux désirs américains, la politique étrangère française ne peut apporter aucune solution spécifique au conflit israélo-palestinien : la France, par sa structure anthropologique (analysée par Emmanuel Todd dans *L'invention de l'Europe* ou *L'illusion économique*), pourrait pourtant faire valoir en politique internationale son universalisme égalitaire, particulièrement pour appuyer la création d'un Etat palestinien. Une séquence illustre *la duplicité de la politique étrangère des Etats-Unis* et leur intérêt à maintenir, malgré des déclarations fracassantes, le contentieux qui existe dans la région :

- À l'université du Caire, en septembre 2009, devant un parterre de journalistes venus du monde entier, et dans un pays dont le peuple est attaché à la création d'un Etat palestinien officiel, le président Barack Obama déclare : « La situation des Palestiniens est intolérable. Et l'Amérique soutiendra les aspirations des Palestiniens à la dignité et également les

aspirations des Palestiniens à avoir leur propre Etat. » Il a souligné que "Les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne".

- Le 24 septembre 2010, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, Barack Obama affirme avec détermination : « Nous pouvons revenir l'année prochaine avec un accord qui amènera un nouvel Etat membre aux Nations Unies, un Etat de Palestine indépendant et souverain, qui vive en paix en Israël ».
- Dans un discours « aux Arabes et aux musulmans », en mai 2011, Barack Obama continue d'affirmer, près de deux ans après le discours du Caire, et alors qu'il est à la tête de la première puissance mondiale : « Les frontières d'Israël et de la Palestine devront être fondées sur les lignes de 1967, avec des échanges sur lesquels les deux parties seraient d'accord, afin d'établir des frontières sûres et reconnues pour les deux Etats ».
- Lors du même mois de mai 2011, devant l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), groupe de pression créé en 1951 pour soutenir la politique israélienne auprès des autorités américaines, Barack Obama annonce fièrement, sous les applaudissements de l'assistance : « Aucun vote à l'ONU ne créera un Etat palestinien indépendant. »
- En septembre 2011, au cours du vote sur la fameuse résolution de l'ONU reconnaissant un siège à un futur Etat palestinien, les Etats-Unis rejettent le texte sous prétexte que la situation de la région n'est pas optimale et qu'Israël n'est pas reconnu par ses voisins.

La duplicité américaine est le révélateur d'un écartèlement entre le soutien populaire à la création d'un Etat palestinien, palpable dans de nombreux pays du monde, et la politique intérieure états-unienne sous l'influence de lobbys comme l'[American Jewish Committee](#) (AJC) et surtout l'[American Israel Public Affairs Committee](#) (AIPAC). Une attitude qui illustre aussi un principe quasiment officiel : « Ne jamais résoudre définitivement un problème pour justifier l'*action militaire indéfinie de « l'unique superpuissance » à l'échelle planétaire » (Après l'empire, Emmanuel Todd, p40).*

Le « Grand Moyen Orient » : politique américaine de remodelage du Moyen Orient

« Tant que cette région sera en proie à la tyrannie, au désespoir et à la colère, elle engendrera des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des Américains et de leur alliés. Nous soutenons les progrès démocratiques pour une raison purement pratique : les démocraties ne soutiennent pas les terroristes et ne menacent pas le monde avec des armes de destruction massive ».

(George W. Bush, discours du 04/02/2004)

À la lecture de ce « principe » d'entretien des conflits de basse intensité pour y justifier une présence obligatoire, il devient facile de comprendre une partie de la politique étrangère américaine et de son sous-traitant sarkozyste. Le projet de « Grand Moyen Orient » est exposé pour la première fois officiellement le 26 février 2003 par le président américain George W. Bush à l'American Enterprise Institute (AEI), et sa doctrine est développée le 9 mai 2003 dans un discours à l'Université de Caroline du Sud : *il s'agit d'un projet de remodelage économique et politique du Moyen-Orient*, touchant pas moins de 27 pays arabes et non-arabes, et dont les objectifs officiels sont l'intégration de ces pays à l'économie mondiale, l'instauration de la démocratie et l'émancipation des femmes. On peut néanmoins formuler une série d'objectifs officieux : *la prédation des ressources énergétiques de la région* (notamment gaz et pétrole), *la parcellisation du Moyen-Orient par l'embrasement des conflits ethno-religieux*, *la politique de la cannonière pour installer ses propres entreprises dans le tissu économique* ou pour placer ses hommes à la tête des appareils d'État.

Déjà en 1982, un article attribué à un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères dans la revue *Kivounim* (Orientation), publiée par l'« Organisation Sioniste mondiale » à Jérusalem (n° 14, février 1982), et qui sert de modèle à la politique de remodelage du Moyen-Orient, affirme : « En tant que corps centralisé, l'Égypte est déjà un cadavre, surtout si l'on tient compte de l'affrontement de plus en plus dur entre musulmans et chrétiens. Sa division en provinces géographiques distinctes doit être notre objectif politique pour les années 1990, sur le front occidental. [...] En dépit des apparences, le front Ouest présente moins de problèmes que celui de l'Est. La partition du Liban en cinq provinces (...) préfigure ce qui se passera dans l'ensemble du monde arabe. *L'éclatement de la Syrie et de l'Irak en régions déterminées sur la base de critères ethniques ou religieux, doit être, à long terme, un but prioritaire pour Israël*, la première étape étant *la destruction de la puissance militaire de ces États*.

Les structures ethniques de la Syrie l'exposent à un démantèlement qui pourrait aboutir à la création d'un État chiite le long de la côte, d'un État sunnite dans la région d'Alep, d'un autre à Damas, et d'une entité druze qui pourrait souhaiter constituer son propre État —peut-être sur notre Golan— en tout cas avec l'Houran et le Nord de la Jordanie. (...) Un tel État serait, à long terme, une garantie de paix et de sécurité pour la région. C'est un objectif qui est déjà à notre portée.

Riche en pétrole, et en proie à des luttes intestines, *l'Irak est dans la ligne de mire israélienne*. Sa dissolution serait, pour nous, plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente, à court terme, la plus sérieuse menace pour Israël. » (Revue *Kivounim*, n°14)

L'élection de Barack Obama, annoncée comme les prémisses d'un grand bouleversement de la politique étrangère mondiale, ne changera rien à l'adoption de la doctrine du « Grand Moyen-Orient » : cette situation témoigne d'une *fossilisation oligarchique des États-Unis*, où le résultat d'une élection présidentielle pèse au final assez peu sur les orientations profondes de l'État. La stratégie au

Moyen-Orient est plus que jamais à l'oeuvre, à travers plusieurs cas identifiables : les cas libyen, syrien et iranien.

Le cas libyen

Le cas libyen est un symbole à plusieurs égards. Devenue le pays le plus développé d'Afrique, alors qu'il était le moins développé du monde au moment de la prise de pouvoir de Mouammar Kadhafi, la Libye n'est pas à proprement parler un Etat-nation, *mais une constellation de tribus unifiées par le régime fort de la Jamahiriya*. La guerre en Libye illustre plusieurs facteurs caractéristiques des guerres menées par l'Occident au nom de grands principes :

- *La violation du droit national français* : l'entrée en guerre de la France décidée par Nicolas Sarkozy sur l'injonction de l'agent pro-américain et pro-Israélien Bernard-Henri Lévy, et malgré les réticences du Ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, *n'a pas été avalisée par l'Assemblée nationale*. Une politique va-t'en-guerre d'autant plus troublante que la présence de sous-marins français est attestée un mois avant l'intervention de l'OTAN (cf « Le rôle discret des sous-marins français dans les opérations en Libye », par Nathalie Guibert, *Le Monde*, 8 novembre 2011)
- *La transgression du droit international*, à travers le non-respect de la résolution 1973 de l'ONU (que l'Allemagne n'a d'ailleurs pas souhaité voter, ainsi que la Chine et la Russie), qui prévoyait une zone d'exclusion aérienne et la protection des civils : *les bombardements lourds qui ont notamment frappé Syrte et Tripoli ont détruit de nombreuses infrastructures et condamnent les populations futures à la précarité*. À ce titre, le gel des avoirs de l'Etat libyen (et non seulement de la famille Kadhafi) n'a rien à voir avec la protection des civils.
- [Aucune preuve des supposés massacres perpétrés par Kadhafi n'a été fournie](#), ce qui rappelle fortement la création et l'usage de fausses preuves dans le cadre de la guerre en Irak en 2003. Le massacre du 15 février 2011, lors de la « manifestation des nassériens et des marxistes pour une constitution », a été perpétré par al-Qaïda, selon les organisateurs mêmes de l'évènement.
- Consécutivement à l'entrée en guerre de la France, une intense activité médiatique a cherché à diaboliser la Libye de Kadhafi, caricaturant un règne de 42 ans en dictature régressive, spoliatrice et terroriste. Ces constats sans nuance omettent *le fort développement économique et éducatif du pays, la construction d'infrastructures en tout genre, de réseaux d'irrigation pour permettre une agriculture florissante en plein désert, le projet de dinar-or ou dollar africain défendu par Kadhafi pour l'instauration d'une monnaie commune africaine indexée sur l'or, la construction du premier satellite africain de télécommunications RASCOM 1*.
- L'usage de grands principes (liberté, démocratie, égalité, droits de l'homme)

pour masquer les desseins réels de l'intervention : mise au pas d'un pays non-aligné, installation de bases militaires dans la région Est limitrophe de l'Egypte dont les soubresauts politiques effraient les Etats-Unis (proximité avec Israël), [prédation des ressources énergétiques](#) dont dispose la Libye (notamment le pétrole de la région Cyrénaïque) , enfin la politique de la canonnrière pour imposer une libéralisation économique dont les premiers bénéficiaires seraient les entreprises françaises, cf [visite de Pierre Lellouche](#).

- Enfin, *l'alliance de fait entre les islamistes, les dictatures islamiques et les pays occidentaux agresseurs*. Selon le journaliste du Figaro Georges Malbrunot, 5 000 soldats qataris ont combattu en Libye : comment expliquer qu'une guerre faite au nom des droits de l'homme implique, dans le camps des belligérants alliés de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, une dictature islamique n'ayant aucune constitution, extrêmement répressive envers les travailleurs (notamment étrangers). Le rôle d'Abdelhakim Belhadj est sujet à interrogations : comment l'un des fondateurs du Groupe islamique combattant en Libye (CICL), proche d'Al Qaida, a pu rallier le Conseil national de transition (CNT) et devenir, après l'intervention de l'OTAN, le gouverneur militaire de Tripoli, en charge de composer une nouvelle armée libyenne ? [Les massacres de populations noires perpétrés par les forces anti-Kadhafi](#) ne sont pas rassurantes sur la nature réelle des opposants. Enfin, *la proclamation de la Charia comme unique source de la loi* indique clairement la provenance de l'opposition libyenne : comment la France peut-elle expliquer une intervention en Afghanistan pour combattre l'islamisme, et le soutien affiché et revendiqué à l'islamisme en Libye, au point de le financer et de l'installer au pouvoir ?
- La reconnaissance unilatérale par la France du Conseil national de transition, *qui contraste avec ses attermolements dans le conflit israélo-palestinien*. Le Conseil national de transition a été imposé par la France, au détriment d'autres oppositions (nassériennes ou communistes, par exemple), et sa désignation unique [ne favorise pas le retour à un climat de paix en Libye](#).

La guerre en Libye remet en cause toute une séquence où les Etats-Unis et leurs alliés revendiquaient la lutte contre le « terrorisme islamique international », le bien-fondé de ce prétexte, et illustre en réalité la duplicité diplomatique occidentale, fluctuant selon les intérêts directs de l'Amérique : Obama peut conclure, avec la même arrogance que George W. Bush, que « quarante-deux ans de tyrannie se sont terminés en six mois ». À terme, *le pays est menacé par l'éclatement tribal*, une guerre de basse intensité impliquant des milices libyennes anti-Kadhafi devenues anti-CNT (notamment à Tripoli et Misrata), des [milices islamistes](#) et des [sociétés militaires privées](#). Dans sa finalité, l'intervention libyenne semble dessiner une ligne globale de la politique américaine : *l'acceptation d'une société rigoriste régie par la Charia*, en échange de l'imposition d'une *structure macro-économique libérale favorable aux intérêts de ses entreprises et d'une mainmise sur les ressources énergétiques*.

Les cas syrien et iranien

Il est moins facile d'appréhender le problème syrien, du fait de sa brûlante actualité et de sources d'information discordantes. Mais un niveau de lecture paraît prévaloir sur un autre : la Syrie est le résultat d'un brassage unique et multiséculaire. Le pays accueille sur son territoire une minorité libanaise et iranienne, mais surtout une multitude de confessions différentes, des minorités druze, alaouite (dont le président Bachar al-Assad), juive et chrétienne (10%), et une majorité sunnite (78%). *La Syrie est menacée par l'embrasement confessionnel*, que les Etats-Unis savent entretenir en encourageant la majorité sunnite à la révolte contre son président alaouite.

Le discours officiel sur la violence du régime de Bachar al-Assad et sur les 5000 victimes dont il serait responsable (et dont les noms n'ont pour l'instant pas été divulgués), *contraste avec l'implication du Qatar et de l'Arabie saoudite dans les opérations*. Le rôle de l'Arabie saoudite est d'autant plus inapproprié que le pays a écrasé dans le sang les [révoltes du Bahrein](#), sans que l'OTAN ne se mobilise pour une intervention ou que l'ONU ne produise une quelconque résolution. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), exclusivement basé à Londres et qui a toujours été ouvertement anti-Assad, est utilisé comme seule source par la presse radiophonique, écrite et télévisuelle, et minimise les soutiens populaires dont bénéficie Assad en Syrie. Enfin, le cas récent et malheureux de Gilles Jacquier, journaliste mort par balles en Syrie, a permis quelques jours d'intoxication médiatique (notamment par le biais de l'émission Envoyé spécial). Aujourd'hui, même le très officiel Georges Malbrunot, journaliste au Figaro et proche de la DGSE, reconnaît de façon quasi-certaine le [rôle des rebelles dans la mort du journaliste](#).

Quant à l'Iran, le principal axe diplomatique des Etats-Unis et d'Israël ne varie pas depuis des années : la volonté supposée pour le président Mahmoud Ahmadinejad de supprimer Israël et de se doter de la bombe atomique. En 2006 déjà, le ministre israélien Silvan Shalom affirmait dans une conférence à Paris que l'Iran disposera de la bombe atomique dans six mois (*nous sommes en 2012 et toujours aucune trace de bombe atomique*). Enfin la position officielle du régime iranien concernant Israël et la Palestine est la fin de l'occupation militaire et de l'apartheid, et l'instauration d'un Etat unique avec Jérusalem comme capitale.

La question de la légitimité

Interventionnistes et revendicatifs, les Etats-Unis et Israël veulent peser sur la géopolitique mondiale, au nom de leurs intérêts propres mais aussi, selon les déclarations officielles, afin d'oeuvrer pour la paix, la liberté et la démocratie. Ce rôle de régulateur mondial, de garant des institutions internationales et du progrès humain pourrait être légitime si les acteurs en question avaient par le passé affiché une attitude conciliatrice, ou prouvé par les actes leur volonté de stabilité. Voici pourtant une liste non-exhaustive de données préoccupantes concernant les Etats-Unis :

- *L'instauration du Patriot Act après les attentats du 11 septembre 2001, qui équivaut à un rétrécissement des libertés pour les Américains et pour les citoyens d'autres Etats collaborateurs, en premier lieu les ressortissants européens. Un Patriot Act réaffirmé par Barack Obama, qui prétend pourtant imposer la démocratie et la liberté aux nations du monde qui n'en bénéficieraient pas encore. « Le Patriot Act et ses mesures qui vont de l'invasion de la sphère privée des individus aux pressions mesquines ne renforce pas la sécurité des États-Unis, mais contribue à détruite la légitimité du discours sur les droits de l'homme qu'ils prétendent tenir » (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p121)*
- Provocation à Belgrade lors du bombardement de l'ambassade de Chine en mai 1999.
- Établissement de bases américaines dans l'ex-Asie centrale soviétique.
- [L'augmentation des troupes dans l'inutile guerre d'Afghanistan](#), contrairement à la promesse de retrait qu'Obama avait formulée pour être élue.
- *Refus par Washington du traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel en 1997.*
- *Refus de l'accord instituant la Cour pénale internationale en juin 1998.*
- Embargo sur l'Irak en 1993, faisant plus d'un million de morts (dont de nombreux enfants), dans un silence médiatique total : *c'est un crime contre l'humanité, selon les définitions du droit international.*
- Le centre de Guantanamo, célèbre pour ses tortures, n'a toujours pas été fermé.
- Intervention au Nicaragua condamnée par l'ONU et la Cour internationale de Justice dans les années 1980.
- Bombardement des barrages de Corée du Nord, provoquant inondations et famines.
- *Violation de l'article 49 de la 4ème Convention de Genève, les Etats-Unis déniaient à 3,7 millions de réfugiés palestiniens le « droit au retour » ou à une juste compensation de leur expropriation.*
- *Violation des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, les USA reconnaissant que les territoires occupés sont conquis : Gaza, Cisjordanie, Jérusalem Est, le Sinaï égyptien, le Golan syrien, les Fermes de Chebaa libanaises.*
- Le soutien simultané à Slobodan Milosevic et aux fractions extrémistes de l'UÇK dans le cadre de l'ex-Yougoslavie.

- « If we have to use force, it is because we are America. We are the indispensable nation. We stand tall. We see farther into the future » (Madeleine Albright dans un mélange d'hystérie messianique et de grandiloquence, qui justifie un tir de missiles sur l'Irak en février 1998).
- Fabrication de fausses preuves dans le cadre de l'agression à l'Irak en 2003, qui n'a jamais été reconnue par la suite par le président Barack Obama.
- La théorie politique de l'administration américaine repose sur la pensée philosophique de Carl Schmitt et de son disciple Leo Strauss : la « théorie de l'Exécutif unifié » (Unitary Executive Policy), défendue par Dick Cheney au niveau de la politique internationale, prétend que seul un exécutif autonome et fort peut être efficace ; Leo Strauss développe dans son oeuvre la pratique du double discours, l'un réservé à la masse, l'autre à ses disciples. Un tel mélange, allié aux visions américaines du « terrorisme islamique international » et du « choc des civilisations », ne peut pas être bénéfique pour la stabilité et la paix dans le monde.
- La destruction de l'Irak en 2003, qui conduit le pays à être le théâtre de ravages et de scandales : *la prévalence des sociétés militaires privées* conduit à l'entretien d'un *conflit de basse intensité par celles-ci pour pérenniser l'instabilité*, seule source de leurs revenus ([affaire Blackwater](#)) et permet à l'Etat américain de se désolidariser des violences commises ; *l'incapacité américaine à « produire de l'État »* (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*), incompatible avec leur idéologie néolibérale, a conduit à l'absence d'un pouvoir fort en Irak, et à *la montée problématique des violences intercommunautaires* (repli des chrétiens dans des villages isolés, attentats sunnites) ; la montée de la corruption dans l'armée américaine, des conduites violentes et de l'alcoolisme, [l'augmentation du taux de suicide des soldats américains](#) ; les vols commis dans les musées irakiens au début de l'intervention, message désastreux envoyé aux élites intellectuelles. Et Obama de conclure : « ["Les États-Unis quittent l'Irak la tête haute et avec honneur"](#) ».
- Les Etats-Unis se transforment en poudrière sociale, à travers la multiplication de manifestations déterminées contre le pouvoir bancaire et l'oligarchie en place (Mouvement Occupy, parfois soutenu dans certaines villes par des vétérans en armes, et de plus en plus organisé) ; des chiffres accablants sur la misère: [21,9% d'enfants pauvres](#), un taux de chômage réel [qui avoisinerait les 16%](#), [46 millions d'habitants vivent de bons alimenaires](#). La situation intérieure américaine ne légitime pas un rôle extérieur que les Etats-Unis veulent dominant.
- Enfin, le discours d'adieu du président Eisenhower, le 17 janvier 1961, mettait déjà en garde sur la possibilité d'un Etat dans l'Etat, axé sur la guerre : « *Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine.* Son influence totale, économique, politique, spirituelle même, est ressentie

dans chaque ville, dans chaque Parlement d'Etat, dans chaque bureau du Gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. Mais nous ne devons pas manquer de comprendre ses graves implications. Notre labeur, nos ressources, nos gagne-pain... tous sont impliqués ; ainsi en va-t-il de la structure même de notre société. Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble. »

Dans le cas d'Israël, voici les principales sources de préoccupations pour la région :

- Israël n'est pas signataire du Traité de non-prolifération nucléaire, et *possède de manière illégale la force de frappe atomique*. Les révélations du citoyen israélien Mordechai Vanunu (qui lui valurent 18 ans de prison et l'interdiction de prendre contact avec un journaliste étranger) ont permis de mettre à jour le programme nucléaire israélien.
- *L'occupation du Golan syrien et des Fermes de Chebaa libanaises, en violation du droit international*, qui constitue une agression permanente de l'intégrité territoriale de la Syrie et du Liban.
- *L'utilisation du phosphore blanc, condamnée par l'ONU* (protocole III additionnel à la Convention sur certaines armes classiques, 1983), pendant l'offensive israélienne au Liban en 2006 et dans la bande de Gaza à l'automne 2006.
- Une extension illimitée par la violence et la colonisation, bien au-delà des limites fixées par l'ONU, et le *non respect de la résolution 181*, qui implique le *retour des réfugiés palestiniens, la création d'un Etat palestinien et l'internationalisation de Jérusalem et de Bethléem*.
- [Le massacre de Jenin](#), du 1er au 11 avril 2002.

Arrogance de Nicolas Sarkozy et du Parti socialiste

La politique étrangère sous Sarkozy se caractérise, outre une soumission aux vues américaines déjà évoquée, par une gestion calamiteuse des relations

avec plusieurs pays, dont le Mexique (affaire Florence Cassez), la Turquie, l'Iran, et plus récemment l'[Angleterre](#). En Europe, les insultes de pays à pays et de dirigeants à dirigeants offrent le spectacle déplorable et inquiétant d'une élite déconnectée des réalités populaires. Face à l'Iran, le durcissement de l'embargo pétrolier menace des pans entiers de la population iranienne, sans que cet embargo soit justifié par une quelconque politique expansionniste du pays (l'Iran, dans la région, a une posture plus défensive qu'agressive, et protège principalement ses intérêts particuliers).

Face à la Turquie, le vote d'[une loi liberticide sur le génocide arménien](#), salué par la majorité des partis politiques français (à l'exception du Front National), renoue avec les pratiques du Parti socialiste sur l'intrusion parlementaire et législative dans le champ des études historiques (les précédents sont notamment la loi Fabius-Gayssot ou la loi Taubira). Elle a provoqué une rupture des relations militaires avec la Turquie et le retour de l'ambassadeur turc dans son pays. Pour mieux se figurer ce que cette situation a d'ubuesque, imaginons que la Turquie légifère sur le génocide vendéen commis pendant la Révolution française : cela provoquerait à coup sûr l'ire de Paris et le raidissement des relations franco-turques.

De son côté, le Parti socialiste a fait preuve d'une véritable arrogance vis-à-vis de l'Allemagne, qualifiant la politique d'Angela Merkel de « politique à la Bismarck » (Arnaud Montebourg) ou de « droite prussienne ». Diplomatiquement, ces erreurs ne rassurent pas sur la capacité de l'équipe socialiste à tempérer le rôle de l'Allemagne dans l'Union européenne. Elle masquent surtout les responsabilités respectives du Parti socialiste et de Nicolas Sarkozy dans le désastre européen : si aujourd'hui l'Allemagne impose ses vues, c'est aussi parce qu'à la base de la construction européenne, on trouve la politique du franc fort calqué sur le deutschmark de Jacques Delors et l'acceptation d'une Banque centrale européenne dont le rôle principal est l'édiction de mesures déflationnistes, conformément à la volonté allemande.

D'une manière générale, l'indépendance de la France demeure la principale question de la politique étrangère, particulièrement dans le cas du conflit israélo-palestinien. En septembre 2011, s'est tenue au Théâtre du Gymnase une réunion rassemblant des parlementaires de tous bords pour s'opposer à la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU : on pouvait y voir des députés français, notamment Eric Raoult (UMP), [chanter l'hymne israélien](#), ce qui pose le problème de la double allégeance et l'interférence de l'intérêt général de la France avec les intérêts individuels de personnes attachées personnellement à Israël. La mission que les électeurs confient aux parlementaires n'est-elle pas celle de la défense de l'intérêt collectif ? De même l'attitude du socialiste Manuel Valls, [invité de Radio Judaïca Strasbourg le 17 juin 2011](#), qui se perd en gages donnés à Israël et se déclare « éternellement lié à Israël » : il est difficile de comprendre pourquoi un élu de la République française tient autant à marquer son attachement à un pays étranger.

Conclusion

La récente proposition d'Europe-Ecologie-les Verts, en partenariat avec le Parti socialiste, de transformer le droit de veto de la France au Conseil de sécurité des Nations Unies en droit de veto de l'Union Européenne révèle *les graves dérives de notre classe politique* : dans le contexte de 2003, avec un droit de veto européenisé, la France aurait-elle suivi le « non » qu'elle initia, ou se serait-elle fourvoyée dans la boucherie irakienne à l'instar d'autres pays d'Europe, majoritaires ? La France, 5ème puissance mondiale, peut faire entendre sa voix dans le concert des nations, par le jeu d'alliances réduites, dans un système d'intérêts communs souples, adaptés à chaque secteur économique et conformes aux préoccupations politiques de son peuple.

L'empressement de la France et du monde occidental à reconnaître le CNT contraste avec les tergiversations concernant la Palestine. Cette reconnaissance irréfléchie, trop rapide et unilatérale au départ, envoie un message inquiétant au monde : *la force prime le droit*. Le soutien à des oppositions parfois réelles dans le but de les radicaliser et de les détourner de la manifestation paisible conduira à un climat de méfiance et de raidissement des nations du monde. Jamais le principe d'ingérence « humanitaire » n'a autant été un facteur de déstabilisation mondiale et de primauté de la violence sur les principes du droit international. La duplicité occidentale dans le Moyen-Orient, dont la preuve la plus inquiétante est la séquence « lutte contre le terrorisme islamiste en Afghanistan/installation au pouvoir des islamistes en Libye », *envoie le signal d'élites versatiles, mues par des idéologies changeantes*.

L'Union européenne accompagne servilement *les convulsions violentes d'une Amérique refusant la multipolarité du monde* : un monde multipolaire, foisonnant d'initiatives régionales intelligentes, menacerait le modèle de vie américain et conduirait les Etats-Unis à une refondation profonde de leur philosophie économique néolibérale. Elle remettrait en cause le bien-fondé du libre-échange généralisé, et d'une globalisation défendue par le FMI ou la Banque mondiale, financés par le Trésor américain. Les propos de Vladimir Poutine en février 2007 apparaissent profondément actuels : « *Une gouvernance unipolaire du monde n'est ni légitime, ni efficace, ni morale* ». La prédation américaine des ressources énergétiques et l'attitude états-unienne vis-à-vis de la Russie (soutien aux « révolutions colorées » des pays entourant la Russie, qui ont pourtant conduit au durcissement des régimes concernés, notamment la Georgie) témoignent d'une fuite en avant des Etats-Unis. « Au plan global, la paix se construira en nouant des alliances capables de *paralyser la machine de guerre états-unienne et de garantir à tous un approvisionnement énergétique* ». (Thierry Meyssan, *L'effroyable imposture tome 2*, p10). Par cette attitude d'arrogance et de défi à l'égard de la Russie, largement partagée par l'administration sarkozyste, nous prenons le risque de fermer la voie à une alternative géopolitique, de renforcer la Communauté des Etats indépendants (CEI) et l'alliance russo-chinoise. L'alternative russe présente pourtant l'avantage pour la France d'une sécurisation de l'apport énergétique dont elle a besoin, et l'avantage d'un pays dont *le modèle anthropologique égalitaire et*

dont le retrait militaire relatif pourraient constituer un contre-poids intéressant à l'impérialisme américain (voir Emmanuel Todd, Après l'empire).

Enfin, « si les États-Unis s'obstinent à vouloir perpétuer une hégémonie dont ils n'ont plus les moyens, cela ne pourra que retarder la déconstruction des institutions actuelles, préalable à la naissance de nouvelles institutions. *La crise pourrait alors prendre un caractère de gravité et de violence qu'elle ne porte ni naturellement, ni nécessairement.* De même, les tentatives des différents acteurs internationaux – et la France est ici concernée au premier chef – de s'accrocher aux conceptions et institutions des années 1990 ne pourront que rendre cette crise plus longue, plus douloureuse et plus dangereuse » (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p232).

Filmographie

- *Why we fight ?*, réalisé par Eugene Jarecki, 2005

Bibliographie

- BRICMONT, Jean, CHOMSKY, Noam, *Impérialisme humanitaire : Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*, Aden, 2009
- BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2000
- **CHAUPRADE, Aymeric, *Chronique du choc des civilisations, Chronique*, 2011**
- CHOMSKY, Noam, *Le nouvel humanisme militaire*, Page deux, 2000
- CORNUT, Bernard, *Ben Laden ou Kyoto ?*, L'Harmattan, 2003
- FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Gallimard, 2009
- HUNTINGTON, Samuel, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 2009
- LUGAN, Bernard, *Décolonisez l'Afrique !*, Ellipses, 2011
- **MEYSSAN Thierry, « [Proche-Orient : La contre-révolution d'Obama](#) », 2011**
- **MEYSSAN, Thierry, *L'effroyable imposture tome 2 : manipulations et désinformations*, Alphée, 2007**
- **SAPIR, Jacques, *Le nouveau XXIème siècle*, Seuil, 2008**
- SCOTT, Peter Dale, *Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, Demi-Lune, 2010
- **SORAL, Alain, *Comprendre l'Empire*, Blanche, 2011**
- TARPLAY, Webster, *La Terreur fabriquée, Made in USA*, Demi-Lune, 2006
- **TODD, Emmanuel, *Après l'empire*, Gallimard, 2004**

INDÉPENDANCE DE LA PRESSE

« Apparu dans la langue française aux environs de 1450-1470, avec quelques variantes orthographiques à ses débuts, [le mot laquais], d'origine inconnue, a subi divers glissements sémantiques, tous dans un sens péjoratif, et ce dès la première moitié du XVIIIe siècle (expression « mentir comme un laquais »), voire au paravant. Le sens élargi de « personne servile » (c'est-à-dire manifestant une soumission avilissante et quasi-masochiste à autrui, indigne d'un homme libre), est probablement apparu vers la même époque »
(Wikipédia, définition du mot « laquais »)

« En ne rencontrant que des "décideurs", en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d'un système: les codes de déontologie n'y changeront pas grand-chose. [...] la lucidité est une forme de résistance. »
(Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*)

La démocratie, « gouvernement du Peuple, pour le Peuple et par le Peuple », doit veiller, pour l'application effective de la souveraineté populaire, à se prémunir des abus de pouvoir, quelque soit leur émanation. Pour protéger la souveraineté populaire, une authentique démocratie se caractérise notamment par la qualité de ses institutions et de sa constitution, par une lutte attentive et permanente contre la corruption et par la pertinence et l'indépendance de l'information. L'égal accès de tous à une information prémunie de tout parti pris, de toute psychologisation inopportune, d'ommissions involontaires ou volontaires, suppose plusieurs facteurs : une école efficace, qui doit transmettre les outils intellectuels nécessaires à la compréhension des textes, des idées et des paroles ; mais aussi et surtout, un journalisme libre, étranger aux compromissions et compétent. *La presse écrite, télévisuelle et radiophonique française ne remplit aucune de ces conditions.*

Financement des médias, conflits d'intérêts et compromission

« Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective 'business', soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. [...] Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. [...] Rien n'est plus

difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances [...] »
(Patrick Le Lay, PDG de TF1)

À notre époque, produire de l'information à flux tendu et de façon massive nécessite d'importantes ressources financières. La télévision, la radio et la presse écrite, quand elles ne sont pas publiques, doivent recourir aux financements d'acteurs privés : depuis quelques années, nous assistons à l'intrusion d'entreprises dans le capital de chaînes de télévisions, de journaux ou de sites internet officiels, notamment depuis la privatisation de TF1 en 1987, sous la présidence de François Mitterrand. Dans un pays comme la France, il semble anormal que les puissances d'argent – groupes bancaires, industriels, commerciaux, militaires – tiennent la majorité des médias, organisent une basse-cour journalistique et menacent de fait l'existence d'une information objective. Voici un bref panorama illustrant la situation des médias français, qui s'appuie sur la source la plus neutre et la plus dénuée d'idéologie, Wikipedia.org :

- **TF1 (TF1, LCI)** : depuis 1987, à travers la privatisation de la chaîne, le groupe Bouygues possède TF1. Le groupe Bouygues a de nombreuses ramifications : il officie aussi bien dans l'immobilier, la téléphonie, l'énergie, la construction, les routes... On remarque dans les journaux de la chaîne TF1 un point de vue unique : dénigrement de grèves dont les motifs ne sont jamais expliqués, soutien explicite à Nicolas Sarkozy... Lors de la privatisation, la chaîne fut soumise à un cahier des charges qui devait permettre, dix ans plus tard, de statuer sur sa concession. Malgré l'évident manquement de TF1 à ses obligations, le droit d'émettre lui est reconduit automatiquement. Martin Bouygues est par ailleurs le témoin de mariage de Nicolas Sarkozy.
- **France Télévisions (France 2, France 3, France 5, France 24, Euronews, TV5 Monde)** : le président de la République française prend soin, au moins depuis François Mitterrand, de nommer lui-même le président du groupe France Télévisions. Nicolas Sarkozy a officialisé la pratique, en déclarant qu'il fallait de la transparence : la réelle transparence exigerait pourtant de rompre avec une pratique douteuse, plutôt que de l'institutionnaliser.
- **Groupe Canal+ (Canal+, i>télé, Direct 8, Direct Star, Canal Sat)** : le groupe Canal+ est possédé par Vivendi Universal, société de divertissement et de téléphonie. Canal+ peut assurer en toute quiétude la promotion des produits cinématographiques ou musicaux de son entreprise mère.
- **La Vie-Le Monde (Le Monde, Le Monde Diplomatique, Courrier International, Télérama)** : possession à 17% du groupe Lagardère. Le directeur de publication du Monde est Louis Dreyfus, du groupe Louis Dreyfus. Remarqué pour le traitement indigne de ses salariés brésiliens, le

groupe est un des plus importants du négoce de matières premières agricoles et d'énergie (3 % de la production mondiale de soja, troisième négociant planétaire de sucre et d'éthanol, 8% des exportations de café et de cacao, longtemps leader mondial du négoce de coton). Une entreprise qui achète du blé, le stocke et le revend ensuite au meilleur prix, et qui peut influencer sur les prix par la spéculation.

- **Next Radio TV (BFM, BFM TV, RMC)** : possession d'Alain Weill (qui possède également le journal La tribune), hommes d'affaires pour qui « l'information est un produit marketing comme un autre ».
- **RTL Group (RTL, RTL2, Fun Radio, M6, Paris Première)** : possession du groupe Bertelsmann. Bertelsmann est un important réseau de télévision, qui possède des ramifications dans toute l'Europe. L'information de nombreux canaux est ainsi contrôlé par une seule instance. Il est intéressant de constater la présence au conseil d'administration d'M6 d'Yves Thibault de Silguy, ex-commissaire européen ayant participé à la création de l'euro pour lequel il faisait campagne, membre du conseil d'administration de Vinci, entre autres.
- **Libération** : journal dit « de gauche ». En 2006, Edouard de Rothschild, homme d'affaires franco-israélien membre de la banque Rothschild & Cie, en prend la majorité des parts. Edouard de Rothschild est un ami de Nicolas Sarkozy. Comment expliquer qu'une puissance bancaire possède ce qui devrait être un journal d'investigation de gauche, dont le rôle peut être particulièrement important dans un contexte de crise et de prédation du pouvoir politique par le pouvoir bancaire ?
- **Le Figaro** : le journal est détenu par le Groupe Dassault, spécialisé dans l'industrie de l'armement. Invité récurrent des réunions du MEDEF, Serge Dassault et sa famille sont des proches de Nicolas Sarkozy. Serge Dassault a notamment été condamné pour des faits de corruption. Il a déclaré qu'il est « anormal » d'aider les chômeurs, « des gens qui ne veulent pas travailler ». Sur i>Télé en juillet 2008, il fait part de son admiration pour le système de travail chinois, déplore la présence de syndicats et la possibilité de faire grève. La collusion entre le journal et les milieux de l'armement français se traduit par un certain empressement à soutenir les guerres menées par la France.
- **Le groupe Lagardère (Europe 1, le Journal du dimanche)** : groupe de technologies mécaniques aéronautiques, automobiles, d'armement. Lagardère possède notamment les éditions Hachette, qui regroupent un nombre monumental de maisons d'édition (250 millions de livres par an), Europe 1, le Journal du dimanche, France Télécom... En 2005, lors d'un séminaire du groupe Lagardère, Arnaud Lagardère qualifie Nicolas Sarkozy de « frère ».
- **Le groupe Perdriel (Challenges, Le Nouvel observateur, Rue89)** : grand

groupe industriel qui possède, dans les médias, le Nouvel observateur, Challenges et Rue89. Claude Perdriel, propriétaire du groupe, fut un temps l'associé d'Edmond de Rothschild dans une société d'immobilier. A noter, la coexistence au sein du groupe d'un magazine qui se prétend « de gauche » (en réalité acquis à la mainmise du Marché) le Nouvel observateur, et du magazine ultralibéral Challenges.

- **Direct Matin** : le quotidien gratuit, diffusé à un million d'exemplaires, est une propriété du groupe Bolloré, puissant groupe industriel qui oeuvre dans différents secteurs (énergie, transports, fabrication du papier, culture des palmiers à huile et des hévéas en Afrique...). Vincent Bolloré figure parmi les amis du président Nicolas Sarkozy.
- **Marianne** : possession à 25,4% d'Yves de Chaisemartin, conseiller du Carlyle Group. Le Carlyle Group est une société d'investissement américaine pesant 89 milliards de dollars de capitaux propres, présente dans l'aéronautique, l'armement, l'énergie, les transports..., et réunissant parmi ses membres des personnalités et compagnies aussi importantes que John Major (ex-Premier ministre anglais), George Bush senior (ex-Président des Etats-Unis d'Amérique), Laurent Beaudouin (ancien président du groupe Bombardier Inc.), le fonds de pension de General Motors, Olivier Sarkozy (demi-frère de Nicolas Sarkozy), le financier George Soros qui arrose les oppositions des pays limitrophes de la Russie ou la société américaine Merrill Lynch. À 24% de Guy Sitbon, spécialiste des messageries roses, qui a officié pour Radio-Capitale du Groupe Perdriel.
- **Arte France** : Bernard-Henri Lévy est président du Conseil de surveillance d'Arte France. Il a largement utilisé la chaîne pour modeler des émissions à l'image de sa vision de la politique étrangère : il utilise notamment Arte pour diffuser sa propre vision des événements d'ex-Yougoslavie en 1993 et 1994, et il est à la fois invité et initiateur de nombreuses émissions. La diffusion récente d'un reportage sur la Syrie prolonge le doute sur l'objectivité de la chaîne : un [contre-reportage](#) y décèle de nombreuses incohérences.

Le club Le Siècle

« Le club Le Siècle présente une intéressante particularité : alors qu'il existe depuis plus de 50 ans, et que ses membres font partie de l'élite la plus fermée et la plus puissante de France, il a fallu attendre ces deux dernières années pour que l'on commence à s'y intéresser. Jamais clan n'eut peut-être autant de pouvoir et auquel on prêta si peu d'attention. »

(Hugues Sérapion Sabatier, *Les Groupes informels en France*, mémoire de DEA, université de Paris V - Malakoff, septembre 1997)

« La presse va même au faux comme le chien va vers la merde, avec un flair absolument infaillible. »
(Jean-Edern Hallier)

La réunion du club Le Siècle est emblématique de l'opacité qui règne dans les milieux dirigeants, et de la compromission du monde journalistique avec les sphères bancaire, politique et commerciale. « Tous les grands médias, qu'il s'agisse de la presse écrite, des radios ou des télévisions sont détenus ou contrôlés par des membres du Siècle (Dassault, Rothschild, Bolloré, Arnault, Lagardère, etc.) ou dirigés par des membres du Siècle », précise Emmanuel Ratier, auteur de l'enquête *Au coeur du pouvoir*, dans un [entretien substantiel au Réseau Voltaire](#). Ce club fonctionne par cooptage : ses futurs membres n'y postulent pas, mais sont choisis par les adhérents. Il se réunit à l'Hôtel Crillon/Automobile Club de France, place de la Concorde, dans le 8ème arrondissement de Paris, dix fois par an, le dernier mercredi du mois. Son siège est au 13 avenue de l'Opéra, dans le 1er arrondissement de Paris.

Parmi les membres et invités du Siècle se côtoient de grandes figures de leurs partis respectifs, selon Wikipedia.org :

- Pour le Parti socialiste, **Martine Aubry** (premier secrétaire), **Pascal Lamy** (ancien directeur de l'OMC), **Jean-Claude Trichet** (ancien président de la Banque Centrale européenne), **Lionel Jospin** (ancien Premier ministre français), **François Hollande** (ancien premier secrétaire, candidat à la présidence de la République), **Laurent Fabius**, **Manuel Valls**, **Pierre Moscovici**, **Dominique Strauss-Kahn** (président du Fonds Monétaire International, ex-candidat à la présidence de la République française)
- Pour l'UMP, **Nicolas Sarkozy** (Président de la République française), **Serge Dassaut** (industriel de l'armement et ami intime de Nicolas Sarkozy), **François Fillon** (Premier ministre français), **Jean-François Copé** (secrétaire général de l'UMP), **Alain Juppé** (Ministre des Affaires étrangères), **Patrick Devedjian**, **Nathalie Kosciusko-Morizet**
- Pour le Centre, **François Bayrou** (MODEM, candidat à la Présidence de la République française), **Rama Yade**

Une représentation généreuse du monde des affaires, des entreprises et de la banque :

- **Antoine Berheim** (dirigeant associé de la banque Lazard), **Jacques Attali** (ancien inspecteur général des finances, soupçonné de malversations dans sa gestion de la Banque européenne de reconstruction et de développement, artisan de l'euro), **Michel Pébereau** (président de BNP Paribas), **Jean-Yves Haberer** (ancien PDG du Crédit Lyonnais), **Edouard de Rothschild**, **Jean-Marie Messier** (responsable du scandale Vivendi), **Guillaume Pepy** (président de la SNCF), **Louis Gallois** (PDG d'EADS), **Laurence Parisot**

(présidente du MEDEF)

À ce panel troublant de politiques issus de tous bords, de dirigeants d'affaires, de banques ou de dirigeants d'entreprises publiques, qui se réunissent officiellement pour « discuter », vient se greffer une liste impressionnante de journalistes et d'éditorialistes (qui n'ont cessé de migrer de chaîne en chaîne et de journal en journal, se remplaçant les uns les autres) :

- **Emmanuel Chain** (producteur de télévision), **Arlette Chabot** (directrice de la rédaction d'Europe 1, ex-directrice de la rédaction de France 2), **Olivier Duhamel** (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, auteur de nombreux documentaires pour la télévision), **Alain Duhamel** (invité régulier du Grand journal sur Canal+, de France 2, éditorialiste sur RTL, chroniqueur sur Europe 1), **David Pujadas** (présentateur du journal de 20h sur France 2 et d'une émission politique mensuelle), **Patrick Poivre d'Arvor** (ancien présentateur du journal de 20h sur TF1), **Franz-Olivier Giesbert** (journaliste ayant collaboré à de nombreux journaux et chaînes, notamment France Télévisions, le Nouvel observateur et le Figaro), **Claude Imbert** (journaliste au Point), **Laurent Joffrin** (directeur de publication du Nouvel observateur), **Serge Moati** (présentateur sur France 5 et Public Sénat)

La présence des journalistes et éditorialistes les plus influents, aux côtés des plus grands décideurs français du monde économique et des figures les plus connues de la scène politique, pose la question de l'indépendance de la presse. Les accointances des milieux médiatiques avec les pouvoirs politiques et économiques ne sont pas dignes d'une démocratie réelle : en témoigne l'opacité qui règne autour de ces réunions, dont il n'existe aucun compte-rendu officiel, et la mobilisation illégale des forces de l'ordre pour dissiper toute manifestation. On assiste à *l'interpénétration des milieux qui devraient être imperméables entre eux*, au nom de la déontologie du journaliste, et à *l'éclosion de nombreux conflits d'intérêts*, sans que l'opinion publique en soit informée.

Conclusion

La privatisation de l'audiovisuel français menace l'information objective, libre et complète : le journalisme est désormais perméable et vulnérable aux pressions des puissances d'argent. Dans un article du jeudi 12 mai 2011, Laurent Joffrin, directeur de publication du Nouvel observateur, annonce avoir démissionné du Siècle et déclare : « En fait, il ne s'y passe rien de précis sinon une chose: la reconnaissance mutuelle des puissants, la légitimation d'un pouvoir, la discrète consécration d'une influence générale sur la direction du pays. Friand de tous les lieux discrets, le journaliste y glane des infos. Les puissants et les excellents y agitent les affaires courantes au fil d'échanges informels [...] ». Si l'article évoque les dîners du Siècle sur un mode léger, le peuple français peut s'inquiéter des dérives de l'élite dirigeante. *La proximité entre les réseaux d'information et les milieux de l'argent condamne de fait toute tentative de remise en cause du système*

économique ou politique.

L'ostracisation dont sont victimes certains partis politiques (Front National, Union populaire républicaine, Debout la République), la défense systématique de l'[Union européenne](#) et de l'euro, dans des débats où l'argumentation cède à l'autorité (caricature de l'opposant en fasciste, incantation sur les bienfaits du système sans en apporter les preuves), la vision monochrome des conflits mondiaux ou des problèmes étrangers (conflit israélo-palestinien, Darfour, ex-Yougoslavie, Russie post-soviétique, Libye de Kadhafi, Syrie, la rencontre d'Hugo Chavez et de Mahmoud Ahmanidejad qui a été l'occasion d'un [effarant montage mensonger](#) de l'AFP..), l'omniprésence des mêmes interlocuteurs (Caroline Fourest, Bernard-Henri Lévy, Alain Duhamel, Jacques Attali...) sont autant de révélateurs de cet état de fait : *la presse n'est pas libre.*

Filmographie

Deux films de Pierre Carles sur les rapports entre les médias et le pouvoir :

- [*Pas vu pas pris*](#), 1998
- [*Fin de concession*](#), 2010

Bibliographie

- BÉNILDE, Marie, *On achète bien les cerveaux : La publicité et les médias*, Liber, 2007
- BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, 1996
- CHOMSKY, Noam, HERMAN, Edward, ***La fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie***, Agone, 2008
- COHEN, Philippe, PÉAN, Pierre, *La Face cachée du Monde : Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Mille et une nuits, 2003
- DEBORD, Guy, *La société du spectacle*, Gallimard, 1996
- HALIMI, Serge, ***Les nouveaux chiens de garde***, Liber, 2005
- HALIMI, Serge, *L'Opinion, ça se travaille... : Les médias et les « guerres justes »*, Agone, 2006
- MEYSSAN, Thierry, « [Le mythe de la liberté de la presse](#) », Réseau Voltaire (voltairenet.org), 1er juin 2004
- PÉAN, Pierre, *TF1 : Un pouvoir*, Fayard, 1997
- RAMONET, Ignacio, *Propagandes silencieuses*, Gallimard, 2002
- RAMONET, Ignacio, *La tyrannie de la communication*, Gallimard, 2001
- RATIER, Emmanuel, ***Au coeur du pouvoir : Enquête sur le club le plus puissant de France***, Facta, 2011
- RIEFFEL, Rémy, *Qui sont les médias ?*, Gallimard, 2005
- RUFFIN, François, *Les petits soldats du journalisme*, Les Arènes, 2003

IMMIGRATION

« Dire qu'il faut réduire, et pourquoi pas même supprimer toute immigration légale, (...) c'est évidemment flatter le côté le plus médiocre, c'est un contresens économique, c'est une attaque contre les valeurs humanistes. »
(Laurent Fabius, Parti socialiste)

« Rester un pays ouvert est une nécessité. Nous sommes pour l'immigration en général car elle est source de richesses et d'ouverture. »
(Laurence Parisot, MEDEF)

En France, l'immigration est devenue un vaste sujet de controverse, embrumé par des moralisations permanentes et inopportunes. Les adversaires d'une politique migratoire incontrôlée sont ainsi caricaturés en odieux racistes : ce terrorisme de la pensée empêche toute réflexion sur un sujet pourtant capital. Les partisans de l'immigration minimisent les problèmes qu'elle pose et souligne des bienfaits qui, faute d'argumentation, ne sont jamais que virtuels. *En réalité, critiquer l'immigration telle qu'elle est pratiquée, de façon massive, devrait être un impératif républicain.* En effet, la politique d'immigration permet de mettre à nu une escroquerie politique majeure : l'alliance de fait entre la gauche sans-papiériste et le grand patronat, celui-ci profitant de l'angélisme humanitaire et de la haine des frontières de celle-là.

La politique migratoire poursuit plusieurs objectifs non-avoués, mais clairement analysés :

- Dans les années 70, elle permet la *dépolitisation des banlieues ouvrières*, substituant, au problème de la revendication sociale et salariale, le *conflit ethno-religieux et la question sécuritaire*. À ce propos, les officines satellites du Parti socialiste oeuvrent à deux buts contradictoires et clivants : d'un côté, depuis les années 80, « SOS Racisme » enferme les immigrés dans leur ethnie et caricature le Français en raciste, collaborateur et colon ; de l'autre, depuis 2003, « Ni putes ni soumises » diabolise l'immigré et résume la banlieue et les populations immigrées à des zones où les femmes sont excisées, violées et brûlées. Ces politiques annihilent toute tentative d'intégration républicaine et de pacification des rapports entre Français.
- Elle est [utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires](#), en employant des travailleurs étrangers moins exigeants quant à leurs conditions de travail et à leurs salaires, et pas toujours au fait des droits dont ils jouissent en France (particulièrement quand il s'agit d'immigrés illégaux). C'est ainsi que le Wall Street Journal, organe de presse de la finance internationale, vante les mérites d'une ouverture totale des frontières, et loue les « effets déflationnistes et de modération salariale » de l'immigration de masse. Cette politique migratoire, associée au NAIRU de l'OCDE (voir le

chapitre *Euro*), est ainsi le plus puissant allié des multinationales. Elle permet une véritable « *délocalisation sur place* ». On entend souvent, de la part du patronat ou d'hommes politiques de gauche, que les immigrés travailleraient aux postes les plus durs physiquement et les moins bien payés : au lieu d'être pour la revalorisation de ces emplois, afin qu'ils correspondent en salaire à leur pénibilité et attirent les Français, ils font preuve de cynisme ou de résignation, et préfèrent que les emplois restent précaires.

- Elle utilisée par les gouvernements des pays à forte émigration, notamment les pays du Sahel, comme *une soupape de sécurité contre l'explosion sociale qui les menacerait*. En effet, la formation d'une classe instruite massivement au chômage, ajoutée au nombre de chômeurs des classes pauvres, provoquerait à terme d'importantes contestations des gouvernements des dits-pays, et amènerait soit à leur durcissement, soit à leur chute. L'émigration vers l'Europe favorise le statu quo politique de l'Afrique.

Exemples concrets : l'immigration médicale et la politique du FMI en Afrique

« [...] quand ce ne sont pas les ONG qui apportent leur assistance, le continent [africain] doit faire appel à des praticiens étrangers, payés à prix d'or. Si l'on en croit l'Organisation internationale des migrations (OIM), il consacre chaque année 4 milliards de dollars à l'emploi de quelque 100 000 expatriés non africains. Sur le plan économique, le bilan est désastreux... »

(Dominique Mataillet, *Jeune Afrique*, 30 mars 2008, p78-79, cité in *Décolonisez l'Afrique !*, de Bernard Lugan).

« Il est certain que les programmes de la Banque mondiale et du FMI entretiennent le maintien de la pauvreté, la perte de la souveraineté alimentaire et toute autonomie dans les pays en développement »

(Julien Teil, membre du Réseau Voltaire)

A travers l'étude d'un exemple concret, la migration médicale, nous pouvons démontrer aisément les objectifs de l'immigration et les ravages qu'elle charrie.

Selon l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont l'Union européenne suit aveuglément tous les dogmes et toutes les recommandations, « l'immigration de personnel médical permettra de combler les lacunes au niveau de l'offre et de réduire la pression au niveau des coûts... Les avantages les plus significatifs induits par les échanges proviendront de la dotation en personnel moins coûteux que celui disponible sur le marché national » (Document S/C/W/50 : « Commerce de services de santé : 1998).

L'immigration médicale est à double titre une catastrophe : elle organise le pillage des forces vives des nations africaines, et crée de véritables déserts médicaux (moins de 15 médecins pour 100 000 habitants en Afrique, contre 380 en France), ainsi qu'une totale détresse hospitalière (départ des infirmières). Dans le même temps, cette politique de « l'immigration choisie », *forme moderne de la traite négrière*, oblige les Etats d'Afrique à requérir les services de médecins occidentaux (!) à des prix prohibitifs, menaçant l'accès aux soins pour la majorité de la population.

De manière générale, la fuite des cerveaux est dramatique pour l'Afrique : selon les Nations Unies, l'Egypte a perdu 45 000 scientifiques de haut niveau depuis 1950, et l'Afrique près de 5 millions de diplômés depuis 1990 ; 20 000 cadres algériens exercent leur emploi en France, et ne peuvent participer à la modernisation de leur pays d'origine. Ce sont autant de compétences qui manquent à l'édification d'une économie africaine saine et durable, au développement social du continent. « Les pays de départ sont aussi appauvris par le « brain drain ». Les Africains dénoncent une traite des cerveaux « organisée par l'Occident » qui provoquerait l'exode de 25 000 diplômés d'Afrique subsaharienne par an. Selon l'université de Buenos Aires, qui a évalué la perte subie en fonction de l'apport du migrant au PIB du pays d'accueil jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de la retraite, chaque départ coûte 700 000 euros. L'Afrique laisserait ainsi échapper annuellement 17,5 milliards d'euros [...] ». (GOURÉVITCH, Jean-Paul, [Coût réel de l'immigration en France](#), Monographie des Contribuables Associés, 2008, p11)

La « Blue card » européenne, créée sur le modèle américain de la « Green Card », organise officiellement le départ des étrangers très qualifiés, notamment africains : elle menace des équilibres africains déjà précaires et entretient une situation de stagnation économique de l'Afrique, voire de régression sociale. Dans ce contexte, se réjouir de la présence de hauts diplômés ou de médecins étrangers en France, lors qu'ils sont originaires de pays en difficulté, ne relève que du cynisme.

Le cynisme des hommes politiques français à l'égard de l'immigration et de l'Afrique est un fait établi : la « Françafrique » est la dénomination officielle des pratiques douteuses des gouvernements français successifs, de droite comme de gauche. Il est intéressant de constater que le Parti socialiste soutenait en 2011 le candidat Dominique Strauss-Kahn, alors président du FMI, et louait son travail de destruction sociale des pays mis sous la tutelle de l'organisation. Les pratiques du FMI en Afrique sont annonciatrices de ses politiques menées en Europe : en échange de prêts, le FMI exige des « ajustements structurels », terme neutre et pudique pour signifier la privatisation des services les plus élémentaires. Le FMI et la Banque mondiale organisent conjointement le pillage de l'Afrique par le biais d'une colonisation économique : les résultats sont désastreux pour les économies respectives des pays africains, les pratiques brutales de ces organismes plongent dans la détresse sanitaire et sociale des populations entières, au bénéfice d'oligarques et de grandes entreprises.

Dans un documentaire intitulé *Quand le FMI fabrique la misère*, Stuart Tanner expose les conditions instaurées par le FMI au Ghana dans les années 80,

et leurs multiples conséquences : l'allègement des réglementations pour les entreprises étrangères au mépris de l'environnement a conduit au marasme écologique et à la pollution des nappes phréatiques par le métal, les frais hospitaliers, autrefois inexistant, ont obligé les Ghanéens à s'endetter pour se soigner, les paysans locaux ont été expropriés, les services de distribution de l'eau privatisés, les manifestants éloignés par la force militaire. Dans ces conditions, comment le Parti socialiste, l'UMP, le MODEM et Europe-Ecologie-les Verts, favorables aux actions du FMI et de la Banque Mondiale (ou Banque de la colonisation occidentale mondiale), peuvent préférer des discours humanistes sur l'immigration ou l'écologie et parler de protection sociale aux travailleurs français ? Le récent soutien à la mise sous tutelle de la Grèce par le FMI ne permet pas l'optimisme (voir *Euro et politique sociale européenne*).

L'usage de l'ingérence militaire en Côte d'Ivoire par le président Sarkozy, soutenu en cela par la majorité socialiste, a permis d'imposer au pays un porte-serviette du FMI, [Alassane Ouattara](#). La France, mitterrandienne, chiraquienne ou sarkozyste, protège des gouvernements qui méprisent leurs peuples : elle organise la corruption généralisée de l'Afrique au lieu de faire profiter au continent de ses compétences en matière de lutte contre la corruption. Comment le président Sarkozy, qui a augmenté l'immigration de 90 000 nouvelles entrées par an par rapport au gouvernement Jospin (malgré les discours), peut-il parler d'une réduction migratoire, alors même qu'il encourage en Afrique la mise en place de la précarité ? La première étape d'un redressement africain doit passer par la reprise en main de son avenir, et la condamnation de toute ingérence étrangère : « Les concepts de démocratie, des droits de l'homme, de bonne gouvernance, ne sont pas nouveaux pour l'Afrique, *mais il convient de les adapter à la culture africaine* » (Theodoro Obiang Nguema, président de la Guinée équatoriale et de l'Union africaine, le 30 janvier 2011).

Le coût réel de l'immigration

« Les institutions les plus favorables à l'accueil des immigrés répugnent à entreprendre une étude des coûts, d'autres en récusent le principe même. »
(GOURÉVITCH, Jean-Paul, [Coût réel de l'immigration en France](#), Monographie des Contribuables Associés, 2008, p18)

Dans un contexte français morose, où l'on compte *5 millions de travailleurs pauvres, entre 6 et 8 millions de pauvres, et 1,2 million de personnes en attente d'un logement social*, la politique d'immigration du gouvernement de Sarkozy, autoritaire dans les mots et laxiste dans les faits, apparaît comme proprement *criminelle*. Criminelle en période de crise où le même gouvernement multiplie, avec l'accord des parlementaires du PS, les plans de renflouement inutiles aux pays endettés, visant en fait à renflouer des banques fautives ; criminelle au moment même où la dette française, fruit de pratiques scandaleuses et de budgets

déséquilibrés, menace la santé financière du pays plus que jamais ; criminelle enfin quand l'on sait, grâce à Jean-Paul Gourévitch, Yves-Marie Laulan ou Michèle Tribalat, que le *coût réel de l'immigration est estimé entre 30 et 70 milliards d'euros par an*. Il existe de nos jours des études et des rapports détaillés sur le coût de la politique migratoire française, qui ne souffrent d'aucun parti pris idéologique et d'aucun sentiment de haine, et qui sont étouffés au niveau médiatique : l'accès à une information fiable est pourtant le corollaire de toute démocratie authentique.

Alors que le gouvernement français consent des sommes importantes en pure perte, on demande aux Français d'accroître leur temps de travail (réforme des retraites, dont l'objectif était de faire une économie de 20 milliards), de diminuer de leurs salaires et de renoncer à leur bien-être matériel (augmentation des prix du gaz, déremboursement de nombreux médicaments, augmentation des tarifs des mutuelles, dans une optique de toujours sanctionner les plus pauvres pour quelques menues économies).

La politique migratoire : une trahison des principes républicains et démocratiques

« La République doit-elle renoncer à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, en acceptant que des catégories de personnes, devenues captives de leur groupe communautaire, puissent ne plus décider librement de leur destinée ? »
(Malika Sorel, *Le puzzle de l'intégration*, p108)

Alors qu'elle ne trouve plus de justification dans le processus économique (95% des immigrés arrivent en France sans contrat de travail, selon les statistiques officielles du Ministère de l'Intérieur), la politique d'immigration de l'UMP et du PS apparaît de plus en plus évidemment comme une trahison de la République française et de la démocratie. Après la ratification du traité de Lisbonne, qui fut une forfaiture en soi, le domaine de l'immigration est passé entièrement dans le champ des codécisions à la majorité du Conseil : cela signifie dans les faits que les Etats européens, et donc les électeurs, ne peuvent plus décider de leur politique migratoire et laissent opérer une Commission européenne qui n'est soumise à aucune sanction électorale et qui, seule, a l'initiative des lois (voir chapitre *Union européenne* et *Les yeux grands fermés*, de Michèle Tribalat, p50).

À cette mainmise d'une autorité non-élue sur la souveraineté des Etats européens en matière d'immigration, vient s'ajouter *une trahison intérieure* : celle des divers élus de la gauche et de la droite qui, main dans la main, *financent des lieux de culte*, notamment musulmans, et *contreviennent à l'un des fondements de la République française* (« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte », article 2 de la « Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État »). Nous constatons également l'aveuglement de certains dirigeants « américanolâtres » pour la « discrimination positive »,

notamment Nicolas Sarkozy ou Richard Descoings, directeur de Sciences po Paris. En cela, ils trahissent un principe capital, exprimé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Tous les Citoyens [...] sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et *sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents* » (article IV).

La discrimination positive, maquillée sous les termes plus acceptables « d'égalité des chances », est un concept profondément clivant. Ses partisans souhaitent s'inspirer des Etats-Unis, alors même que son application s'est révélée contre-productive sur le continent nord-américain : elle a créé des dysfonctionnements importants, elle a favorisé des élèves au nom de leur couleur de peau, sans prendre en compte leurs qualités réelles, et n'a pas mieux intégré les groupes défavorisés, créant au contraire les conditions de leur repli identitaire. « La discrimination positive instaurera le communautarisme là où il n'existait pas et le renforcera là où il est déjà naissant » (Malika Sorel, *Le puzzle de l'intégration*, p106). *Dans le pays de la Révolution française, les hommes politiques de tous bords souhaitent rétablir les privilèges liés à la naissance.* « Le sentiment de justice est le ciment de la société. Que se passera-t-il lorsque les Français réaliseront que les lois de leur pays les traitent de manière injuste ? Le peuple français s'est un jour levé pour abolir les privilèges liés à la naissance. *Notre classe politique n'en a-t-elle gardé aucune mémoire, pour vouloir à nous introduire, dans notre pays, des privilèges ou des passe-droits liés à la naissance ?* » (Malika Sorel, *Le puzzle de l'intégration*, p86-87).

Le dernier exemple de cette trahison de la République est le « débat » sur le vote des immigrés aux élections locales, bien utile pour masquer les manquements et les responsabilités respectifs des partis de gouvernement en pleine période de crise : il permet par ailleurs au PS et à l'UMP de simuler un *clivage idéologique en réalité inexistant*, puisqu'aussi bien Claude Guéant que Nicolas Sarkozy ont maintes fois affirmé leur position favorable au vote des immigrés. Ces positions apparaissent profondément *anti-constitutionnelles* et révèlent à nouveau une méconnaissance inquiétante des principes qui fondent la République française : en effet, « *Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.* » (article 3 de la Constitution de la Cinquième République française). Le grand mensonge est d'autant plus patent que, dès 1999, le [Rapport annuel sur le respect des droits humains dans l'Union européenne](#) exhorte les pays à adapter «leur législation dans les meilleurs délais, de façon à étendre le droit de vote et l'éligibilité aux élections municipales et européennes à l'ensemble des citoyens extracommutaires résidant depuis plus de cinq ans sur leur territoire » (§19). Cette position révèle d'ailleurs une grave dérive de la construction européenne, et une incompréhension des processus historiques et culturels ayant abouti aux démocraties nationales. Associée à une immigration non réglementée et à l'absence d'assimilation, elle pourrait arriver à terme à un *communautarisme électoral* contraire à l'esprit même de la République.

D'une manière générale, l'UMP et le PS dissimulent l'article 67 du [Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) (TFUE) : « [l'UE] développe une politique

commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures ». La France a donc été contrainte par ses hommes politiques à un énième abandon de souveraineté, et ne peut plus adapter les flux migratoires à ses spécificités économiques. Elle se prive d'un dialogue plus étroit avec les pays de l'espace économique et universitaire francophone. La France est condamnée à se comporter sur son territoire comme un pays anglo-saxon dans son empire colonial : elle reproduit, de façon interne, une attitude impérialiste inspirée de l'indirect rule anglais, autorisant l'indigénat et le multiculturalisme de populations entières, isolées de la pensée républicaine, et prévoyant, dans le même temps, leur intégration politique par le vote. Il se produirait une situation contradictoire et dangereuse de participation électorale sans une appropriation des concepts politiques propres à la nation française.

Conclusion

Parce que la politique migratoire menée par les gouvernements successifs nuit à tous les Français, issus de l'immigration ou non, il devient urgent d'en faire une question fondamentale : en la matière, l'émotion ne doit plus dicter le débat. Il faut mettre fin à la situation décrite par Michèle Tribalat, en introduction de son ouvrage *Les yeux grand fermés* : « L'immigration est sacralisée au point que le désaccord ne peut exister et être raisonnablement débattu ». *L'abandon des illusions est nécessaire, au profit de l'examen des faits*. L'immigration permet à des partis politiques d'humaniser leur visage en France, au nom de faux prétextes, tout en organisant ou soutenant la précarisation de l'Afrique et le pillage de ses ressources humaines. Lutter contre l'immigration de masse, retrouver la souveraineté du pays en matière de maîtrise des frontières et des flux, apparaît comme la seule politique de cohérence républicaine et de préservation sociale.

Filmographie

- CALVI, Fabrizio, DEQUAY, Laurence, CALVI Fabrizio, [Elf, une Afrique sous influence](#), 2000
- TANNER, Stuart, [Quand le FMI fabrique la misère](#), 1998

Bibliographie

- ALGALARRONDO, Hervé, *La gauche et la préférence immigrée*, PLON, 2011
- CADWELL, Christopher, *Une révolution sous nos yeux*, Toucan, 2011
- CHAUPRADE, Aymeric, *L'espace économique francophone*, Ellipses, 2000
- **GOURÉVITCH, Jean-Paul, [Ce que nous coûte l'immigration irrégulière](#), Monographie des Contribuables Associés, 2011**
- **GOURÉVITCH, Jean-Paul, [Coût réel de l'immigration en France](#), Monographie des Contribuables Associés, 2008**
- GOURÉVITCH, Jean-Paul, [Le coût de la politique migratoire en France](#), Monographie des Contribuables Associés, 2010
- GOURÉVITCH, Jean-Paul, *L'immigration, ça coûte ou ça rapporte ?*, Larousse, 2009
- LAGRANGE, Hugues, *Le déni des cultures*, Seuil, 2010
- LAULAN, Yves-Marie, *Immigration/intégration : Un essai d'évaluation des coûts économiques et financiers*, L'Harmattan, 2006
- **LUGAN, Bernard, *Décolonisez l'Afrique !*, Ellipses, 2011**
- MARCHAIS, George, *Discours de Montigny-les-Cormeilles*, 1981
- MICHÉA, Jean-Claude, *La double pensée : Retour sur la question libérale*, Flammarion, 2008
- **SOREL, Malika, *Immigration/intégration : le langage de vérité*, Fayard/Mille et une nuits, 2011**
- **SOREL, Malika, *Le puzzle de l'intégration*, Fayard/Mille et une nuit, 2007**
- **TRIBALAT, Michèle, *Les yeux grands fermés*, Denoël, 2010**

LA RÉPUBLIQUE ASSASSINÉE

Comment se qualifient eux-mêmes les partis français quand ils pratiquent... :

- Le viol de légalité républicaine par le financement détourné de lieux de culte, contre l'article 2 de la Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État : « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte »,
- Le bafouement de la volonté populaire par le vote du Traité de Lisbonne, rejeté à 55% par le peuple français, alors que la Républicaine française a pour principe : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (article 2 de la Constitution de la Cinquième République française), bafouement opéré avec enthousiasme par la majorité présidentielle et par le premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande,
- La « discrimination positive » (soutenue par Nicolas Sarkozy, Stéphane Pocrain (EELV), François Bayrou (MODEM), Jean-François Copé (UMP), Bertrand Delanoë (PS), Harlem Désir (PS), Manuel Valls (PS), Nadine Morano (UMP)...), qui contrevient à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Tous les Citoyens [...] sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents » (article IV),
- Le « débat » sur le vote des immigrés aux élections locales et l'instauration du vote des européens aux élections locales du pays où ils résident avec le traité de Maastricht, contre l'article 3 de la Constitution de la Cinquième République française : « Sont électeurs [...] tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques »,
- Le financement occulte de campagnes présidentielles, avec l'affaire Urba (financement de la campagne de François Mitterrand avec l'argent d'un trafic d'influence), avec l'[affaire Bettencourt](#) (suspicion notoire sur le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy),
- La soumission de plus en plus poussée de la France aux traités européens, à l'Allemagne, aux marchés financiers et aux Etats-Unis,
- La guerre d'agression envers des pays sans l'aval du Parlement, dans le cas de la guerre en Libye, et la transgression du droit international dans cette même guerre,
- Le financement d'associations partisans ou communautaristes, au détriment d'associations sportives, du troisième âge, de lutte contre le handicap, de défense de la francophonie : SOS Racisme (organe du PS, 534 000 euros), la Fondation Jean Jaurès du socialiste Pierre Mauroy (1,4 million d'euros),

l'association fantôme Fondation Femmes pour la Méditerranée (1,2 million d'euros), la Fondation pour l'innovation politique de l'UMP (1,2 million d'euros)...

- La mise sur écoute téléphonique de journalistes et d'opposants politiques, dans « [l'affaire des fadettes](#) » ou sous François Mitterrand,
- Le paiement de rétro-commissions dans l'affaire Karachi, et la compromission dans [l'affaire Takieddine](#),
- Le financement, par le biais de la Caisse des dépôts et consignations appartenant à l'Etat français, de la maison de disque Naïve, de Carla Bruni...
- Le vote de lois sécuritaires menaçant les libertés fondamentales (comme la loi du 15 novembre 2001 sur la « sécurité quotidienne ») votées sous Jospin et renforcées sous Sarkozy,
- L'augmentation des impôts et des taxes, mais la liquidation du service public et la diminution du nombre de professeurs, de policiers et de moyens pour la justice,
- L'interdiction de la parution (par les députés [socialistes](#) !) du [rapport Perruchot](#) sur le financement des organisations syndicales et patronales, qui menaçait de révéler, à la suite de la Cour des comptes, de graves dysfonctionnements dans la distribution d'argent aux syndicats (voir [l'Affaire des caisses noires de l'IUMM](#)), et dont la mise sous silence révèle un processus dictatorial de dissimulation de la vérité,
- Le soutien à des gouvernements corrompus et brutaux, dans le cadre de la Françafrique et de ses pratiques racistes et néo-coloniales, et l'amitié affichée avec les dirigeants conspués par leurs peuples : Strauss-Kahn faisant l'éloge de Ben Ali, Alliot-Marie défendant l'envoi de troupes françaises pour réprimer les révoltes en Tunisie, Mubarak membre de l'Internationale socialiste, l'affaire des ventes d'arme à l'Angola (dite « Angola Gate »), impliquant François Mitterrand, Charles Pasqua, Jacques Attali, la banque Paribas...
- L'art des réunions secrètes au club [le Siècle](#), sans que les Français soient informés de la tenue de ces réunions (où se rendent des décideurs économiques, des banquiers, des grands noms du Parti socialiste, du MODEM et de l'UMP, des journalistes célèbres) et de leur teneur, dans le plus parfait mépris de la transparence républicaine et dans un troublant jeu de connivence,
- La corruption, dans la région Nord et dans les Bouches-du-Rhône, avec les pratiques de [Gérard Dalongeville](#) et [Jean-Noël Guérini](#) (du Parti socialiste), au vu et su de Martine Aubry et de François Hollande, semble-t-il guère disposés à sanctionner leurs élus fautifs et à faire la lumière sur leurs actions

illégalles (d'autant plus que les fédérations PS du Nord et des Bouches-du-Rhône sont les deux plus importantes),

- L'utilisation de l'argent public au [bénéfice exclusif de l'industrie pharmaceutique](#), et la création médiatique d'une fausse pandémie pour racketter les populations,
- La dilapidation du patrimoine historique et culturel de la France, bradé à vil prix à des oligarques originaires de Russie, des Etats-Unis, de Chine ou des royaumes pétroliers, comme en témoigne la transformation du Théâtre impérial Napoléon III du Château de Fontainebleau en « [Théâtre Cheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan](#) »,
- Le dévoiement et le verrouillage du système des parrainages pour l'élection présidentielle, assimilant un simple acte administratif de validation du sérieux de la candidature en prétendu soutien et créant de fait un système de « grands électeurs » à l'américaine (tout comme la primaire socialiste qui en est une copie), et le refus de l'établissement de la proportionnelle aux législatives,
- Le mépris des humbles, comme avec Nicolas Sarkozy affirmant : « [Je serai un président comme Louis de Funès dans le Grand restaurant : servile avec les puissants, ignoble avec les faibles. J'adore.](#) »

... ?

... ils se qualifient de partis **républicains** !

GAUCHE DE DROITE (ET DROITE D'ARGENT)

« Le seul milieu qui connaisse quelque chose au monde extérieur, ce n'est pas vraiment les journalistes ; ce n'est pas les hommes politiques, ils ne sont référés qu'à leurs seules traditions ; ce n'est pas le monde salarial et ses syndicats ; ce n'est pas les intellectuels, trop sensibilisés à leur langue et à leur culture ; c'est vous les patrons. Vous n'avez pas de substituts. Vous êtes la seule expertise en connaissance du monde extérieur par rapport à ce qu'il s'y passe ».
(Michel Rocard, à l'université du MEDEF, 09/2010)

« Dans la lutte contre le chômage, on a tout essayé »
(François Mitterand)

« L'État ne peut pas tout »
(Lionel Jospin, 2000, à propos des licenciements
« boursiers » de Michelin)

Aux termes variés qualifiant la tendance politique – national-républicain, syndicaliste-révolutionnaire, communiste, socialiste radical, gaulliste, national-populiste – se sont substitués depuis un demi-siècle les termes de « gauche » et de « droite » (et leurs corollaires « extrême gauche » et « extrême droite », utiles pour discréditer dans la presse les réels mouvements d'opposition). Derrière la simplification du vocabulaire politique, se cache en réalité un problème plus grave : le qualificatif de « gauche » permet en effet une neutralité, ou au mieux une charge idéologique indéfinie qui sait rester vague, et que la réalité ne corrobore pas. Si le Parti socialiste devenait officiellement le Parti des amis de la droite ou le Parti de l'oppression bancaire, le malentendu serait aussitôt dissipé : l'usage du terme de « gauche » permet de dissimuler les glissements successifs de la gauche vers *l'acceptation du modèle ultralibéral et la résignation*. L'élection de François Mitterand consacre, après quelques mois de réelles tentatives socialisantes, le revirement soudain et total de la gauche vers le soutien aux marchés financiers et au grand patronat : *du tournant de l'austérité en 1983 jusqu'à « l'Etat ne peut pas tout » de Lionel Jospin en 2001, en passant par la promesse de François Hollande de « donner du sens à la rigueur » en 2011.*

De la contre-révolution de mai 68 à l'Acte unique

Des révoltes de mai 68, la presse écrite et radiophonique n'a retenu en effet que les aspirations d'une partie de la jeunesse étudiante à la libéralisation des mœurs et au règne du désir, arme de la consommation de masse. La version officielle de Mai 68 peut se résumer par un texte, paru le 20 juin 1981 dans les colonnes de Libération : « Je faisais un cunnilingus à une amie. Sa fille, âgée de cinq ans, paraissait dormir dans son petit lit mitoyen. Quand j'ai eu fini, la petite

s'est placée sur le dos en écartant les cuisses et, très sérieusement, me dit "à mon tour, maintenant". Elle était adorable. Nos rapports se sont poursuivis pendant trois ans. » C'est un homme qui parle. Il s'appelle Benoît. Son interview, titrée «câlins enfantins», est précédée d'une phrase du journaliste: «Quand Benoît parle des enfants, ses yeux sombres de pâtre grec s'embrasent de tendresse.» » Ou bien encore, la pétition, parue elle aussi dans Libération, et qui affirme que « trois ans pour des baisers et des caresses, ça suffit », signée par Aragon, Bernard Kouchner, André Glucksmann, Jack Lang...

Tout le Mai 68 ouvrier, le Mai 68 des ruraux qui refusaient le déracinement de la ville, des travailleurs qui refusaient la mobilité absolue réclamée par le marché et montraient leur attachement à leurs terres de naissance ; tout le mai 68 qui visait à la création de communautés autonomes, régies par de nouvelles règles et de nouveaux modes de consommation, cimentées par le rejet d'un certain modèle de société ; tout ce mai 68 a péri au profit de la *contre-révolution libérale-libertaire* (Michel Cloucard). Le symbole de ce mai 68, c'est la personnalité de Daniel Cohn-Bendit, « Dany le Rouge », dont les déplacements dans toute la France et dans toute l'Allemagne étaient financés et suivis par Paris Match : l'alliance entre le libertaire anti-morale, anti-tradition et anti-frontières et la presse éphémère, pro-consummation, qui ne jure que par les paillettes et la psychologie des stars. *Ou la naissance des révolutionnaires de place boursière.*

Une contre-révolution d'autant plus troublante qu'un an auparavant, Charles de Gaulle exigeait la conversion en or des dollars possédés par la France, et réclamait, dans un discours célèbre, la réforme du système monétaire international : un discours qui provoquera la furie de Washington... "J'apprends qu'on a la certitude de versements faits aux groupuscules révolutionnaires de Paris par l'ambassade de Chine à Berne, par la CIA et par Cuba ; sans compter quelques soupçons motivés du côté d'Israël et de la Bulgarie. Toujours par la Suisse. Tandis que les possédants français font porter des valises de billets en Suisse, conclut mon informateur, d'autres valises en apportent à nos émeutiers. Un exemple de la circulation universelle du flouze". (Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*) Dans cette grande circulation d'argent, il ne devient plus très difficile de comprendre qui ont été les soutiens de Dany dit le Rouge et de ses amis renversant de Gaulle, plus probablement situés à Washington qu'à Cuba.

Le renversement de Charles de Gaulle conduit à l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing : soit le glissement de la droite éprise de tradition et d'honneur, garante de l'intérêt général de la nation, vers une *droite technicienne, froide et financière*, dont la marque la plus funeste est la loi Giscard-Pompidou le 2 janvier 1973 (voir *Financiarisation de l'économie* et *Union européenne*) et le manifeste « Traité pour une Constitution européenne » (soutenu par la gauche et la droite). Le modèle de pensée de la gauche poursuit dans son idéal de libéralisme politique et culturel : attaques contre la famille traditionnelle, contre les frontières, contre la religion, contre l'Etat vécu comme policier et répressif, contre l'expulsion des sans-papiers, contre la nation, qui favoriseront à terme l'émergence du Marché comme seul idéal terrestre. « ... *il apparaît en effet évident que l'accumulation du Capital ne pourrait se poursuivre très longtemps si*

elle devait s'accommoder en permanence de l'austérité religieuse, du culte des valeurs familiales, de l'indifférence à la mode ou de l'idéal patriotique ». (Jean-Claude Michéa, *La double pensée*, p64)

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand permettra de mesurer le degré de compromission de cette gauche sans-papieriste avec les puissances financières. C'est avec le gouvernement socialiste que l'Europe plonge définitivement dans le modèle ultralibéral, symbolisé par l'adoption de l'Acte unique européenne. Sous l'action conjuguée de Jacques Delors et Pierre Bérégovoy, *la France assiste à la dérégulation financière* (libre circulation des capitaux, *fin du Glass Steagall Act français*), à la création de *produits financiers complexes*, ancêtres des CDS de la J.P. Morgan et de Goldman Sachs, à *la politique de rigueur et du franc fort calqué sur le deutschmark*, à *la désindustrialisation* au profit d'une société de services « moderne », et, trahison finale des classes populaires, à *la fin de l'échelle mobile des salaires*, qui indexait les rémunérations salariales sur l'inflation au profit des travailleurs. Une oeuvre de sappe sociale prémachée par le Parti socialiste, et dont les gouvernements successifs de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy n'ont eu qu'à apporter quelques parachèvements : peaufiner les cadeaux fiscaux aux plus riches par là, rendre la Banque de France indépendante par ci. La droite financière n'est jamais revenue sur la haine des nations de la gauche bobo, dont le passage de la théorie à la pratique avait conduit à ce qui restera comme l'un des plus grands drames sociaux du pays. Mieux, elle récompensera ses artisans : à qui fait donc appel Jacques Chirac pour la présidence de l'ultralibérale Organisation Mondiale du Commerce ? « Lamy » de Jacques Delors, Pascal Lamy du Parti Socialiste.

Terra Nova, OMC, FMI, Mouvement des Jeunesses Socialistes...

Cette haine de la nation, qui serait selon la gauche devenue obsolète et rétrograde, atteint son apogée lors que le « socialiste » Michel Rocard, à *l'université d'été du MEDEF*, déclare avec un sérieux dogmatique : « les souverainetés nationales ont dépassé leur stade d'efficacité, elles entrent dans la période de la nuisance ». Il a donc fallu près de 30 ans pour que la gauche abandonne l'alibi humanitaire pour affirmer, frontalement, que la règle de la gouvernance économique et des multinationales était venue : patience est mère de vertu !

Une séquence que l'on peut résumer ainsi : la coexistence, au sein du PS, d'un « *discours économiquement correct* (qui a plutôt les faveurs de la bourgeoisie de droite) et [d'un] *discours politiquement correct* (qui a plutôt les faveurs de la bourgeoisie de gauche). » (Jean-Claude Michéa, *La double pensée*, p12). Défense de la « liberté » pour le logiciel de gauche qui devient : l'abolition des frontières, ouverture des flux migratoires, défense des sans-papiers (assimilés à des Ulysse modernes), le relativisme moral et l'interdiction de toute « idéologie » du bien associée à l'échec du communisme. Et qui permet sa récupération économique par la droite financière : concurrence déloyale favorisant les multinationales, dumping social par l'emploi de sans-papiers et d'immigrés dans des métiers sous-qualifiés,

circulation de capitaux sans contrôle qui autorise toutes les spéculations, la prédation générale et l'immoralité financière. Pour en finir avec les résumés et les symboles, voici la préoccupation principale du Mouvement des Jeunesses Socialistes, en pleine crise économique, politique et financière : le changement de paradigme économique et de modèle de société, le retour de l'humain dans une mondialisation qui ne connaît ni frein ni frontière ni régulation ? Drôle d'idée... Non, leur préoccupation phare : « le droit de vote des homosexuels et la lutte contre la discrimination ». Nous voilà rassurés.

Cette gauche de droite trouve sa définition la plus précise et la plus honnête dans les écrits même de Terra Nova, laboratoire d'idées du Parti socialiste : l'acceptation du modèle ultralibéral, sa promotion active et la défense unique des « communautés » ou « minorités », sans que l'on comprenne vraiment ce qu'est une communauté dans la République française universaliste, qui est censée représenter tous les Français « sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Dans le rapport de Terra Nova « Quelle majorité pour la gauche ? », on peut lire avec curiosité et gourmandise : « Il n'est pas possible aujourd'hui pour la gauche de chercher à restaurer sa coalition historique de classe : la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche, elle n'est plus en phase avec l'ensemble de ses valeurs, elle ne peut plus être comme elle l'a été le moteur entraînant la constitution de la majorité électorale de la gauche. *La volonté pour la gauche de mettre en œuvre une stratégie de classe autour de la classe ouvrière, et plus globalement des classes populaires, nécessiterait de renoncer à ses valeurs culturelles, c'est-à-dire de rompre avec la social-démocratie.* »

« Historiquement, la gauche politique porte les valeurs de la classe ouvrière, tant en termes de valeurs socioéconomiques que culturelles. Elle est la porte-parole de ses revendications sociales et de sa vision de l'économie : pouvoir d'achat, salaire minimum, congés payés, sécurité sociale, nationalisation des grandes entreprises, encadrement des prix... Et l'une comme l'autre restent relativement conservatrices sur le plan des mœurs, qui demeurent des sujets de second plan par rapport aux priorités socioéconomiques.

A partir de la fin des années 1970, la rupture va se faire sur le facteur culturel. Mai 68 a entraîné la gauche politique vers le libéralisme culturel : liberté sexuelle, contraception et avortement, *remise en cause de la famille traditionnelle...* Ce mouvement sur les questions de société se renforce avec le temps pour s'incarner aujourd'hui dans la tolérance, l'ouverture aux différences, *une attitude favorable aux immigrés, à l'islam, à l'homosexualité*, la solidarité avec les plus démunis. En parallèle, les ouvriers font le chemin inverse. Le déclin de la classe ouvrière – montée du chômage, précarisation, perte de l'identité collective et de la fierté de classe, difficultés de vie dans certains quartiers – donne lieu à des réactions de repli : contre les immigrés, contre les assistés, contre la perte de valeurs morales et les désordres de la société contemporaine. » Des propos étranges, tant sur l'abandon de la classe ouvrière vue comme « se repliant sur elle-même » et dont le déclin n'émeut pas Terra Nova, que sur le rapprochement entre l'islam et l'homosexualité, clairement oxymoriques.

Un rapport qui poursuit par la reconnaissance du Front national comme seul parti en phase avec les classes populaires : « le FN de Marine Le Pen a opéré un retournement sur les questions socioéconomiques, basculant d'une posture poudjadiste néolibérale [...] à un programme de protection économique et sociale équivalent à celui du Front de gauche (Note : bien plus sociale que celui du Front de gauche, dont le grand écart idéologique témoigne de l'impossibilité pour la gauche de renouer avec sa pensée originelle : à la fois pour l'abolition des frontières, l'Europe de Bruxelles et la défense des sans-papiers, et pour la régulation financière et la souveraineté politique...). *Pour la première fois depuis plus de trente ans, un parti entre à nouveau en résonance avec toutes les valeurs des classes populaires : protectionnisme culturel, protectionnisme économique et social. Le FN se pose en parti des classes populaires, et il sera difficile à contrer.* »

Terra Nova reconnaît à demi-mots que la gauche s'est alignée sur la droite libérale socialement et économiquement, et ne s'oppose plus à celle-ci que sur des sujets mineurs, sociétaux : le rapport reconnaît que la gauche hait la famille, et ne s'intéresse plus qu'aux immigrés, à l'homosexualité, à l'islam (sans qu'on comprenne bien pourquoi *la gauche française dite « républicaine et laïque » devrait soutenir une religion ou une sexualité ?*) et, au lieu d'accompagner socialement les ouvriers en voie de précarisation, préfère les délaisser – ils ne sont plus électoralement assez nombreux. *Voici le cynisme parfait d'une gauche de droite.*

Le rapport de Terra Nova possède au moins le mérite de rompre avec la duplicité idéologique du Parti socialiste, qui il y a peu se disait social en France, mais *ultralibéral à l'international* (Pascal Lamy à l'OMC, Dominique Strauss-Kahn au FMI, Jean-Claude Trichet à la BCE). Il fait explicitement la distinction entre le « peuple » et les « minorités » : l'un serait naturellement attiré par le totalitarisme (dans la droite lignée de la pensée d'Hannah Arendt et de sa déclinaison abâtardie, *L'idéologie française* de Bernard-Henri Lévy), l'autre favorable au déracinement et enclin au relativisme culturel. *Le PS admet avoir substitué au combat social l'ethnicisation, le découpage de la société par sexe et l'adoration du jeunisme.*

Conclusion

Jacques Julliard (Marianne) écrit avec lucidité et courage à propos du « Siècle, le club de cette superclasse dirigeante [...] : dans ce milieu fermé où les socialistes ont leur place à côté des gros bataillons de la droite française, fermente *l'idéologie de la classe dominante : modernisme économique, bien-pensance sociale et culturelle, conformisme économique, respect absolu de la puissance de l'argent.* » La phrase résume la résignation du Parti socialiste et son alliance tardivement assumée avec l'Union pour un mouvement populaire du président Nicolas Sarkozy : la fusion de l'UMP et du PS se réalise, un UMPS dont le slogan fondateur pourrait être « gauche des valeurs, droite du travail ».

Les échanges idéologiques sont particulièrement révélateurs, dont par exemple :

- Une libéralisation morale et culturelle dont le président Sarkozy est le nom : mise au premier plan de ses déboirs familiaux et matrimoniaux (dont Libération fit ses premières pages, en pleine grève générale en France), mépris de la culture classique (ses sorties sur La Princesse de Clèves), union avec le mannequin libertaire Carla Bruni...
- L'adoption du logiciel culturel de la gauche par la présidente du MEDEF Laurence Parisot : défense de l'immigration dans les mêmes termes que le NPA, condamnation d'un « fascisme » fantasmé dans le livre *Un piège bleu marine*, qui n'aborde jamais aucune question économique et politique.
- Soutien déterminé d'Europe-Ecologie-Les Verts à l'Union européenne et à sa mainmise élargie, alors même que l'Union européenne autorise la [commercialisation des OGM](#) et favorise des multinationales peu connues pour leur engagement écologique... Une schizophrénie toute relative, alors que l'on sait la [tendance locale des Verts à vouloir imposer les OGM](#) (!). Ou encore [l'étouffement d'un rapport sur le financement des syndicats par le Parti socialiste](#).

Au sein de ces « aristocraties électives » (Rousseau), protégées par les *verrous de l'alternance unique*, on assiste à *une vraie fossilisation* : l'incapacité pour les partis de gouvernement de changer de mode de pensée, tout englués dans un horizon indépassable (fidèles en cela à la pensée de Fukuyama). L'exemple le plus frappant reste celui des syndicats du monde entier, incapables d'aucun ralliement aux Indignés qui défilèrent en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis ou au Japon, leur coupable mutisme dans une crise dont ils sont, eux aussi, co-responsables. Un silence qui précède les appels à voter PS par ceux qui prétendent lutter contre le libéralisme, au premier rang desquels Jean-Luc Mélenchon et le NPA. Les politiques ne sont plus que *les portes-nom du pouvoir bancaire*.

Bibliographie

- BAUDRILLARD, Jean, *La société de consommation*, Gallimard, 1996
- CLOUSCARD, Michel, *Néo-fascisme et idéologie du désir*, Le Castor Astral, 1999
- DEBORD, Guy, *La société du spectacle*, Gallimard, 1996
- JAURÈS, Jean, *Discours et conférence*, Flammarion, 2011
- LACOUTURE, Jean, *Léon Blum*, Seuil, 1979
- LASCH, Christopher, *Culture de masse ou culture populaire ?*, Flammarion, 2011
- **LASCH, Christopher, *La révolte des élites : Et la trahison de la démocratie*, Flammarion, 2010**
- MAKHAÏSKI, Jan Waclav, *Le socialisme des intellectuels*, Seuil, 1979
- **MICHÉA, Jean-Claude, *La double pensée : Retour sur la question libérale*, Flammarion, 2008**
- MICHÉA, Jean-Claude, *L'empire du moindre mal*, Flammarion, 2007
- MICHÉA, Jean-Claude, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Flammarion, 2006
- ORWELL, George, *1984*, Gallimard, 1972
- **SORAL, Alain, *Abécédaire de la bêtise ambiante*, Blanche,**
- SORAL, Alain, *Comprendre l'Empire*, Blanche, 2011
- TODD, Emmanuel, *L'illusion économique*, Gallimard, 1999

LA DÉMONDIALISATION ET LE RETOUR DES NATIONS ?

« En réalité, le seul moyen de faire face aux effets pervers d'une politique de libre-échange mondialiste qui ne cessent de se multiplier, c'est de repenser complètement les fondements du commerce international et du cadre institutionnel dans lequel il prend place »
(Maurice Allais, Prix Nobel d'économie)

La démondialisation est devenue en quelques mois une formule populaire, souvent méprisée, souvent incomprise. La propagation du mythe de la « mondialisation heureuse », défendue notamment par Alain Minc, s'est appuyée sur le consentement médiatique et politique, et sur une trahison des économistes qui ont martelé un message séduisant, mais mensonger. La crise économique a agi comme un révélateur des dangers que charrie la mondialisation et des problèmes structurels qui sont les siens, mais d'autres pays (l'Asie du Sud-Est, la Russie, l'Argentine) ont connu avant la France les effets dévastateurs de ce processus, et lui ont apporté des réponses intelligentes, adaptées à leurs économies respectives, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique.

Présentée à tort comme un « repli sur soi », comme l'installation de « miradors aux frontières » ou comme la résurgence possible de « tensions guerrières », la démondialisation est en réalité un concept complexe, qui mêle à la fois la *réorganisation économique des nations du monde*, et la reprise en main de *la souveraineté politique par les peuples qui composent ces nations*. C'est la prise de conscience que la mondialisation est un mot pudique qui désigne une réalité brutale et inégalitaire, et qui désigne la captation des pouvoirs publics par la finance mondialisée : c'est la résignation, la dérégulation, l'abandon d'une vision humaine, au profit de la « gouvernance par la délinquance » (Jean de Maillard, *L'arnaque : la finance au dessus des lois et des règles*).

La mondialisation n'a jamais été ce phénomène abstrait, qui s'auto-alimente et se joue des nations : elle est le fruit de choix volontaires de dirigeants politiques n'ayant plus la force ou le courage d'assumer leur rôle. « L'hypothèse d'une globalisation », principe abstrait agissant « de l'extérieur » sur toutes les nations, n'a pas de substance. *Elle n'est qu'un mythe, une mise en scène du sentiment d'impuissance des élites politiques et culturelles* ». (Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, p362). Cette mise en scène cède aujourd'hui le pas à un autre théâtre : celui d'une Union européenne capable de protéger les travailleurs, alors même qu'elle a organisé sa désagrégation sociale (voir *Union européenne et Euro et politique sociale européenne*). Que peuvent attendre les peuples d'une Europe qui les nie ? La seule alternative crédible, valable historiquement, politiquement et économiquement, **c'est le retour de la Nation**.

À la phrase de Jospin, « l'Etat ne peut pas tout », nous répondons par la phrase de Rousseau : "Rien n'est plus dangereux que *l'influence des intérêts*"

privés dans les affaires publiques." (*Le contrat social*, III, 4) ; à la phrase de Rocard, « les souverainetés nationales sont devenues une nuisance », nous répondons par la phrase d'Emmanuel Todd : « Aujourd'hui, on se sent bon lorsque l'on rejette le nationalisme et ses conséquences barbares ; *mais nier la nation c'est aussi, en pratique, rejeter la démocratie* » (*L'illusion économique*, p168).

Le retour des souverainetés nationales

« La notion de souveraineté sera au coeur du XXIème siècle que l'on voit désormais se dessiner ».
(Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*)

« L'essentiel, pour jouer un rôle international, c'est d'exister par soi-même, chez soi. Il n'y a pas de réalité internationale qui ne soit d'abord une réalité nationale ».
(Charles de Gaulle, le 13/12/1959)

L'Union européenne s'ingénie à saper la souveraineté nationale, absorbant dans ses (in)compétences les domaines vitaux de chaque pays qui en fait partie (voir *Union européenne*). Elle favorise l'indéfinition des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, qui s'interpénètrent et s'influencent mutuellement ; elle favorise à ce titre le conflit d'intérêt permanent. À l'époque de la lutte idéologique entre le libéralisme américain et le communisme russe, forcée au compromis social, l'Union européenne conciliait une économie mixte, dont le libéralisme devait être porteur de bien-être matériel, par peur de la subversion soviétique. La disparition du géant russe a conduit à la phase de durcissement libéral de l'Europe. Perdue entre son orientation américaine et l'impossibilité de suivre une autre voie, l'Union européenne est devenue caduque :

- « Le taux d'abstention, massif à l'échelle continentale, évoque l'inexistence d'une conscience collective européenne. L'indifférence des peuples explique, autant que les perspectives sombres de l'économie, la faiblesse de l'euro. *Pas de monnaie sans État, pas d'État sans nation, pas de nation sans conscience collective* ». (Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, pXII)
- « La stabilisation démocratique, l'apaisement n'implique nullement en Europe une convergence intégrale sur un modèle socio-politique unique. » (Emmanuel Todd, *Après l'empire*, p84)
- « Il faut donc admettre que l'Europe, à vingt-cinq ou à vingt-sept, *est un monstre institutionnel et un espace traversé de tels antagonismes* que les compromis n'y sont plus possibles ». (Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*, p233)

Le dernier point est, en quelque sorte, la concrétisation des deux premiers :

de l'impossible conscience collective européenne au niveau des peuples, de l'inutilité d'un espace socio-politique unique, dérivent directement les antagonismes de nations forgées par les siècles, et dont les traditions entrent en conflit violent ou larvé avec la Commission européenne. *Les « vieilles » nations refusent de mourir, irréductiblement différentes et vivantes, et avec elles les aspirations démocratiques et sociales de chacun des peuples d'Europe.* L'Union européenne a oublié que la pensée grecque n'était pas seulement la méfiance de Platon et d'Aristote à l'égard du peuple et de la démocratie, mais précisément l'invention de la démocratie à Athènes et la délimitation de celle-ci dans un espace clos, où la citoyenneté est indissociable de la nationalité. Elle n'a retenu dans l'héritage des Lumières que le thème obstiné du « despotisme éclairé », mais non les réflexions de Montesquieu et de Rousseau. La crise économique est aussi une crise du sens, pour reprendre le mot de Michel Drac : *l'Union européenne a perdu son sens parce qu'elle n'a plus comme finalité que l'extension infinie d'elle-même*, à travers notamment [l'extension de la citoyenneté quasiment sans restriction](#) (§19) ou [la création du marché et d'une assemblée transatlantiques](#).

La démondialisation, c'est aussi le retour aux valeurs proprement républicaines d'indépendance nationale et de souveraineté populaire, gravées dans les textes de la Constitution et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Au nom de quel mécanisme en effet l'Union européenne s'arrogerait le droit de substituer ses commissaires non-élus aux représentants de la nation ? Retrouver sa souveraineté nationale, c'est pouvoir organiser selon les intérêts du pays sa politique étrangère, renouer un dialogue plus étroit avec les pays de l'espace économique francophone et renouveler ses alliances géopolitiques ; retrouver sa liberté de pays non-aligné, capable d'émettre un jugement propre sur les conflits mondiaux ; retrouver la maîtrise des flux migratoires ; c'est la reprise en main de l'appareil d'Etat et le retour du contenu dans chaque élection. L'Union européenne et son modèle unique, dominés par la Commission européenne et le Conseil des ministres, raidissent toute réflexion politique dans les pays européens : la pratique du référendum, bafouée par l'Union européenne, pourrait retrouver une parfaite légitimité. Les réflexions pourraient s'épanouir sur les formes locales de la démocratie directe, sur les limites du gouvernement représentatif, sur une démocratie nationale capable de penser le mandat unique et de limiter le cumul des mandats. *L'horizon s'éclaire et se densifie de notions nouvelles.*

Profondément, la mondialisation ne croit pas en l'homme. *Elle condamne à la petitesse la législation humaine. Elle organise la partition des sociétés, distille une fatalité qui paralyse la vie des communautés, écrase les croyances collectives et les uniformise.* « ... la mort des croyances collectives isolait [les Français] et rompait les liens existants entre les divers niveaux de la structure sociale. La mort du catholicisme, c'était aussi la fin du lien entre bourgeois et paysans catholiques, et l'apparition, en masse, d'ex-chrétiens effrayés par l'ampleur du vide métaphysique. La mort du communisme, c'était aussi la fin de la solidarité entre ouvriers et enseignants, et l'apparition d'innombrables individus ramenés à leur minuscule échelle humaine » (*L'illusion économique*, p322). Le corps social s'est atomisé, englué dans un individualisme qui isole et qui réduit, et le citoyen est

devenu consommateur solitaire : une séquence parfaitement résumée par Margaret Thatcher, « la société n'existe pas, il n'y a que des individus ».

Par sa haine des nations, la mondialisation a défait la société. « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. *L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçus indivis.* » (Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*). Distillé dans le logiciel des élites, cet « antinationalisme » a permis la toute-puissance du capital mondialisé (Pierre-André Taguieff, *Les fins de l'antiracisme*, p202). Par cette négation, nos dirigeants ont à la fois trahi la démocratie et le peuple, et permis la déification de l'argent et la victoire du relativisme culturel. Ils ont oublié que « sur le plan politique, [l'alphabétisation de masse] donne naissance à une communauté vaste et vraisemblable d'hommes qui parlent, lisent ou écrivent la même langue, et qui peuvent donc débattre, argumenter, décider, voter. Si cette communauté homogène regarde sa structure interne, elle se pense comme démocratie. Si elle se regarde vers l'extérieur, elle se pense comme nation. [...] Démocratie et nation ne sont donc que les deux visages, intérieur et extérieur, d'une société homogénéisée par l'alphabétisation de masse » (*L'illusion économique*, p167).

« Le rejet de la nation s'exprime ici « vers le haut », par un désir de la dissoudre dans des entités d'ordre supérieur, l'Europe ou le monde ; mais il peut aussi se tourner « vers le bas », exigeant alors la fragmentation du corps social par la décentralisation géographique ou par l'enfermement des immigrés dans leurs cultures d'origine au nom du droit à la différence. Tous ces phénomènes, que rien ne relie en apparence – européisme, mondialisme, décentralisation, multiculturalisme – en ont en réalité un trait commun : *le refus de la croyance collective nationale* » (*L'illusion économique*, p25). Seul le retour d'une conscience collective centrée sur la nation pourra maîtriser la mondialisation, par le retour du politique : il imposera de rompre avec la neutralité axiologique de l'Etat, qui laisse le Droit réagir la société et le Marché régir l'économie. Par la cristallisation séculaire de la nation, la France peut renouer avec un socle commun et fort. *Par le retour à la croyance collective nationale, elle peut envisager sereinement l'universel.*

La souveraineté économique : maîtrise et régulation

« Il faut admettre enfin que l'idée d'un monde pacifiquement organisé par un libre-échange simplement régulé par un droit commercial emprunté au monde anglo-saxon est un mythe. L'heure est à la gestion de nos souverainetés économiques, à la mise en place de politiques industrielles garantissant la défense de nos intérêts vitaux ».

(Jacques Sapir, *Le nouveau XXIème siècle*)

« Toujours le navire de guerre a précédé le navire marchand »
(Jacques Sapir, *La démondialisation*, p10)

« ... la mondialisation et la monnaie unique lancent les unes contre les autres les économies nationales, tout en prétendant les faire disparaître. »
(Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, p85)

La dimension économique de la mondialisation est certainement la plus connue : c'est la mise en concurrence des populations actives de tous les pays du monde, par la doctrine du libre-échange. C'est une dimension d'autant plus connue qu'elle est désormais ressentie en Europe comme une brutalité nouvelle : l'Union européenne est le seul espace au monde à avoir patiemment aboli toutes les protections douanières, permettant la concurrence déloyale et la fin du compromis social. « La mondialisation est une réalité parce qu'il existe bien une logique économique planétaire, associant la liberté de circulation des marchandises, du capital et des hommes, une baisse des revenus du travail non qualifié puis qualifié, une montée des inégalités, une chute du taux de croissance et, ultimement, une tendance à la stagnation. Le théorème dit de Heckscher-Ohlin, *qui associe à l'ouverture internationale une inégalisation interne des économies*, est, à vrai dire, l'un des rares véritables acquis de la science économiques. » (*L'illusion économique*, p16). La mondialisation, c'est concrètement l'écrasement des salaires, leur stagnation ou leur alignement progressif sur les plus basses rémunérations. Elle favorise la captation des ressources par les plus riches (au niveau individuel comme étatique et commercial) et favorise à terme l'émergence de [sociétés inégalitaires](#). Du point de vue du marché, la circulation d'argent n'a jamais été aussi [volumineuse](#), mais quel bénéfice pour les peuples ?

Le libre-échange mondialisé se caractérise par la dérégulation financière et la libre circulation des capitaux. Ainsi, l'article 63 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne *interdit explicitement toute tentative de contrôle* :
« 1. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites. 2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdits. »

L'article 63 permet la fuite de capitaux vers les paradis fiscaux et la dissémination de créances douteuses, à l'origine de la crise actuelle : c'est l'onde de choc des subprimes américains qui s'est répercutée sur toute l'Europe, et l'a rendue vulnérable. Cet espace dérégulé à l'échelle mondiale permet l'internationalisation de la dette américaine par le « système dollar » : [l'exportation de la dette et des risques américains est un des traits fondamentaux de la mondialisation](#). De premier producteur et exportateur du monde, les États-Unis sont devenus largement déficitaires dans leur balance commerciale : la déindustrialisation, le mythe d'une société de services et de recherches exclusives dans les hautes technologies, l'installation des usines de production en Chine ont *transformé les États-Unis en prédateur mondial des ressources et du travail produits*. Aujourd'hui, l'Union européenne, le Japon et la Chine, principalement, financent le déficit américain par l'achat massif de créances et supportent l'impossibilité pour l'Etat américain de prélever l'impôt sur ses populations. Pour

conserver un niveau de vie supérieur à ses capacités, les Etats-Unis ont tout intérêt à maintenir le libre-échange actuel et le système monétaire international du dollar comme seule monnaie de réserve. Parallèlement, *jamais les sociétés européennes n'ont autant prélevé l'impôt sur leurs propres peuples*, faisant supporter les coûts de la mondialisation (paupérisation, surélévation du niveau de vie américain, chômage) par la classe moyenne européenne. C'est comme si, au sein d'une société devenue mondiale, toute une région devenait dépendante des efforts de toutes les autres.

La crise de la mondialisation révèle une crise de la centralisation : c'est le rêve d'économies interconnectées dans un « village global » qui vole en éclat. En 1997 déjà, « [la panique boursière d'octobre 1997, qui associe l'Asie, l'Amérique et l'Europe] illustre, sur le mode négatif, l'interdépendance financière des continents » (*L'illusion économique*). Les Etats-Unis et l'Europe ont refusé de remettre en cause le paradigme économique après le krach boursier de 1997, contrairement à l'Indonésie, la Malaisie ou la Russie. La Russie s'est notamment distinguée par les rejets de l'orthodoxie libérale prônée par le FMI : « *En réaffirmant le rôle de l'État face aux empiétements des oligarques, mais aussi du FMI*, Primakov a créé le contexte qui a permis le sursaut économique et, grâce à ce dernier, le renouveau social ». (*Le nouveau XXIème siècle*). Il est par ailleurs significatif que l'Union européenne, en 2011, refuse toujours obstinément une autre vision du système : « Pour sauver le pouvoir central, la Commission de l'UE et les puissances de l'UE que sont la France et l'Allemagne ont prôné une centralisation accrue. Les Etats membres sont censés abdiquer leurs politiques économique et financière nationales. Est-il judicieux de vouloir résoudre une crise provoquée par la manie centralisatrice en préconisant une centralisation plus forte encore ? *L'euro en tant que symbole de l'uniformisation de l'Europe a échoué.* » (Jacques Sapir). Cette volonté supranationale oublie que la sécurité sociale, le consentement à l'impôt et le vote des budgets sont chacun des spécificités nationales, et qui n'ont de sens que dans un cadre national (« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » (Article XIV de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789)).

Cet abandon de la République n'est pas nouveau. Déjà Jospin acceptait le pacte de Dublin fin 1996, qui mettait la République sous la tutelle d'une autorité supérieure en cas de déficit budgétaire. La dilution de l'idéologie néolibérale américaine dans le logiciel des élites mondiales a conduit à accepter l'extension du principe de marchandise à la santé et à l'éducation (voir *L'AGCS : Quand les Etats abdiquent face aux multinationales*) : selon le mot d'Hugo Chavez, le président de la République bolivarienne du Vénézuéla, *la res publica, la République, est devenue la res privata, la « Réprivée »*. Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, fortement liés au Trésor américain, ont favorisé par leur intervention de certains pays (Ghana, Grèce, Argentine, Mexique, Thaïlande, Russie...) *la vente de pans entiers de l'économie au profit d'acteurs privés*, dans des conditions souvent douteuses, voire franchement illégales (notamment en Russie). Le Cycle de Doha, que l'OMC et l'Union européenne souhaitent relancer après son échec, serait une

catastrophe absolue pour l'agriculture, notamment des pays en voie de développement, mais pas uniquement : aujourd'hui la mondialisation, au niveau agricole, *consacre la suprématie de grands groupes opaques*, notamment le géant de l'OGM Monsanto.

Face à ces constats, nous assistons à la naissance d'alternatives : par exemple, le « protectionnisme communautaire », déjà défendu au début des années 2000 par Maurice Allais. L'idée du protectionnisme européen est valable si l'on admet que l'Union européenne est une organisation démocratique, respectueuse des nations et dont les préoccupations premières sont la défense et la protection des travailleurs ; nous avons vu que la construction européenne, parasitée par les lobbys industriels et bancaires, fondée par une idéologie libre-échangiste néfaste, charpentée par le mépris de la démocratie au nom de la gouvernance, n'envisageait pas un protectionnisme contraire à son esprit, ne constituait pas un espace optimal de collaboration économique de part ses disparités, et ne remplissait pas les conditions politiques favorables au progrès. Mais ces premiers débats sur le protectionnisme ne peuvent être que bénéfiques. Il faut accepter la « *montée imminente des barrières protectionnistes* qui devront être pensées en fonction de critères sociaux et écologiques, accompagnées par le retour à de véritables politiques industrielles et à la maîtrise des espaces financiers » (Jacques Sapir) et il faut accepter que le protectionnisme européen est une première avancée dans les discussions.

Si l'Union européenne ne constitue pas un espace politique et économique adéquat, c'est par conséquent au niveau national que le protectionnisme doit être envisagé, par le rétablissement de frontières maîtrisées, protectrices et fonctionnelles, l'instauration d'écluses douanières modulables pour se protéger de la concurrence des pays à très bas coûts ou pour protéger nos secteurs en difficulté, et pour financer des initiatives sociales au profit des salariés. La régulation financière passera, dans les législations nationales, par *le retour au Glass Steagall Act* : le retour à la séparation des activités bancaires en banque de dépôts et en banque d'affaires, suspendue par Jacques Delors en 1986, permettra de protéger l'épargne des citoyens. L'interdiction de circulation pour les capitaux à court et très court terme permettra l'arrêt de la spéculation et favorisera les dépenses d'investissement, en attendant de réfléchir à un véritable organisme financier. « Il faut admettre que la libéralisation financière globale est *une source globale d'insécurité en ce qu'elle organise l'instabilité financière de manière chronique, mais aussi ouvre des espaces au déploiement de la criminalité internationale*. Une réglementation contrôlant les mouvements de capitaux à court et très court terme s'impose, non seulement pour des raisons d'efficacité économique, mais aussi de sécurité nationale. » (*Le nouveau XXIème siècle*, p235) Au niveau boursier, des notions telles que *l'actionnariat salarié*, défendu par Charles de Gaulle, pourraient permettre de lier la conduite des entreprises à l'intérêt direct de ses salariés. Enfin, *le retour des prérogatives de la Banque de France cassera la kleptocratie des marchés financiers*, et permettra de renouer avec des politiques d'investissement et une vraie vision d'avenir.

Il faut en finir avec une tyrannie qui prend le masque de la rationalité

économique. Le débat sur la mondialisation s'est ouvert et permettra de relancer la réflexion sur le système monétaire international : devra-t-on mettre en place de nouvelles institutions mondiales de régulation et d'aide, en prenant acte de la caducité de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ? Assisterons-nous à la naissance de Banques régionales, comme peut l'évoquer Jacques Sapir dans *Le nouveau XXIème siècle* ou *La démondialisation* ? La démondialisation permettra le retour à la lecture des textes d'économie politique, des théories monétaires : *c'est un défi lancé aux intelligences du monde*, qui devront penser un nouveau paradigme économique, conforme aux préoccupations sociales des peuples et adapté au problème écologique. La Charte de la Havane, défendue par Marine Le Pen ou Jacques Sapir, est un point de départ lumineux. Les réflexions sur l'étalon or, menées notamment par le professeur Antal Fekete, nourrissent la pensée. Enfin, la démondialisation est l'amorce d'un *retour du politique, d'une vision stratégique de l'Etat* : l'Etat doit redevenir l'instrument politique capable d'orienter les questions économiques et sociales et de peser dans les décisions. Il est anormal que les services payés par les impôts nationaux (La Poste, les transports, l'électricité) ou le financement de projets à long terme deviennent le monopole d'acteurs privés.

Contrairement à ce que disent ceux qui ne l'aiment pas, la France n'est pas trop petite pour envisager l'avenir. Dire cela, c'est trahir son penchant misanthrope : la loi peut protéger n'importe quelle communauté humaine, quelque soit sa dimension. Des pays comme Singapour et Taiwan, minuscules Etats, ne sont pas écrasés par leur proximité avec la Chine. L'Argentine s'est relancée économiquement par l'édiction de mesures protectionnistes courageuses. La Suède et le Danemark, eux aussi petits pays, n'ont pas été ravagés par la crise. *Rompre avec l'isolement dogmatique de l'Union européenne, ce n'est de toute façon pas se retrouver seul au monde* : la France pourra nouer de nouvelles alliances, favoriser des alliances réduite au fonction d'intérêts ciblés, rompre avec la rigidité diplomatique de l'atlantisme. La fin du libre-échange et la baisse du commerce international n'ont jamais signifié l'autarcie et l'autisme. Le protectionnisme n'est que « l'une des expressions économiques possibles de l'idée de nation » (*L'illusion économique*, p 31). Il n'a jamais signifié la surdité au monde.

Filmographie

- *We feed the World*, réalisé par Erwin Wagenhofer, 2005, sur la question alimentaire et les déséquilibres induits par la mondialisation dans le domaine agricole.

Bibliographie

Approche politique :

- ALAIN, *Propos sur les pouvoirs*, Gallimard, 1985
- CORNUT, Bernard, *Ben Laden ou Kyoto ? Orienter l'Occident plutôt qu'occire l'Orient*, L'Harmattan, 2003
- **MANIN, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 2008**
- NICOLET, Claude, *L'idée républicaine en France*, Gallimard, 1994
- **ROUSSEAU, *Le contrat social*, Flammarion, 2001**
- RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation*, Mille et une nuits, 1997
- **SAPIR, Jacques, *Le nouveau XXIème siècle*, Seuil, 2008**
- TARDIEU, André, *La révolution à refaire : La profession parlementaire*, Flammarion, 1937
- TODD, Emmanuel, *Après l'empire*, Gallimard, 2002

Approche économique :

- **FEKETE, Antal, *Le retour au standard or*, Le Jardin des Livres, 2011**
- GAUCHON, Pascal (sous la direction de), *Le retour du protectionnisme*, PUF, 2009
- SAPIR, Jacques, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Seuil, 2012
- **SAPIR, Jacques, *La démondialisation*, Seuil, 2011**
- STIGLITZ, Joseph E., *Un autre monde : Contre le fanatisme de marché*, Le Livre de Poche, 2008
- **TODD, Emmanuel, *L'illusion économique*, Gallimard, 1999**
- TUTIN, Christian, *Une histoire des théories monétaires par les textes*, Flammarion, 2009

ANNEXE

Discours de Marine Le Pen à Washington DC au National Press Club de Washington

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre présence à cette conférence de presse exceptionnelle au cœur de la capitale des États-Unis d'Amérique, consacrée à la question de la crise mondiale, à la veille d'un nouveau sommet du G20, un énième sommet du G20, qui se tiendra en France, pour clore la présidence française. Je souhaite aujourd'hui prendre un peu de hauteur en vous parlant du système économique mondial, qui me paraît totalement dérégulé. Devenu fou, il produit dans les régions du monde les plus affaiblies, on pense bien sûr en premier à la zone euro plombée par une monnaie imbécile, ses pires effets. *Il produit misère, chômage, désindustrialisation, explosion des inégalités, et partout, désespoir. Au désespoir succède parfois la colère, qui est salutaire si elle permet de changer les choses, mais qui peut tout aussi bien produire le chaos et le désordre si elle ne trouve aucune force pour l'orienter vers une alternative crédible.*

Il n'est donc plus temps de parler, et sans cesse parler, de faire de la communication. Le G20 pour l'heure n'a servi à rien, je le regrette profondément. Il n'a servi qu'à tromper les peuples, mais rien de concret n'en est sorti. À une époque cruciale pour l'avenir des nations, se réuniront donc demain une nouvelle fois à Cannes les dirigeants du G20 pour convenir de la stratégie à tenir dans cette désagrégation de l'économie réelle qui échappe à tout contrôle. Cette désagrégation qui frappe de plein fouet nos économies, et en particulier celles de la zone euro, que rien ne protège : *ni frontières, ni monnaie digne de ce nom, ni vision stratégique d'État.*

Au vu de l'efficacité des précédents sommets du G20 depuis 2008, sommets qui font mine de fustiger la spéculation financière et les rémunérations des banquiers tout en poursuivant *leur plan ruineux de renflouement des banques insolubles au détriment des peuples de plus en plus surtaxés et désespérés*, il y a beaucoup de raisons de craindre un nouvel échec, si les mêmes méthodes et les mêmes moyens sont utilisés face à cette crise monumentale.

Aucun des sujets abordés, et seulement abordés lors des derniers G20, n'a progressé d'un iota. On a beaucoup parlé, on se réunit, on palabre, et l'année qui s'achève aura été celle d'une présidence du G20 aussi inefficace qu'incapable. Ainsi, rien de concret sur le front des quelques sujets abordés mais pas traités : *je pense aux famalieux bonus des traders, aux paradis fiscaux, à l'harmonisation comptable mondiale, au renforcement des fonds propres bancaires, à la taxation bancaire ou au contrôle des fonds spéculatifs.* Les promesses des précédents G20 n'ont pas été tenues, il suffit de voir le montant des bonus des traders encore l'an dernier : 2 milliards d'euros dans mon pays la France, soit autant qu'avant la crise. Et ce phénomène est partout le même.

Pire, les racines de la crise et les solutions aux problèmes fondamentaux que nous traversons ne sont toujours pas évoquées :

La réforme du Système Monétaire International (quel étalon monétaire,

quelles places pour les Banques centrales, quid du dollar ?). On s'interdit d'évoquer en particulier la question de l'euro, alors que cette monnaie, que beaucoup d'économistes avaient jugé avec raison, comme nous, non viables depuis le départ, est en train de produire ses pires effets : chômage, dette en explosion, et incapacité de sortir du marasme.

La réforme du modèle du « libre échange » incontrôlé qui soumet nos pays à une concurrence déloyale synonyme de désindustrialisation. Je suis ici dans un pays qui sait se protéger quand nécessaire, et qui sait favoriser ses producteurs nationaux et ses PME, mais force est de constater que ce n'est pas le cas partout, et sûrement pas du continent d'où je viens, continent qui s'est enfermé dans une idéologie dévastatrice, qui refuse toute protection, qui se jette sans réfléchir dans le grand bain de la mondialisation débridée.

En effet, *sans changement radical du modèle économique ultralibéral mondialiste*, une longue période d'instabilité globale de toutes natures verra le jour, pour au moins une décennie. Beaucoup l'annoncent, et j'en suis convaincue moi aussi. Nous en vivons bien sûr déjà les prémises.

D'ailleurs, à l'heure même où je vous parle, même le Pape proteste contre les dérives du système économique actuel et sensibilise l'opinion publique pour obtenir un discernement approfondi des principes, des valeurs culturelles et morales qui sont à la base de la vie sociale en commun ».

Le Vatican met en garde contre « *l'idolâtrie du marché* » et « *l'idéologie néo-libérale* » selon laquelle les problèmes actuels seraient exclusivement d'ordre technique. Le Conseil pontifical pour la Justice et la Paix a déclaré : « Les gens à Wall Street doivent s'asseoir et réfléchir avec discernement pour savoir si leur gestion actuelle des finances mondiales sert les intérêts de l'humanité et l'intérêt général » ou encore « les économies mondiales devraient assumer une éthique de la solidarité entre pays pauvres et riches ».

Et que nous disent les « indignés de Wall Street », avec leurs mots et selon leurs propres traditions ? La même chose : *ce même besoin de rebâtir un monde libéré du règne de l'argent-roi, de la finance et de la spéculation.* La nécessité de parler aux vrais gens de leurs vrais problèmes. C'est mon ambition.

Pour ma part, je considère que le diagnostic du Saint Siège, de nombreux économistes et des mouvements qui tendent à définir une nouvelle vision de l'homme est le bon :

Ainsi ce jugement qui me paraît très juste : « En matière économique et financière, les difficultés plus importantes proviennent de l'absence d'un ensemble efficace de structures capable de garantir, en plus d'un système de gouvernance, un système de gouvernement de l'économie et de la finance internationale. »

Le monde a besoin « d'un corpus minimum, partagé, de règles nécessaires à la gestion du marché financier mondial. »

Je le dis solennellement, ce G20 de Cannes doit être celui de la dernière chance pour éviter l'entrée dans un « scénario tragique », même si le bilan des précédents G20, et l'idéologie qui l'anime, ne me permettent pas d'être très optimiste sur ce point.

À circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles. Il est essentiel que les nations les plus influentes du monde décident ensemble de façonner un nouveau monde, de nouvelles règles du jeu qui permettront de sortir enfin du

marasme actuel et dessiner un avenir meilleur, un véritable avenir pour nos peuples. Cet avenir meilleur passera notamment par de nouvelles règles du commerce international, où l'OMC et son libre-échange dogmatique ne feront plus la loi, *par l'instauration d'une nouvelle monnaie internationale de référence à la place du Dollar et par le contrôle strict du système bancaire mondial.*

C'est une exigence morale pour les chefs d'États mondiaux, une exigence qui devrait imprégner toute leur action au G20.

En qualité de candidate à la présidence de la République française, je me considère politiquement sur la même ligne que tous les acteurs internationaux qui rechercheront cette concorde mondiale tout en préservant les intérêts nationaux.

Aussi, dans le cadre d'une vision stratégique globale à moyen et long termes, je lance un appel aux dirigeants politiques présents aux G20 : tournez le dos au modèle destructeur de l'économie réelle et mettez en place ensemble un nouveau modèle socio-économique sans crises, un modèle qui garantisse la paix entre les nations et les peuples, un modèle qui se fera dans l'intérêt de ces vrais gens que j'évoquais tout à l'heure.

À ce titre, je propose trois solutions essentielles pour stopper la crise systémique mondiale actuelle et orienter le monde vers une plus grande justice et une plus grande prospérité :

La réintroduction d'un « étalon polymétallique » dans le Système Monétaire International comme étalon mondial de référence et d'échanges afin d'établir un « ordre monétaire libre » : cet étalon chassera toute possibilité de spéculation, et obligera l'économie financière à rester connectée avec l'économie réelle, celle qui fait tourner nos entreprises, crée des richesses, de l'innovation et de l'emploi. Halte à la spéculation monétaire, halte aux bulles financières qui emportent tout quand elles explosent, qui ruinent nos ouvriers, nos employés, nos salariés, nos retraités, qui créent des millions de chômeurs !

La ratification de la « Charte de la Havane » (suspendue en 1951 par les États-Unis) modernisée par les nations signataires de 1948 et les nouveaux pays émergents entrants, *pour un protectionnisme raisonné qui privilégie une coopération dans les échanges commerciaux entre nations par la fin du « libre-échange sauvage »* (celui que prône l'OMC) . Une Organisation Internationale du Commerce fondée sur les principes sains de protection, d'intérêt des peuples et de soutien aux PME, aux petits face aux gros et aux cartels, doit prendre le relais d'une OMC à bout de souffle, à laquelle l'Union européenne se soumet d'ailleurs comme aucune autre zone du monde.

L'application de la loi du « Glass Steagall Act », pour reprendre le nom de la célèbre loi américaine, au système bancaire de chaque nation. Au moment où la crise devient systémique, en Europe et dans le monde, il est d'une urgence absolue de rétablir par la loi la séparation entre les banques de dépôt qui servent l'économie et les ménages, d'une part, et les banques d'affaires, d'autre part. Les comptes des épargnants doivent être garantis, et protégés de l'ambiance sulfureuse des salles de marché, mais il n'y a pas de raison de continuer sans cesse à renflouer, avec l'argent de l'économie réelle et des contribuables, les banques qui ne produisent rien d'autre que des bulles spéculatives.

Ces solutions, qui font partie du projet que la France portera haut et fort dans

le monde si je suis élue à sa tête en 2012, seront de nature à soutenir globalement :

L'emploi : l'intégration du « plein emploi » est dans les objectifs principaux de la Charte de la Havane que je vous ai citée, que j'ai déjà mentionnée en France dans une conférence de presse en juin 2011, et que je vous incite à lire attentivement. C'est l'absence de protectionnisme, c'est la concurrence déloyale qu'on laisse prospérer, qui causent les pertes d'emplois. Et mon pays la France, le continent dont je viens, le savent peut-être mieux que n'importe quel autre pays du monde, parce que chez moi, chez nous, les principes fous de l'OMC et du libre-échange total sont appliqués avec une brutalité et un dogmatisme inouïs. La Charte de La Havane concilie le commerce international et l'emploi ; son article 1, qui en fixe l'objet, est particulièrement clair : « Atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement ». L'OMC actuel n'a jamais eu comme objectif le plein emploi !

Soutien aussi à l'industrie : l'autorisation des aides de l'État pour soutenir son industrie est un principe qui doit être légal, et non illégal comme aujourd'hui. L'article 13 de la Charte de la Havane indique que « les États membres reconnaissent que, pour faciliter l'établissement, le développement ou la reconstruction de certaines branches d'activité industrielle ou agricole, il peut être nécessaire de faire appel à une aide spéciale de l'État et que, dans certaines circonstances, l'octroi de cette aide sous la forme de mesures de protection est justifié. ». Encore une fois, mon pays et le continent d'où je viens, l'Europe, sont frappés par un dogmatisme terrible sur ce sujet, qui nous a déjà obligés à laisser mourir des pans entiers de notre industrie, comme le textile par exemple et demain l'automobile. Il faut changer ces règles absurdes dans le sens que j'ai défini.

Contrairement à une idée reçue, des mesures protectionnistes respectant scrupuleusement la Charte de La Havane, ne sont pas synonymes de relations conflictuelles entre États, bien au contraire. On voit bien que c'est la loi de la jungle actuelle qui réveille les tensions entre les peuples : la zone euro en sait quelque chose, où les dirigeants s'envoient les uns aux autres des noms d'oiseaux, parce que leur système est devenu fou.

Ni non plus créatrices d'une dynamique de repli du commerce international, aboutissant peu à peu à des formes d'autarcie. Ce n'est là que propagande destinée à protéger les intérêts des puissances d'argent qui n'ont intérêt à aucun changement de fond. Le contenu de la Charte de La Havane a été élaboré dans un esprit pacificateur (juste au sortir de la deuxième guerre mondiale) et montre même que le protectionnisme fonctionne justement pleinement quand il est universel.

Ce qu'il y a de radicalement nouveau dans la Charte de La Havane par rapport à la situation actuelle (celle de l'OMC), c'est la recherche permanente de l'équilibre de la balance des paiements (pas d'excédent, pas de déficit) comme principe général. La zone euro, en crise terrible aujourd'hui comme vous le savez, aurait été bien inspirée de se fixer cette règle. Les règles de ce nouveau commerce mondial, respectueux de l'intérêt des peuples et des bonnes relations entre les nations, sont remarquables d'humanisme et répondent, peut-être même sans le savoir, à une recherche d'optimisation écologique, de prise en compte du risque environnemental et de concorde mondiale !

Le pouvoir de la Charte de la Havane reste encore intact de nos jours, même si celle-ci nécessite bien sûr une modernisation, par l'intégration franche et explicite de la dimension écologique et environnementale notamment, visant à contrer tous les dumpings et à faire progresser notre planète vers un mieux-être.

La crise systémique mondiale est un drame, mais doit être analysée par des responsables politiques dignes de ce nom comme une occasion historique de briser le tabou du protectionnisme, de rétablir un « ordre monétaire libre » et de réguler vraiment le système bancaire.

Une fois ces solides fondations posées, celles qui permettront vraiment de changer les règles du jeu économique et financier mondial, un cercle vertueux s'ouvrira : les paradis fiscaux n'auront plus de raison d'exister, alors qu'ils prospèrent aujourd'hui, les bonus extravagants des traders s'évanouiront en même temps que les bulles spéculatives. Chaque nation sera libre de fixer des règles allant en ce sens plus vite, comme je compte le faire pour la France si je suis élue à la présidence de la République. Mais ces nations sauront qu'au niveau international les règles ont profondément changé.

Marine LE PEN, Candidate à la Présidence de la République française

LISTE NON EXHAUSTIVE DES MEMBRES ET INVITÉS DU SIÈCLE

Quelques invités, membres ou anciens membres du Siècle, selon [Wikipedia](#) :

Ministère des finances

*** Presque tous les Inspecteurs généraux des finances en activité (114 sur 120 en 2009)**

* Thierry Breton (ancien ministre des Finances et grand patron)

* Alain Lamassoure (ancien ministre du Budget)

*** Pascal Lamy (ancien inspecteur général des finances, directeur de l'OMC)**

*** Alain Minc (ancien inspecteur général des finances, essayiste)**

* Christian Noyer (ancien directeur du Trésor, Gouverneur de la Banque de France)[20]

*** Dominique Strauss-Kahn (ancien ministre des Finances, ancien directeur général du FMI)**

*** Jean-Claude Trichet (ancien directeur du Trésor, ancien Gouverneur de la Banque de France, ancien président de la BCE)**

Dirigeants d'entreprises et d'établissements financiers privés

*** Jacques Attali (ancien inspecteur général des finances, fondateur de Planète-finance, essayiste)**

* Claude Bébéar (ancien PDG d'AXA) (Note : fondateur de l'Institut Montaigne, qui organise des conférences dans les locaux d'AXA. Leurs compte-rendus sur la monnaie unique, ouvertement hostiles aux théories remettant en cause l'euro, sont repris par les médias comme s'ils étaient idéologiquement neutres, présentés comme des « travaux d'experts » (jeudi 12 janvier 2012, BFM TV, 19h de Ruth Elfried))

* Antoine Bernheim (dirigeant associé de la banque Lazard)

* Daniel Bouton (ancien directeur du Budget, ancien président de la Société générale)

* Jean-Yves Haberer (ancien PDG du Crédit lyonnais)

*** Michel Pébereau (président de la BNP Paribas)**

*** Jean Peyrelevade (dirigeant des banques Suez, Stern, Crédit Lyonnais)**

*** Édouard de Rothschild (banquier et homme d'affaires)**

Personnalités du monde des affaires et dirigeants d'entreprises publiques

*** Jean-Paul Agon (directeur général de L'Oréal)**

* Pierre Bilger

* Bertrand Collomb

* Stéphane Courbit

*** Serge Dassault**

* Étienne Davignon

* Bertrand Eveno

*** Louis Gallois**

*** Guillaume Pepy**

- * Antoine Guichard (ancien PDG du Groupe Casino)
- * Philippe Jaffré (ELF Aquitaine, Zebank, Alstom) (décédé depuis)
- * Denis Kessler (président de Scor)
- * Lisette Mayret
- * Jean-Marie Messier (ancien inspecteur général des finances, écarté après le scandale Vivendi)

* **Louis Schweitzer (ancien président du conseil d'administration de Renault, ancien président de la HALDE, président de Volvo, membre des conseils d'administration de Veolia, BNP Paribas et L'Oréal, président de la branche internationale du MEDEF, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, ministre du Budget dans le gouvernement Pierre Mauroy, membre du conseil consultatif de la Banque de France et d'Allianz, président du conseil de surveillance du journal Le Monde, condamné dans l'affaire de la mise sur écoute téléphonique de Jean-Edern Hallier)**

Journalistes, éditeurs, information

- * **Emmanuel Chain (journaliste, producteur pour la télévision)**
- * Jean-Marie Colombani (journaliste, ancien président du Monde)
- * Anne-Marie Couderc (Hachette Filipacchi Médias)
- * Michèle Cotta (journaliste, ancienne directrice de France 2), première femme acceptée en 1983
- * Bertrand Collomb (producteur de télévision)
- * Teresa Cremisi (présidente des éditions Flammarion)
- * **Alain Duhamel (politologue, chroniqueur à RTL)**
- * **Olivier Duhamel**
- * **Michel Field (journaliste sur Europe 1)**
- * **Franz-Olivier Giesbert**
- * Claude Imbert (journaliste au Point)
- * Odile Jacob (éditrice)
- * Denis Jeambar (ancien directeur des éditions du Seuil)
- * **Laurent Joffrin (journaliste et directeur de publication du Nouvel Observateur)**
- * Serge July (ancien PDG de Libération)
- * Julien Kouchner (directeur général de l'Agence CAPA)
- * Étienne Lacour (secrétaire général du Siècle)
- * Maurice Lévy (PDG de Publicis)
- * André Lévy-Lang
- * **Serge Moati (journaliste sur France 5)**
- * **Denis Olivennes (directeur d'Europe 1)**
- * **Sylvie Pierre-Brossolette**
- * Bernard Pivot
- * Patrick Poivre d'Arvor (journaliste et ancien présentateur télévisé à TF1)
- * Alain de Pouzilhac (ancien PDG du groupe Havas)
- * **David Pujadas (journaliste et présentateur télévisé, France 2)**
- * Alain-Gérard Slama (journaliste au Figaro et à France Culture)
- * **Anne Sinclair**
- * Marc Tessier (ancien président de France Télévisions)

* Gérard Worms

Personnalités politiques

* **Martine Aubry (première secrétaire du PS)**

* Robert Badinter (démissionnaire)

* Michel Barnier (ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes)

* Jacques Barrot (ancien ministre français du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi, ancien commissaire européen (à la Politique régionale, puis aux Transports, et enfin à la Justice, à la Sécurité et aux Libertés)

* **François Bayrou (ancien ministre de l'Éducation nationale)**

* Éric Besson

* Michel Bon

* Bernard Boulito (Heinz et Asics)

* Hervé de Charette (ancien ministre des Affaires étrangères)

* **Jean-Pierre Chevènement**

* **Jean-François Copé (ancien ministre du Budget)**

* **Laurent Fabius (ancien premier ministre)**

* Luc Ferry

* François Fillon

* Élisabeth Guigou

* Adeline Hazan

* Martin Hirsch

* **François Hollande**

* Jean-Paul Huchon

* Anne-Marie Idrac (ancienne présidente de la SNCF et de la RATP, ancien ministre, vice-présidente de l'association Le Siècle en 2008)

* **Lionel Jospin (ancien premier ministre)**

* **Alain Juppé (ancien premier ministre)**

* **Bernard Kouchner (ancien ministre)**

* Jack Lang (ancien ministre de l'éducation nationale)

* Noëlle Lenoir

* Corinne Lepage (avocate, ancienne ministre de l'Environnement)

* Charles Millon (ancien ministre de la Défense)

* **Pierre Moscovici**

* Jean-Pierre Raffarin (ancien premier ministre)

* Jacques Rigaud (membre du PS)

* **Nicolas Sarkozy (sixième président de la Ve République et ancien ministre des finances et de l'Intérieur, président de l'UMP)**

* **Manuel Valls**

* Jacques Toubon (ancien garde des Sceaux)

* Michel Vauzelle

* Henri Weber

* Hubert Védrine

* Rama Yade (ancienne secrétaire d'État aux Affaires étrangères et des Sports)

Autres hauts-fonctionnaires

- * Simon Nora
- * Renaud Denoix de Saint Marc (ancien vice-président du Conseil d'État, membre du Conseil constitutionnel)
- * **Richard Descoings (conseiller d'État, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris)**
- * **Michel Gaudin (préfet de police de Paris)**
- * Simone Rozès
- * Olivier Schrameck

Universitaires

- * Hélène Ahrweiler
- * Christian de Boissieu (économiste)
- * **Daniel Cohen (économiste)**
- * Alain Cotta (économiste)
- * Henri Loyrette (président du Louvre)

Représentants de la diversité et des minorités visibles

- * **Fadela Amara (ancienne présidente de Ni putes ni soumises)**
- * **Rachida Dati (chargée de mission au ministère de l'Intérieur au moment de son admission)**

Gens de lettres, artistes

- * Françoise Chandernagor
- * François Nourissier
- * Jean Tulard

Syndicalistes

- * Jean-Christophe Le Duigou (dirigeant de la CGT du corps des finances, puis receveur général des hypothèques)
- * **Nicole Notat (dirigeante de la CFDT, puis présidente de Vigéo)**
- * **Laurence Parisot (présidente du MEDEF)**
- * Ernest-Antoine Seillière (ancien président du MEDEF)

Quelques commissaires européens de 2004 à 2014

Président :

José Manuel BARROSO (2004-2014)

Né à Lisbonne, au Portugal, le 23 mars 1956.

Président des étudiants maoïstes en 1974, puis étudiant à la Georgetown University, à Washington DC, où il bénéficie d'une bourse accordée par l'OTAN.

Une ascension dont le corollaire est une forte mobilisation médiatique en sa faveur, qui lui permet de remporter les législatives en mars 2002, à la tête du Parti populaire (droite).

Principale oeuvre en tant que Premier ministre portugais (2002) : *rigueur économique, et soutien actif au déclenchement de la guerre en Irak* (il organise ainsi un sommet des chefs de gouvernement pro-intervention, aux Açores (Portugal), réunissant notamment George W. Bush, Tony Blair et José Maria Aznar).

En 2003, il est à l'origine du scandale de la Société nationale du pétrole du Portugal : il a cherché à vendre la société au groupe Carlyle, fond de pension pesant 89 milliards d'euros, administré par Frank Carlucci (ex-directeur adjoint de la CIA, nommé par Jimmy Carter en 1978, puis conseiller à la sécurité nationale de Ronald Reagan en 1987, secrétaire à la Défense des Etats-Unis fin 1987). Devant les remous que provoque l'affaire, il est contraint de renoncer.

Martin Schulz, le président du groupe socialiste au Parlement européen, déclare à son propos : « Quand il parle aux socialistes, il est socialiste. Quand il parle aux libéraux, il est libéral. Il dit aux gens ce qu'ils veulent entendre ».

Favorable au Traité de Lisbonne.

Le 21 octobre 2008, devant le Parlement européen, il déclare à propos de la crise, avec enthousiasme : « Nous vivons effectivement un moment historique. Le genre d'occasion où la crise remet en question toutes les certitudes et les esprits sont plus ouverts au changement. *Ce sont des moments extraordinaires et qui n'arrivent pas tous les jours.* Nous devons comprendre qu'il s'agit vraiment d'un de ces moments où il y a une plus grande plasticité qui fait que nous pouvons effectuer un vrai changement. ».

Vice-présidente, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité :

Catherine ASHTON (2010-2014)

Née à Upholland dans le Lancashire (Grande-Bretagne), le 20 mars 1956.

Baronne d'Upholland depuis 1999.

N'a jamais été élue démocratiquement.

Nommée pair à vie en 1999 par Tony Blair, dans l'objectif d'obtenir la ratification par la chambre des Lords du traité d'Amsterdam, sans consulter le peuple britannique par voie référendaire.

Politicienne la mieux payée au monde (328 000 livres sterling par an) depuis sa nomination à la tête de la diplomatie européenne en 2009.

Lors de sa nomination par le Conseil de l'Union européenne (ce qui exclut toute consultation des peuples européens), elle est critiquée pour *son inexpérience diplomatique* par le Parlement européen, et contrainte de s'expliquer sur sa *fonction de trésorière du mouvement de désarmement nucléaire en 1977 et 1979, dont 40% des fonds n'ont pas de provenance claire.*

Remarquée pour son absence lors des bouleversements qui touchent le monde arabe.

Vice-président, commissaire chargé des Transports :

Siim KALLAS (2010-2014)

Né à Tallinn, en Estonie, le 2 octobre 1948.

Membre du Soviet suprême de 1989 à 1991.

Reconverti au libéralisme à la chute du communisme, il fonde en 1994 le Parti de la Réforme, *membre de l'Internationale libérale.*

Soupçonné par la presse estonienne *d'une responsabilité dans la disparition de dix millions de dollars de la Banque centrale estonienne.*

Il milite activement pour une « réduction radicale des impôts sur les entreprises » et considère qu'entre pays européens « la concurrence en matière de fiscalité est nécessaire ».

Commissaire à la concurrence (2005-2009), puis chargée de la société numérique (2010-2014) :

Neelie KROES (2005-2014)

Née à Rotterdam, aux Pays-Bas, le 19 juillet 1941.

Dans son pays, *responsable de la privatisation des postes.*

Durant sa carrière, *membre du conseil d'administration de pas moins de 43 grandes entreprises (Volvo, McDonald's, Thales, entreprises d'armement américaines, Lucent...).*

Mise en cause aux Pays-Bas « pour la gestion de son patrimoine immobilier et des relations d'affaires peu claires avec le promoteur Jan-Dirk Paarlberg *proche d'un groupe mafieux dirigé par Willem Holleeder* » (Wikipedia.org). Ce groupe mafieux est spécialisé dans le blanchiment d'argent sale, l'extorsion de fonds ou encore les faux et usages de faux.

En 2005, elle déclare à Dominique de Villepin (« je veux rétablir un certain patriotisme économique »), alors Premier ministre français qui ne put que s'aplatir : « Si vous voulez que la France protège mieux ses entreprises dans l'actuelle guerre économique? Si vous voulez des mesures pour empêcher la mainmise des fonds de pension américains justement, ou de certains grands groupes internationaux chinois ou indiens, sur des entreprises françaises ? *Il faut savoir que ça n'est plus du tout le gouvernement français qui décide.* »
Présente à la conférence du groupe Bilderberg qui s'est tenue en Espagne, à Sitges, du 3 au 6 juin 2010, dont voici [la liste officielle](#).

Commissaire au commerce :

Peter MANDELSON (2004-2008)

Né à Londres, en Grande-Bretagne, le 21 octobre 1953.

En 1994, il devient proche conseiller de Tony Blair et participe à de nombreux changements du Parti travailliste, dans un sens ultralibéral.

Démissionne de son poste de secrétaire d'État au commerce et à l'industrie le 23 décembre 1998, *après les révélations sur un prêt immobilier secret de 373 000 livres sterling accordé par son collègue Geoffrey Robinson.*

A déclaré se sentir « terriblement à l'aise avec le fait que des gens accumulent une richesse obscène ».

ILS SE SONT DIT OUI !



« Il y a deux ans, ils se rencontraient à Paris Match, s'accordant sur la «constitution» européenne. Aujourd'hui, il va le voir à l'Élysée et promet de voter son «traité simplifié». L'entente est toujours aussi cordiale entre le chef de la majorité et celui de l'opposition. »

(Sylvain Lapoix, Marianne, 06/11/2007)